

# Supplément Radio-Télévision

**QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE** 

- DIMANCHE 13 - LUNDI 14 JANVIER 1991

- FONDATEUR : HUBERT BELIVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Les tentatives de reprise en main en URSS

# L'armée soviétique maintient sa pression dans la capitale de la Lituanie

# Ne pas se voiler la face

**DEUT-ON** quelifier sutreermée ce qui se passe en Litua-nie depuie le début de la semaine? Les scènes de Vilnius, d'une certaine nuit de décembre 1981. L'opération n'a pas, blen eût, l'empleur de l'instauration du la loi martiale. Pas encore. Meis l'on est en droit de se demander al M. Gorbatchev p'est pas nn trein d'organiser sur dix a lours ca que la général

les' concessions aux forces conservatrices se multiplient à l'intervention de l'armée pour assurer l'enrôlement des jeunes appelés insoumis dans les Répuiques rebelles, envoyé un milrepris par la force le contrôle de Imprimarie du perti et la que dana d'autres villes de la petite République, Le sang a coulé, Dera la muit de vendredi à samedi, des immeubles de la police lituanienne ont à leur tour été investis.

IL y a donc, de touta évidence, un plan méthodique de reprise des centres de pouvoir passés depuis un an aux mains des nationalistés lituaniens. Parallèlement, M. Gorbatchev a sommé le Parlement et le gouvernement de Vilnius de restaurer la Constitution soviétique dans leur République, sous peine de se voir appliquer le régime de l'administration : présidentielle

Les troupes régulières de l'ar-mée soviétique semblent pour l'instant rester plutôt en retrait, laissant le devant de la scène eux redoutables « OMON », troupes d'élite du ministère de l'intérieur; mais Moscou s'ap-puie aussi sur les anti-indépendantistes russes, qui viennent de eréer un ceomité da salut public » prêt à prendre le pouvoir. il n'ast plus quaetion, bien entendu, de négociations, alors que les étus lituaniens evalent récomment cédé du terrain en levent la condition d'un protocole présiable à toute négociation avec Moscou sur l'avenir de le

A machine est done an marche, le test ultime res-Limarche, le test ultime res-tant le sort réservé au Parlement fituanien, gardé désormais per la population de jour comme de nuit, à l'eppel du président Landabergie. L'occupation éven-tuelle du Parlement et la nomina-tion d'un e gaulaiter » ou d'un « comité de salut public » para-chèveraient définitivement la reprise en meins de la Lituanie. Le coût d'una tella opération pourrait capandant être lourd, et n'aboutirait en tout état da cause, comme on l'a vu ailleurs et en particulier en Pologne, qu'à durcir le sentiment nationaliste dans la population.

Le président Landabergis ne cesse d'en appelar au soutien occidental. Peut-êtra net-il temps en effet de cesser de se-voller la face et d'admettre clairement que les grands principes qun le communauté internatio-nale veut défendre dans le Golfe sont en train d'être befoués dans les pays baltes?



Des unités de perachutistes soviétiques sont de nouveau intervenues samedi 12 janvier, vers 3 heures du matin, à VIInius pour prendre le contrôle du quartier général d'une brigade spéciale de lutte contre le crime et d'une annexe de l'Académie de police da Lituanie. La veille, les militaires avaient déjà investi plusieurs bâtiments publics, dont le département local de la défense et la Maison de la presse où sont imprimés tous les journaux de la capitale de la République balte. Des détachements de blindés patrouillaient dans d'autres villes.

u Le ministère de la défense et la Maleon de la presse out été investis par

La suppression de l'agence l'aterfax aunonce des mesaces contre les médies, par MICHEL TATU. Washington s'abstient de toute critique, par JAN KRAUZE.

Samedi matin, les unités de parachutistes soviétiques envoyées ces derniers jours eo Lituanie maintenaient leur pression à Vilnius. Appuyés par une vingtaine de blindés, des soldats se soot emparés d'un commissariat abritant le quartier général d'une unité des forces de l'ordre ainsi que du siège de l'Académie de police. Deux autres iostallations da département de la défense ont été saccagées puis temporairement occupées. Peu avant de cesser de fonctionner, l'agence lituanienne ELTA avait fait état do déploiement, près de la frontière polonaise, de véhicules blindés soviéti-Lire page 6 ques qui vensicot apparemment

grad. Des barrages routiers ont été dressés dans certaines réginns de la République balte. Plusieurs trains oot été arrêtés à une cinquantaioe de kilomètres de la capitale par des «grévistes» qui, selon des responsables iodépendantistes, étaient en fait des soldats déguisés en ouvriers. Toutefois, samedi matin, la radio, la télévision et le téléphone étaient toujours en service à Vilnius. La radio diffusait des appels fréquents à la résistance passive.

Les affrontements de ces derniers jours oot fait au moins sept blessés. Uo millier de nationalistes ils ont stocké des armes et des cocktails Molotov. Les députés avaient demandé la veille à Moscou de suspendre « immédiatement » l'agression soviétique contre leur République, qui avait proclamé snn indépendance le 11 mars 1990.

La Grande-Bretagne a vivement protesté, vendredi, contre l'intervention des parachutistes à Vilnius auprès de l'ambassade d'URSS à Londres, La CEE, l'OTAN et la Pniogne ont égalemeot exprimé leur préoccupation devant ce recours à la force. A Washington, en revanche, les réac-

# M. Perez de Cuellar pourrait proposer à Bagdad 'envoi de « casques bleus » après l'évacuation du Koweït

vait e entretenir samedi 12. ou dimanche 13 janvier à Bagdad, avec le président irakien Saddam Hussein. Falsant escale vendredi à Genève, il e rencontré les ministres dee effaires étrangères de la Communauté européenne; ces derniers, sans grand espoir; envisagent une initietive de la dernièra chance eprès celle de M. Perez de Cuellar.

Selon le ministre portugais, le secrétaire général pourrait proposer à Bagdad l'envoi de « casques bleus» au Koweit et la convocation, à terme, d'une conférence internationale.

De nombreuses manifestations contre une intervention militaire dans le Golfe étaient prévues, samedi à Paris et dans plusieurs villes de province. Le principal ressemblement deveit avoir lieu sur la place de la Bastille, à l'appel du Parti communiste, des syndicats, des Verts et de divers groupes pacifistes.

dre, discuter avec lui s'il le veut bien, et peut-être de cette discussion surgira quelque chose », disait le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, en route pour Bagdad et qui venait de recevoir, vendredi 11 janvier Genève, les encouragements des Européens et des non-alignés.

« Je n'ai aucun plan, déclarait-il quelques heures plus tard à son arrivée à Amman, avant d'aller s'eotretenir au palais royal evec le sonversio hachémite, je vals écouter le président trakien, échanger avec lui des vues sur les voies et les moyens de trouver une solution pacifique à la crise. Je suis en mission de paix.»

M. Perez de Cueliar sur lequel convergealent samedi 12 janvier, jour J moins 4, tous les espoirs de paix, o'entendait pas soumettre ao président irakien de oouvelles propositions de la commucanté internationale. Il n'avait pour mandat do Conseil de sécurité que celui de réclamer l'application des résolutions adoptées ecs derniers mois exigeant le retrait des troupes irakiennes du

«Je n'ai pas de message précis Kowest. Si la « missioo » Perez pour Saddam Hussein. Je n'ai pas de Cuellar devait doooer lieo à kien qu'était attendu le moovement, pas du côté de la coalition anti-irakienne. Pour tenter de l'obtenir, le

secrétaire général n'était fort que de sa personnalité, do fait que nul ne saurait le tenir pour le simple porte-parole de Washington, ce qui permettait d'espérer que les dirigeants irakiens répugneraient moins à nouer avec lule dialogue qu'ils n'ant pas voulu engager avec M. James Baker. Il o'était fort que do très puissant soutien glané lors de ses escales sur le chemin de Bagdad et de la « souplesse » que lui autorise en la circonstance la communacté internationale.

Il faut, scolignait vendredi M. Roland Dumas, «laisser à M. Perez de Cuellar une certaine marge de manauvre, no pas l'enfermer dans des contraintes trop étroites. Il ne sert à rien qu'il aille à Bagdad pour répéter ce que d'autres ont dit avant hui ». Cette « marge de manœuvre » n'est pas

CLAIRE TRÉAN Lire in suite page 2



La fin de le ennférence islamique à Bagded. E L'exode des Occidentura. si A Dahran, une tranquille assurance prévant encore, par FRANÇOISE CHIPAUX. si Les nitimes préparatifs en Israël, par ALAIN FRACHON. m M. Mitterrand est assuré du soutien du Parle-ment, par ALAIN ROLLAT. m Le début en sein du PS, par PATRICK JARREAU. m La mobilisation des ennemis de la guerre, par NATHANIEL HERZBERG.

 La mobilisation des télévisions, par ANNICK COJEAN Lire page 20

NASIO

### La tradition pacifiste La paix. Vouloir la paix; main- été affrootée depuis cent vingt

tenir la paix; les rebonds de l'Histoire font brutalement ressurgir, en France et en plein secood septennat de François Mitterrand, l'urgence d'une préoccupation déjà lancinante, d'une sensibilité déjà aigue à la fin du Second Empire. · Les raisons d'être de ce paci-

fisme naissant, apanage, à l'époque, de l'opposition républicaine, oe manquaient pas face à un Napoléon III que titillaient régulièrement des ardeurs bellicistes. Signe des temps : en 1869, Léon Gambetta est élo député de Belleville sur un programme radical qui prône, entre autres, le suppression des armées perma-

La guerre de 1870, puis la défaite, la perta de l'Alsace et de la Lorraine annexées, auroot temporairement raisoo de la belle utopie des pacifistes absolus. Tres vite, cependant, s'installe, dans la vie politique, un couple de notions qui subsistent encore, malgre la diversité des situations suxquelles la France a

ans. D'un côté, servir un pacifisme pragmatique, mélange de refus de la guerre (sauf à s'opposer à une menace jugée directe et décisive) et d'une politique de défense vigoureuse. Ce sera la politique d'un Jules Ferry, entre autres. D'autre part, un pacifisme plus idéaliste, plus radical dans tous les seos da terme, refleurit, et se dote d'une doctrine élaborée.

L'avocat Léon Bourgeois, qui deviendra en 1919, après une brillante carrière ministérielle, le premier président de cette Société des Nations qu'il avait appelée de ses vœux, défend, depuis la fio do dix-oeuvième siècle, le projet d'une paix entreles Nations, garantie par l'arbitrage et un droit international spécifique. Il développe ses thèmes à La Haye, ao cours des conférences internationales de la paix de 1899 et 1901.

MICHEL KAJMAN Lire le suite page 5

#### Le Paris-Dakar endeuillé

L'HYSTERIE

L'ENFANT

MAGNIFIQUE

DE LA

**PSYCHANALYSE** 

RIVAGES.

**PSYCHANALYSE** 

Un pilote tué par balle d'un village au Mali

Maîtrise des dépenses de santé

750 millions de francs

d'économies sur la radiologia page 17

#### HEURES LOCALES ■ Le dilemme de M. Mlehel Delaberra, la ministre de la

ville. **= N**nates en quête d'identité. . Hyménée en Pyrénées. pages 13 à 15

#### « Grand jury RTL-le Monde »

M. Michel Vauzelle, président da la commission des affeires étrangères de l'Assemblée nationala, invité dimanche à partir de 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 20

A L'ETRANGER : Alpire, 450 DA ; Marco, 7 Dit Turisie, 700 m ; Aferrague, 2.50 DM ; Auriche, 22 SCH ; Seiglan, 40 FF; Canada, 2.25 S CAN; Antifeu/Riching, 8 F; Canada holine, 485 F CFA; Danamark, 12 KRD; Espagne, 175 FTA; G.B., 70 D.; Grèce, 180 DR; Irlande; 90 p.; Irlande, 2 000 L; Luxembourg, 40 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2.50 FL; Portugal, 150 EBC; Sénégal 375 F CFA; Subde, 14 KRS; Sulsse, 1,80 FS; USA (NY), 2 S : USA (others), 2,50 S:

2 Le Monde • Dimanche 13 - Lundi 14 janvier 1991 •••

# CRISE DU GOLFE

# La mission diplomatique du secrétaire général de l'ONU à Badgad

« Initiative très intéressante» ; alnsi e été quallfiée, vendredi 11 janvier, par M. John Mejor, le premier ministre britannique, la mission à Bagdad du secrétaire général de l'ONU. Meis, il s'est dit « pessimiste et déprimé » de voir que Saddam Hussein n'avait pas encore abtempéré eux décisions des Nations unies. « Il e envahi et mis à sac un pays en paix, assassiné un grand nombre de gens et fait de ce pays un camp de prisonniers. Ce n'est pas acceptable», a-t-il ajouté.

Dans l'émirat de Bahrein, première étape d'une tournée de quatre jours eu Proche-Orient, M. Douglas Hurd, le secrétaire eu Foreign Office, s'est déclaré, lui aussi, acaptique sur la possibilité d'un changement de position du président irakien. A

précieé que Londres et Menama e refusent tout chantage sur l'epplication des résolutions de

De son côté, Mgr Robert Runcie, archevêque de Canterbury et chef de l'Eglise englicane, e edmis, vendredi, dans un entretien télévisé, que le recours à la force « pouvait se justifier dans les circonstances a actuelles. « Je crois que, parfois, peur assurer une plus grande peix à l'evenir, il pourrait être nécessaire d'engager une action militaire aussi limitée que possible », a-t-il ejouté. « L'option militaire est (alors) un moindre mal. »

Selon un sondage d'opinion publié vendredi,

C'EST YOUS

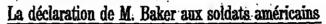
LE SUIVANT?

l'issue d'une entretien avec le prince héritier, il e 69 % des Britanniques interrogés soutiennent l'intention du gouvernement de faire parler les armes, et 23 % s'y déclarent opposés. Mais cette majorité favorable à l'option militaire tombe à 55 % lorsque l'on évoque la possibilité que ce conflit fasse plusieurs milliers de victimes britanniques.

> Quent eux représentants des pays erebes, ils multiplient lee déclarations contre la « logique de querre », jugeant nécessaire de laisser encore du temps aux efforts de médiation. M. Ahmed Ghozali, le ministre algérien des affaires étrangères, a fait état, vendredi, à Paris, de sa conviction intima» de la volonté de négociation du président irakien. « Comme le sais que Saddam Hussein

n'est pas fou, qu'il est au contraire très cohérent, je ne vois pas en quoi il serait tenté de chercher la guerre», e-t-il affirmé. Il e assuré qu'il pouvait y avoir «un retour en arrière à condition qu'il y ait quelque chose qui rende le processus faisable ».

Des partis d'opposition marocains out apporté, vendredi, pour la première fois, leur soutien à l'Irak, alors qu'Hassan II s envoyé plus d'un millier de soldats en Arabie saoudite. « Notre destin est llé à la nation arabe et au peuple irakien», a déclaré, à Rabat, M. Abderrahim Bouabid, secrétaire général de l'Union socialiste des forces populaires (USFP). Il a reproché aux Etats-Unis de vouloir imposer un «nouvel ordre mondial par la force



# « Nous franchirons le Rubicon à minuit, le 15 janvier »

Avant de s'entretenir, samedi 12 janvier, avec le président Moubarak au Caire puis avec le président Assad à Damas, le secrétaire d'Etat James Baker a rendu visite, vendredi, à des soldats américains stationnés en Arabie sanudite et a affirmé : « Pour qu'il n'y ait pas de malentendu, je veux être absolv-ment clair : nous franchirons le Rubicon à minult, le 15 janvier.»

S'adressant à quelque mille hommes d'une base aérienne. il a déclaré : « Notre inquiétude est que dans son style habituel, Il (Sad-dam Hussein) se trompe sur ce qu'est exactement la date limite.
(...) Saddam peut (nnus) croire ou non, mais s'il ne le fait pas, il aura fait son erreur la plus tragique. » Le secrétaire d'Etat a dit ne pas pouvoir révéler exactement quand les soldats de la force multinationale seraient appelés à attaquer si les

Kowest. Mais il a ajouté : « Je peux vous dire que vous ne devrez pas attendre bien longtemps pour avoir la réponse à cette question.»

Le secrétaire d'Etat américain a aussi déclaré que les Etats-Unis n'avaient pas de plan pour « maintenir une présence permanente dans la région une fois que le Kowett sera évacué et que la menace se sera éloignée». Les troupes américaines sont dans la région pour arrêter ce qu'il a appelé « un dictateur très dangereux, armé jusqu'aux dents ». « Une ère de paix suivra si Saddam est stoppé et qu'il quitte le Koweit, a-t-il dit. Mais si nous échouons maintenant, nous le palerons surement plus tard, alors que les ambitions et les conquêtes volonté du monde de résister aux

A l'occasion d'une conférence islamique dans la capitale irakienne

M. Baker avait effectué vendredi matin une brève visite à Abou-Dhabi. Dans la soirée, il est allé à Taef (onest de l'Arabie saoudite) pour un entretien avec l'émir du Koweit en exil, cheikh Jaber al-Sabah, avant de se rendre en Egypte.

D'autre part, l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington, le prince Bandar Ben Sultan, a déclaré, vendredi à Ryad, que le gouvernement saoudien prendra sa charge environ la mnitié des coûts de déploiement américain dans le Golfe. « Je pense que notre participation à cette opération « Bouclier du désert » se situera entre 40 et 50 pour cent », a précisé le prince Bandar, Selnn des sources américaines, le coût de l'engage-ment américain dans le Golfe depuis le 2 août dernier s'élèverait



L'initiative

Les possibilités de discussions nnt été évoquées notamment lars de la rencontre que M. Perez de Cuellar a cue vendredi à Genève avec les ministres des affaires étrangères de la Communauté des Douze, à l'issue de laquelle le chef de la diplomatie portugaise, M. Joa de Deus Pinbeiro, parla un peu abusivement de « plan en cinq points », comme s'il s'agissait de propositions nuvelles. Ces cinq points, qui sont tous soumis au préalable de l'évacuation du Koweit, not été présentés de la façon suivante par le ministre por-tugais : -- garantie de nnu agression de la communauté internationale; - retrait des forces de la coalition anti-lrakicune de la région; - envoi d'un contingent d'observa-teurs de l'ONU contrôlant le retrait irakien; - déploiement d'une force de maintien de la paix de l'ONU an Koweit et à la fron-tière entre l'Irak et l'Arabie Sanudite; - convocation d'une conférence internationale sur les problèmes du Moyen-Orient « dès

#### Entretien avec M. George Bush

De ces cinq points seule, l'idée de l'envoi d'une force neutre dans la réginn est une nnuveauté. M. Genscher y insistait vendredi, à l'issue de la rencontre de Genève. la présentant comme « une bonne idée » émanant du secrétaire général. Elle pourrait contribuer à per-mettre à Saddam Hussein de «sauver la face», puisqu'elle semble faire droit à l'idée que c'est une « menace » pesant sur l'Irak qui a justifié l'invasion du Koweit.

Le dernier point du plan est naturellement le plus important. Fnrmulé comme il l'a été après l'escale genevoise de M. Perez de Cuellar, il ne comporte aucun élé-

cet égard, comme nous l'indique nntre correspondante à Genève Isabelle Vichniac, que le ministre néerlandais des affaires étrangères, - et numéro 2 - du Fareiga Office, M. Douglas Hogg, ét le chef de la diplomatie espagnole, M. Francisco Fernandez Ordnnez, aieot

souligné à l'issue de leurs conversa-

tions avec le secrétaire général

qu'il ne s'agissait pas d'établir un

« lien » entre la crise du Golfe et le problème israélo-palestinien. Plusieurs ministres de la CEE ont fait remarquer que la Commu-nanté s'était pronnncée en faveur d'une conférence internationale sur le Proche-Orient bien avant l'agression trakienne du 2 août et que cette questinn relevait de l'« après-crise». Le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, M. Jacques Poos, a rappelé la réso-lution adoptée le 4 janvier par les Douze, indiquant que dés lors que « In crise actuelle aura trouvé une issue pacifique dans le respect des résolutions des Nations unies, la Communauté s'engage à contribuer activement à la résolution des problèmes de la réginn ». M. Ordnnez a été plus explicite encore en esti-mant que « l'invasion du Koweit n retardé toute solution du problème palestinien» et qu'il faut faire comprendre à Saddam Hussein

qu'actueilement « c'est lui qui est M. Perez de Cuellar, qui s'est entretenu par téléphone avec le président George Bush nvant de quitter New York, ne saurait sur ce point sortir de son rôle. Il pourra néanmins se présenter devant le président irakien comme le défenseur de toutes les résolutions de l'ONU, y compris donc celles qui, au enurs des dernières années, ont été adoptées à l'encontre d'Israël.

Contrairement à M. James Baker

ministre irakien des affaires étrangères, s'en était tenu à l'absence de lien entre les deux problèmes, il pourra insister davantage sur la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité du 20 décembre, approuvée même par les États-Unis, et qui mentionnait explicite-ment la tenue d'une conférence internationale de paix sur le conflit israelo-arabe, «à un moment

Le secrétaire général apporte à muvelles mais une synthèse de propositions défà formulées, accep-tée par les Américains et - espèret-on - acceptable par Saddam Hussein. Son objectif est de guetter chez son interlocuteur le mnindre indice d'ouverture et d'en tirer le meilleur profit possible, dans le respect évidenment des résolutions du Conseil de sécurité.

### Les Douze préts

à une nouvelle initiative On ignorait encore samedi en fin de matinée si la zrissinn de M. Perez de Cuellar à Bagdad se prolingerait dimanche. Il est en tout état de cause attenda à New-York lundi soir, veille de l'ultima-tum du 15 janvier, pour rendre compte de sa mission au Conseil de sécurité. Il devait faire escale à Paris sur le chemin du retnur, dimanche ou hindi.

Cette mission n'est encore pas celle de la dernière chance puisque les Européens ont déclaré, par la vnix de M. Jacques Poos, qu'ils seraient encore disponibles, après le retour de M. Perez de Cuellar, « pour une nouvelle initiative » qui pourrait prendre la firme d'une rencontre avec les dirigeants irakiens ». Les Douze n'ont toutefnis pas caché leur pessimisme ven-dredi à Genève. Signe parmi d'au-tres de ce pessimisme : le Parle-ment néerlandais a décidé dans la nuit de vendredi à samedi, sans attendre le retour de M. Perez de Cuellar ni l'échéance du 15 janvier, d'authriser ses modestes forces dans le Golfe à participer à un conflit armé sous commande-

M. Saddam Hussein et ses hôtes musulmans rivalisent d'intransigeance Tout en continuant ainsi à lier « L'Irak est attaché à l'appliun éventuel dialogue sur le Koweit à nne « solution globale » au Proche-Orient, et notamment à la

cation de toutes les résolutions des Nationa unies, à commencer par celles sur la Palestine » et Bagdad remportera la victoire dans la *«guerre sainte* » que déciencherait une attaque eméricaine : le double message lancé, vendredi 11 janvier, par le président Saddam Hussein n'est pas nouveau mais li prend plus de relief à la veille des entretiens que le numéro un irakien devait avoir samedi avec le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

« Nous sommes, nous aussi, attachès à la légitimité internationale. mais commençons par la Palestine », a assuré Saddam Hussein devant les participants à la Conférence populaire islamique, qui a réuni quelque trois cent cinquante personnalités du monde musulman pendant trois jours dans la capitale irakienne. «Si les Palestiniens retrouvent leur terre, nous demanderons alors que des négociations s'ouvrent pour débattre de toutes les questions sur la base du droit international », a-t-il ajouté, à quatre jours de l'expiration du délai fixé par l'ONU à l'Irak pour évacuer

questinn palestinienne - ce que rejettent les Etats-Unis, - Saddam Hussein a donné une tonalité religieuse à son discours et s'est laissé aller à ses envolées habituelles -«Un million de soldats irakiens et des milliers de chars sont enterrés dans des tranchées sur le front, d'où ils surgiront lorsque les Américains queront » - pour promettre «la victoire» à son peuple en cas de

« C'est une épreuve de force entre les infidèles et les croyants », a-t-il déclaré, evant d'ajouter : « Nous avons pris toutes les dispositions pour affronter (...) et vnincre l'agresseur et l'infidèle.» « La victolre est proche et la Palestine reviendra à son peuple avec l'aide de Dieu tout puissant », sclon Sad-

#### Appels an terrorisme

« Nous luttons pour la dignité. Notre paradis est celui qui est promis aux croyants. L'infidèle recherche les plaisirs temporels. Pensez-vous qu'il pourra hater con-tre l'esprit? Cela n'arrivera jamais s, a-t-il encore dit. « Tous nos jeunes gens, nos étudiants et nos paysans sont armés et butteront

pour le djihad. Ce n'est pas un affrontement pour des terres, mais une lutte entre l'infidèle et les croyants, entre le blen et le mal.»

Les participants à la conférence populaire islamique ont appelé, dans leur communiqué final, les musulmans à engager le djihad (guerre sainte) contre les farces coalisées et à s'attagner aux interets des Etats-Unis ainsi que de leurs alliés partout dans le monde en cas d'agression contre l'Irak. La conférence a proclamé « le djihad comme une obligation pour tous les musulmans, en cas d'agression con-tre l'Irak » et appelé tous les partis et nrganisations islamiques du monde à ouvrir des « centres de volontaires pour le djihad en vue de les envoyer sur le front ».

Toujours selos le communiqué final, les chefs des délégations participantes doivent se réunir ulté-rieurement à Bagdad pour mettre sur pied « une stratégie d'attaques contre les intérêts des Etats-Unis et de leurs alliés au moment du lancement de l'agression contre l'Irak ».

Dans des déclarations publiées jeudi à Bagdad, des participants à la conférence avaient déjà lancé des appels à des attentats autiaméricains. Le vice-président du Front islamique du Salut (FIS) algérien, M. Abnul Amine Ben Azzouz Zebda; avait ainsi affirmé que « les intérêts américains dans le Maghreb et en Europe seront la cible de différentes organisations islamiques en cas d'agression conislamiques en cas d'agression con-tre l'Irak». Le ministre jordanien des affaires religieuses, M. Ibsahim Zeid Al-Kilami (islamiste), avait déclaré le même jour que « l'heure du djihad s'approche et les musul-mans, où qu'ils se trouvent, se tien-nent prêts à détruire les întérêts américains en cas d'agression con-tre l'Irak».

tre l'Irak». Au même moment, à La Mecque, se terminait une conférence islamique concurrente, organisée par la Ligue du monde islamique, qui a dénié à l'Irak le droit d'organiser des rencontres islamiques, en invitant les musulmans à boycotter toute réunion à caractère n convoquée par l'Irak. En écho à ce convoquee par l'irax. En ecno a ce festival d'intransigeance, le minis-tre irakien de l'information, M. Latif Nassif Jassem, a démenti les informations sur une possible « Initiative de pulx » irakienne après le 15 janvier, publices par le New York Times citant des sources diplomatiques arabes. - (AFP, AP,

CLAIRE TRÉAN | ses troupes du Kowell. qui, il y a quelques jours, face au "GRAND JURY" RTL - Le Monde dimanche 18h30 en direct sur MICHEL animé par Olivier MAZEROLLE avac André PASSERON et Jacques AMALRIC (le Monde) Pierre-Marie CHRISTIN et Isabelle DATH (RTL









# LA CRISE DU GOLFE

Alors que l'exode des Occidentaux continue au Moyen-Orient

# Washington réaffirme que des terroristes préparent des attaques à travers le monde

Les Etats-Unis ont encouragé, vendredi 11 janvier, leurs ressottissants à quitter le Proche et le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Asie du Sud à cause des risques d'attentats et de manifestations anti-occidentales. Les familles des employés du gouvernamant ont, en outre, été autorisées à quitter Israel et les territoires occupés. La Grande-Bretagne a également recommandé à ces ressortissants de partir d'Israel, de Gaza et de Cisjordanie si leur présence n'est pas indispensable.

ichirons le Rubia

et ses bôtes autime

en Chiramic

le 15 janvier

«Les citoyens américains devraient envisager de reporter tout voyage dans ces régions et ceux qui s'y trouvent, sans raison essentielle d'y rester, devraient envisager de partir », e fait savoir le département d'Etat dans un communiqué. «Le gouvernement américain possede la preuve que des terroristes soutenus par l'Irak se préparent à lancer des attaques un peu partout dans le monde », e déclaré le porteparole du département d'Etet,

croyons que le Proche-Orient et l'Europe sont les théâtres les plus probables. Nous avons également des informations sur des préparatifs terroristes en Afrique, en Asie et en Amérique latine s, 2-t-il poursuivi. « En cas d'opérations militaires des forces américaines dans le Golfe, la menace terroriste contre les ressortissants américains augmentera de façon substantielle », o-t-il averti.

C'est la quatrième mise en garde du département d'Etat cootre le terrorisme depuis l'iovasion du Koweit par l'Irak, le 2 août dernier. Les Etats-Uois ont dejà ordonné le départ de toutes les familles des employés dont la pré-sence n'est pas nécessaire en Jordanie, en Mauritanie, au Soodan et au Yémen, ils ont aussi outorisé le départ des mêmes catégories de personoel d'Algérie, du Maroc, de Tunisia et du Pakistan. Le départe-ment d'Etat a enfin autorisé le départ des familles des fonctionoaires de la provioce orientale d'Arabie saoudite, de Bahrein, du

Oatar et des Emirats arabes unis. Le département d'Etat a pris des mesures pour convrir les risques des compagnies aériennes améri-

M. Richard Boneher. « Nous caines par une assurance spéciale, eprès la hausse des primes d'assurance qui a conduit certaines d'entre elles à modifier ou suspendre leors liaisons. PanAm a ioter-rompu ses vois vers Israel et l'Arabie saoudite.

> Par ailleurs, les Français de Jordanic seroot cootactés samedi matin par l'ambassade de France en vue de la distribution de combi-naisons de protection antichimi-ques (NBC). Une liste précise de recommandations pratiques poor faire face à une éventuelle situation de crise est fournie aux ressortissants français qui ont choisi de demenrer en Jordanie, soit enviroo 180 personnes. Un nouvel avion affrèté par le souvernement fran-çais est attendu dans la ouit de samedi à dimanche à Amman.

#### Distribution de masques à gaz

Des centaines de Britanniques se soot précipités, vendredi, an Bri-tish Club de Bahrein où l'on distri-buait des masques à gaz. « Des militaires britanniques ont fait une démonstration devant chaque per-sonne. Ils nous ont demandé d'es-

sayer le masque à gaz qu'ils nous remettaient, puis nous ont fait diverses recommandations. Ils ont exigé, par exemple, que les femmes s'abstiennent de porter des bijoux», a indiqué une jeuce enseignante britannique

De soo côté, l'ambassade de France à Bahrein a sussi com-meocé à distribuer des masques, des tenues de protection et des antidotes à tous les ressortissants fraoçais. Dans la mesure des réserves disponibles, ces équipe-ments seront aussi distribués aux ressortissants des pays de la CEE ne disposant pas de représentation diplomatique à Babrein.

A Londres, les hôpitaux civils sont prêts à faire face à un afflux important de blessés, victimes d'un éventuel conflit armé dans le Golfe, a confirmé officiellement veodredi le ministre pritannique de la santé, M. William Waldegrave. Uo porte-parole do minis-tère o précisé qu'une quinzaine d'hôpltoux eivils pourreieot accueillir jusqu'à 7 000 blessés, chiffre correspondant so pire des scénarios envisagés par le ministère de la défense, selon lequel le guerre pourrait être termioée co une semaine. - (AFP.)

# La Turquie renforce ses capacités de défense

Les Etats-Unis et les Pays-Bas ont décidé, vendredi 11 janvier, d'envoyer des missiles sol-eit Patriot en Turquia pour protéger ce pays d'une éventuelle attaque aérienne irakienne. La décision a été prise à la suite d'une nouvella demande d'eide des Turcs à leurs partenaires de l'alliance atlantique.

Chacun des deux pays sollicités par la Turquie coverra «le plus rapidement possible» deux unités de défense anti-aérienne écolpés de Patriot. Les unités seroot disposées dans la zone frootalière avec l'Irak. Avec les missiles Patriot, d'noe portée de 20 kilomètres environ, les Néerlandais enverront 150 à 200 militaires chargés de servir les batteries; ils opéreroot en étroite collaboration avec la quarantoios d'evicos de la Force mobile alliée (AMF) qui viennent d'être déployés en Turquie.

La Belgique e ainsi envoy dimanche dernier co Turquie 18 Mirage-5, l'Italie six F-104 et l'Allemagne 18 Alphejet. Ces avicos sergot stationnés dans l'est du pays, sur les bases de Dyarbakir et d'Erhac, situées respectivement à 300 et 450 km de la frontière ira-

#### 45 000 « sacs-cercueils »

Dans une interview diffusée vendredi par la chaîne da télévisioo américaine CNN, le président Tursut Ozal o cependant exclu l'ouver-ture d'un deuxième front à la froutière turco-irakienne, en cas de guerre dans le Golfe, si la Turquie o'est pas attaquée,

Dans une ioterview en Washing-ton Times, le président ture e déclaré que quelque 800 soldats lrakiens déserteurs oot gagné soo pays. Les soldats qui ont fait défec-tion disent que l'armée irakienne confrontée à la puissance massive et supérieure des forces de la coaliavons appris auprès des déserteurs de ses soldets. Lors d'autres simu-irakiens qu'ils en ont marre, qu'ils lations, les pertes ont dépassé ne veulent plus combattre », e-t-il 50 %. - (AFP, Reuter.)

ajouté. A la question de savoir si les Etats-Unis pourraient utiliser les bases américano-turques en ter-ritoire turc alars qu'Ankara o'entrera en guerre contre l'Irak que si la Turquie est attaquée, le prési-dent a répondu qu'il « n'avait pas encore pris de décision».

A Washington, le secrétaire amé-ricain à la défense, M. Dick Che-ney, a affirmé, vendredi 11 janvier, que la durée de la guerre ne serait, au pis, qu'une « question de mois ». Le chef du Pentagona s'est refusé à livrer une estimation sur les pertes américaioes en cas de conflit.

« C'est tout simplement impossible
à savoir, (...) La guerre est au
mieux une entreprise incertaine. »
Les estimations de pertes varicot de 500 à 1 000 morts prédits par M. Lee Aspin, président de la com-mission des forces ermées de la Chambre des représentante, au spectre de 45 000 morts avancé par le Centre for Desense Informa-tion, un groope d'officiers à la retraite souvent opposés à la ligne nfficielle du Pentagone.

L'Internstionale des médecios cootre la guerre nucléaire, qui revendique 225 000 membres dans 70 pays, a jogé «absurdement basse» l'estimation officielle de 500 à 1 000 morts reteouc par la commission des forces armées de le Chembre des représentants. Pour l'organisation, cette estima-tion optimiste a été cootredite par l'envoi, annoccé jendi, de 16 000 « sacs-cercueils » supplémentaires dans le Golfe. Quelque 45 000 de ces sacs sont déjà à le disposition des forces américaioes statioooées dans le Golfe.

Selon des estimations de l'armée américaioc, le combre de soldets tués ou blessés lors d'une offensive pourrait dépasser 50 % des troupes cogagées, rapporte veodredi le Los Angeles Times, qui cite des sources militaires bien informées. Ces statistiques sont basées sur 180 simulatioos d'attaques. Lors d'un récent exercice d'entraînement en Californie, une unité de 2 000 hommes qui devait prendre no bastion occupé per une unité irakienne

#### équipements de protection NBC d'eux, qui poursuit : cLe très son échec, c'est plus prudent de a pourrait s'enfuir lorsqu'elle sera sérieux plan d'évacuation mis au s'en aller 3, avoue un Drofesseur (Nuclear Bacteriologic Chimic). de l'école française qui, comme point rassure tout le minde, et

### JÉRUSALEM

de notre correspondant

«L'arrière» se prépare. Depuis «L'arrière» se prépare. Depuis vingt-quatre heures, la télévisioo israétienne diffuse d'ultimes conseils de défense passive. Chaque famille doit isoler complètement une pièce de la maison, protégeant le contour des fenêtres et des portes afio d'empêcher toute éventuelle infiltration de gaz. Dans les magasios, le produit le plus demandé est le pulsar produit le plus demandé est le ruban adhésif.

Si les sirènes se mettent à hurier, signalant une attaque de missiles on d'avions, la consigne est de ne pas se réfugier dans les abris – le gaz descend rapidement - mais de rester dans la pièce spécialement protégée où doivent avoir été stockées eau et provisions sous emballage da verre le seul, paraît-il, qui soit véritable ment hermétique. Exceptionnelle-ment, plusieurs chaînes de supermarchés oot enooncé qu'elles rouvriraient leurs établissements en fio de shabhat, samedi 12 janvier, pour permettre aux traînards de faire leurs achats.

Les réservistes oppartenant à la défense civile oot été mobilisés. Enfin, sprès les Européens, le personnel de l'ONU et beaucoup d'autres, c'est au tour des Américains de quitter le pays : telle est du moins la requête qui leur o été adressée vendredi par le département d'Etat. Si les Israéliens evaient encore besoin d'un dernier « signal » leur indiquant que l'heure est grave, les rabbins des partis ultra-orthodoxes le leur ent fourni : ils ont indiqué qu'ils allaient cousacrer, ce shabbat, des prières spéciales « à la situation ».

côté militaire, le chef d'état-major, le général Dan Shomron, a répété vendredi soir à la télévision qu'Israël répliquerait à toute ottaque irakienne. Au même moment, était annoncée l'arrivée, samedi, à Jérusalem du ouméro deux du département d'Etat américain, M. Lawrence Eagleburger, et l'assence américaine Eagleburger, et l'agence américaine Associated Press croyait savoir que sa mission serait de conveincre les Israéliens de ne pas répondre en cas d'une première attaque irakienne contre l'Etat hébreu. Pour empêcher une extension du conflit, ou sa translo-arabe, les Etats-Unis préféréraient s'acquitter cux-mêmes de la réplique à une agression irakienne cootre

Cette semaine encore, le président Bush avait fait savoir qu'une telle agression serait considérée par les Etats-Unis comme une « provocation a à l'encontre des forces de la

Ultimes préparatifs en Israël coalition... Cependant, si les Israèliens sont disposés à resserrer la coopération evec les Américains - à en croire Hawetz, les militaires se plaignent de dangereuses lacunes dans ce domaine, - leur doctrine fondamentale reste de oe laisser à persooce le soin de la défense du

#### Des missiles antimissiles

Le chef de l'eviation, le général Bio Nun, a expliqué que ses forces étaieot en état d'alerte suprême : pilotes à leurs postes, evions prêts à décoller. Pour la première fois, il a indiqué qu'Israel avait reçu des Etats-Unis deux benteries de missiles anti missiles Patriot, mais n'e pas anti missiles l'atriot, mais n'e pas précisé si elles étaient déjà opération-oelles. L'état-major e démentí, de son côté, qu'il s'apprêtait à procéder à une large mobilisation, tout en confirmant l'état d'alerte aux fron-tières. Une brève visite le long de la vallée du Jourdaio ne permettait de détecte comme periodition milidétecter eucune gesticulation mili-taire particulière. Le pont Allenby, point de passage avec la Jordanie était oormalement ouvert et utilisé par les Palestiniens, dans les deux

#### Un ordinateur secret volé en Grande-Bretagne a été restitué

Uo porte-parole du ministère britannique de la défense a déciaré, vendredi II janvier, qu'un ordinateur portable, volé le 17 décembre et susceptible de contenir des informations militaires sur la situatioo dans le Golfe, venait d'étre restitué. L'appareil avait été dérobé dans la voiture d'un officier membre de l'état-major dn commandant en chef des troupes britanniques dans le Golfe, en même temps que des documents retrouvés

C'est apparemment le voleur qui a rendu l'ordinateur, mardi. « Nous ommes très heureux de l'avoir récupéré », a simplement déclaré le porteparole, sans préciser si le voleur avait eu accès aux informations conservées en mémoire dans l'appareil. Londres craignait que le malfaiteur - vraisemblablement un simple voleur à la tire et non un agent irakien - ne se rende compte de la valeur notentielle de son larcin. - (Reuter.)

# A Dahran, une tranquille assurance prévaut encore

DAHRAN

de notre envoyée spéciale

A y regerder de près, les seules indications précises que le guerre pourrait affecter le riche province de l'est de l'Arabie secudite sont les penneeux freichement affichés dans les hôtels de le ville indiquant les ebrie. Dahran, Demman et Al Khobat combinent de vivre not-malement, et jamais sans doute les affaires n'ont aussi bien marché pour les commerçants, dont les stocks d'électronique sont dévalisés. Les nombreux soldats américaine, en civil pout la plupart, arpentent les galeries marchandes les bras chergés de paqueta, et les fast-foods eaiatiques ne désemplissent pas.

#### Les employés de l'ARAMCO à leur poste

Dens ce contexte, le dépert des étrangers, qui a'eat pour-suivi, vendredi 11 janvier, evec celui des demiere Françaie « non indispensables » et des Britanniques, parattrait presque surréaliste, tant l'embiance ici est a normele ». Une inquiétude diffuse étreint bien ceux qui rastent, mais pereonne ne semble vralmant trop croire que la querre pourrait sérieusement erriver lusqu'ici, à 300 kilomètres environ de la frontière seoudu-kowei-

La plus belle démonstration de cette tranquille essurence est donnée par le fleuron de l'industrie petrolière sacudienne, et qui

aereit aens donte la première cible que cherchereit à etteindre l'Irak, l'ARAMCO. Les querentecinq mille employés de la compagnie, dont eept milie traveillant dans la province de l'Est, sont tous à leur poste, effirme l'un nous ne Des trop dant commencé à distribuer les deux cent cinquante mille masques à gaz commandés pour mue see employes et leure

«L'ARAMCO a été divisé per zones evec chacuna un rasponsable qui reçolt ses informations d'un general officer an contact permanent avec l'armée et le gouvernement saoudien, effirme un expetité einsi naus sommes sûrs d'être avertis à temps. » Pour ceux qui hebitent à l'extérieur des Installatione, le découpage a été fait par nationelités, chaque responsable devent avertir see ressortissents. e Chacun sait ce qu'il doit faire en fonction de différents plans correspondant eu degré du danger, poursuit-il. Tout est prêt, tout le monde est repéré, il n'y a pas de raison de paniquer. 3

L'attitude de l'ARAMCO, dont le poursuite de l'activité est essentielle, est quand même le meilleur baromètra d'une situetion qui n'est pas ancore jugée assez préoccupante pour que les Etats-Unis fassent évacuer eux aussi les familles da laurs ressortieeents, ce qui s'éteit passé pour beaucoup su mois d'août.

La « pressante invitation » à partir edressée à le communauté française e. en revanche, conduit vendredi les demiers hésitants à prendre le chemin de la France. « Nous evone ettendu jusqu'à la rencontre de Genève, mais après inquiets. » L'ARAMCO e cepen- " pris l'avion du COTAM mis à la disposition de la communauté.

Souls doux cent vingt Français, dont moins d'une vingtaine, pour · les familles sur une communauté d'environ einq cent einquente personnes vont demeurer dans la province est. Lee restante sont pour la plupart des employés des grandes compagnies d'armement comme Thomson, Aérospetiale ou Naveco, dont les contrats courent ancare, et plus que iamais pourrait-on ejouter.

#### « Vous n'anrez pas à attendre longtemps »

«Les conditions de sécurité ne

se eant pas modifiées sensiblement, affirme I'un d'eux. Pour l'instant notre départ entremerait la rupture du contrat de travail. done nous rastons. » Malgré la départ de heaucnup d'enselgnants françala, l'école française, dont le directeur dameure sur place, reste ouverta et continue à diapanser aes enurs eux deux cent cinquanta anfants, pour l'es-. centiel libenais.

« On va réorganisar l'école an fonction des professeurs et des élèves encore tà, dit le responsaenglaise, qui sont ouvertes et n'envisagent pas à ce stade de fermer. » Responsable local de la communauté française, le commandant Claude Lamere e commencé jeudi la distribution des «Toute la communauté française vrait en étre équipée av fin de la semaine.

faire les écoles emériceine et

Si la hamise da le guerre chimique obeede les étrangers, elle ne semble pes la grande précecupation des Seoudiens. Si certains ont quend même fait pertir leur famille, les centres de défense civile où ils peuvent acheter le femaux mesque à 150 rvala (40 dollars environ) ne sont pas pris d'assaut malgré les recommandationa.

Ce calme ne saureit feire oublier les errivées de soldeta eméricaine, qui as pourauivant avec des troupes venant d'Allemegne encore an treillia vert oliva; et les innombrables convois qui montent quasiment sans interruption vers le nord.

Le guerre ou le peix sont encore en balance pour au moins quatre jours, maie comme l'e dit vendredi le secrétaire d'Etat américain, M. Jamee Baker, lore d'une rencontre impromptue avec des pilotes américaine pendant son escale en Arabie ssoudite : « Vous n'aurez pas à attendre trop longtempe pour savoir (si rien ne se pesse evant le 15 janvier) quand vous entrerez

en action. » FRANÇOISE CHIPAUX

# Air France maintiendra ses vols le plus longtemps possible

Toutes les grandes compagnies aériennes ont mis fin ou s'apprétent à mettre fin à leur desserte des pays du Moyeo-Orient, champ de bataille possible à partir de 16 janvier. Air France, qui e toujours mis un point d'houoeur à être l'un des derniers transporteurs à quitter une zooe à risques, maintient son pro-gramme vers les aéroports de la région concernés par un déclenche-ment des hostilités: Le Caire, Aden, Sanaa, Téhéran, Tel-Aviv, Amman, Damas, Abon-Dhehi, Dubai, Djeddah, Ryad, Dharan et

#### Un certain nombre de précautions

Pour ne meure en péril ni ses passagers ni ses équipages, la com-pagnie française prend, comme ses consœurs, un certain nombre de précautions lorsque ses vols penètrent dans cette zone.

Cc sont tout d'abord les routes aériennes qui ont fait l'objet d'une étude approfondie. En concertation

avec l'Association du transport acrien international (IATA) et avec les autorités de chaque pays survolé. Air France o décide de modifier les trajets de ses avions de facon à supprimer tout risque. Les appareils en provenance de Paris et en route vers Karachi ou Bombay suivent une route plus méridionale de 250 km (et plos longue d'une demi-heure en moyenne) qui évite non seulement l'Irak, mais aussi le dispositif militaire allié en place en Arabie saouditc. De même que, pendant la guerre Iran-Irak, les vols Paris-Téhéran effectuaient un crochet par la mer Caspienne pour arriver par le oord sur la capitale iranienne, les vols d'Air France etterrissant à Abou-Dhabi provieanent du sud.

En cas de guerre, l'IATA et l'Organisation de l'eviation civile internationale (OACI) ont delimité trois faisceaux de routes aériennes possibies : le premier passe dans le sud de l'espace aérien soviétique, le deuxième survole le sud de l'Arabic pagnie, qui dispose de moyens

méridional, évite complètement la péninsule arabique.

Air France s'efforce également de limiter eo maximum la durée des escales dans les séroparts du Moyen-Orient. Les svions repartent dans les meilleurs délais, ce qui évile d'y faire stationoer des équi-pages de relève. Les membres de l'équipage d'Air France otage des Irakiens pendant plusieurs mois ettendaient de remplacer, à Koweit, leurs collègues d'un Airbus.

#### La bonne rolonté des navigants

Si ce demi-tour rapide oblige, à bord, à renforcer l'équipage, il épargne le doublement des primes deia multipliées par dix, en quelques jours, - que les assureurs infligent aux evions stationnant plus de cinq heures sur les aéroports du Moyen-Orient. Le service du cootrôle d'exploitation de la com-

rapides de communication evec les responsables des escales à l'étranger, avec le Quai d'Orsay et evec les militaires, se tient prêt, à tout moment, à demander, de Paris, par radio à un evion de se dérouter afin qu'il ne se jette pas dans la gueule du loup, à savoir des combats ou l'occupation d'un aéroport par des forces armées.

La direction d'Air France a construit uo certain nombre de scé-narios à partir du hundi 14 janvier. Eile espère prolonger le plus long-temps possible la desserte du Moyen-Orient, mais elle peut sus-pendre immédiatement toutes ses opérations si les événements le requièrent. Pour l'heure, elle n'a annulé aucun vol pour cause de défection des persoonels, qui ont toujours la faculté de refuser de participer à un équipage armant un evion pour la zone dangereuse. Le vol à destination de Tel-Aviv sup-primé le vendredi 11 janvier l'a été, selon la direction, en raison de l'absence de passagers...

ALAIN FAUJAS

# M. Mitterrand est assuré du soutien du Parlement

Le ministre chargé den relations avec le Perlement, M. Jean Poperen, e affirmé, vendredi soir 11 jenvier sur TF1, qu'« II n'y aura pas d'engagement de la moindre troupe française » dens une éventuelle guerre « avant le vote du Parlement ». Comme il l'e ennoncé, M. Mitterrend convoquera, jeudi 17 janvier, les sion extraordineire pour leur demander d'epprouver le recours à la force pour libérer le Koweit dans le cadre de le résolution des Nations unies. Le président de la République paraît d'ores et déià essuré de bénéficier de l'eppui des principales formations politiques, à l'exception du Parti communiste et du Front

( F !

Le dernier vote du Parlement sur l'opportunité de faire intervenir un corps expéditionnaire français en terre étrangère remonte au mois d'octobre 1956, sous la IV République déclinante. Le président du eonseil, Guy Mnllet, avait facilement obtenu le soutien des deux Chambres pnur l'envoi d'une fnrce franco-britannique sur le canal de Suez, nationalisé trois mois auparavant par le gouvernement égyptien du colonel Nasser. L'armée israélienne était entrée en lice dans le Sinaï. Au Palais - Bourbon, seuls les communistes et les poujadistes s'étaient opposés en bloc au gouvernement, mais ce dernier avait obtenu une confortable majorité de 368 voix contre 182. De même, le Conseil de la République, prédécesseur du Sénat, avaît courtoisement accueilli, par 289 voix contre 19, l'initiative de Guy Mollet exposée au palais du Luxembourg par le ministre de la justice, M. François

Trente-cinq ans après, le contexte extérieur est totalement différent. La participation de la France à l'expédition militaire en préparation dans le Golfe s'inscrit dans le cadre des résolutions de l'ONU, approuvées oon seulement par Washington et Moscou mais par l'ensemble de la communauté internationale, alors qu'en 1956 l'intervention franco-bri-

née par une piteuse retraite à la suite de l'opposition convergente des Etats-Unis et de l'URSS. L'appui du Parlement à la démarche du président de la République n'en sera que plus ferme, même si lni fint défaut, une fois encore, les commu-nistes et les néo-poujadistes, au premier rang desquels figure le prési-dent du Frant national, M. Jean-Marie Le Pen, présent pourtant à Suez dans les rangs du premier régiment étranger de para-

Il ne fait en effet pratiquement aucun doute que, jeudi 17 janvier, un consensus politique s'établira, à l'Assemblée nationale, comme au Sénat, de la droite à la gauche non communiste, pour autoriser M. Mitterrand à engager éventuellement les troupes françaises dans une action de guerre destinée à chasser les farces irakiennes du Koweit. Trus les porte parole de l'UDF, de l'UDC et du RPR qui se sont exprimés ces derniers jours ont affirmé très clairement leur volonté d'union nationale sur ce terrain, à coodition que le gnuvernement ne mêle pas des considérations de pulitique inté-rieure à la déclaration qu'il soumettra au Parlement convoqué la veille en session extraordinaire. Résumant ce sentiment, le président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua, déclarait veodredi soir, au cours d'uoc émission spéciale de TF1; «Depuis le début de la crise, l'apposition a fait la preuve de son sens de l'intérêt général et elle continuera de manifester ce sens de la responsabilité à condition, naturellement, qu'il n'y ait pas d'arrière-pensée politi-cienne, ce que je ne crois d'ailleurs

### Une suggestion de M. Pasqua A l'occasion de la réunion hebdo-

madaire consacrée depuis le mois d'août à la situation dans le Golfe, jeudi 10 janvier, le premier ministre en personne, M. Michel Rocard, a donné à M. Pasqua et aux autres parlementaires de l'apposition l'assurance qu'il en ira bien ainsi, et le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, l'a répété vendredi soir sur TF1: la déclaration sur laquelle le ebef du gouvernement sollicitera le vote de l'Assemblée nationale (en vertu de

l'alinéa 1 de l'article 49 de la Constitutinn) et l'approbation du Sénat (alinéa 4 du même article) sera strictement limitée à l'application par la France de la résolution 678 du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce texte ne visera pas à piéger l'oppo-sition puur assimiler ensuite son vote à quelque approbation de poli-tique générale.

M. Pasqua a profité de cette cir-constance pour souhaiter que M. Mitterrand n'exclue pas « la pos-sibilité de se rendre lui-même d Bag-dad » afin de demander à M. Saddam Hussein de retirer ses troupes du Koweit avant l'échéance de l'ultimatum en cas d'échec de la mission de M. Perez de Cuellar. Si M. Le Pen et l'ancien président du Partirépublicain, M. François Léotard, ont exprimé leur scepticisme sur une telle initiative, le secrétaire général de Partire convenient lui s'est rellié du Parti communiste, lui, s'est rallié à la suggestion de l'ancien ministre de l'intérieur parce qu'à ses yeux tout est bon à prendre pour essayer d'empêcher la guerre.

Le PCF fait le maximum, au demeurant, pour se poser en cham-pion de la paix. C'est à l'unanimité que son comité central, réuni ven-dredi après-midi en séance extraordinaire, a approuvé les trois initiatives présentées par M. Marchais au nom du bureau politique : appel à la population pour qu'elle multiplie ses terventions en faveur de la paix anprès des parlementaires; appel aux chefs d'État et de gouvernement des pays membres du conseil de sécurité de l'ONU pour que, fundi, à New-York, ils annulent l'ultimatum et rennncent à l'usage de la force; envoi d'une lettre demandant à M. Mitterrand de convoquer le Parlement avant le 15 janvier. Les com-munistes contestataires, M. Charles Fiterman en tête, o'ont pas fait dis-

Les événements de Lituanie risquant toutefois d'iotroduire un facheux grain de sable dans sa pro-fession de foi pacifiste, M. Marchais le recours à la force armée soviétique contre les pays baltes, se souve-nant peut-être qu'en 1956 son parti s'était retrouvé d'autant plus isolé que son apposition faronche à l'« impéralisme colonial » de l'expéditioo franco-britannique de Suez avait été vite perturbée par l'interveotinn, un mois plus tard, des troupes soviétiques en Hongrie.

**ALAIN ROLLAT** 

# Le débat au sein du PS

# M. Chevènement et ses amis cherchent leur cap

Le courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevenement :se distingue depuis quelques mois, au sein du PS, par des positions critiques de l'action gouvernementale et même, s'egissant de le crise du Golfe, par une certaine distance vis-à-vis de la politique de M. François Mitterrand. Ramené à 8,73 % des mandats au congrès socialiste de Rennes, en mars dernier, alors qu'il en aveit recueilli 18 % la demière fois qu'il s'était « compté ». au congrès de Bourg-en-Bresse, en octobre 1983, ce courant cherche, depuis lors, un nouveau

Sous l'impulsion, principalement, de M. Pierre Guidoni, l'un de ses dirigeants depuis les origines, qui remontent no début des années 60, Socialisme et République avait tenté, à Rennes, de s'al-lier avec M. Lionel Jospin. L'idée était de faire émerger ainsi un pôle de farmatian d'une nouvelle majarité au sein du PS, face à la montée du conrant formé par M. Laurent Fabius et ses amis. L'opération avait échnoé parce que, parmi les alliés de M. Jospin, M. Jacques Delors avait refusé un accord avec un coorant connu pour soo bostilité à ce que M. Cheveoement appelle l'a européisme » et qui avait durement attaqué l'ancien ministre de l'éconnmie lors du tournant de la «rigueur», en mars 1983.

Adversaires de M. Pierre Mauroy, dont ils avaient dénnocé la reconduction an poste de premier secrétaire au moment de la « synthèse » forcée, deux jours après la fio do congrès, le ministre de la défense et set amis, tout en participant à l'accord général, se sont uns, comme M. Guidnni, chargé des relations internationales au secrétariat national dn PS, et M. Jean-Paul Planchou, un temps promu coordinateur du courant avant Rennes, not contioné à se situer dans une entente privilégiée avec les jospinistes. D'autres diri-geants « historiques », comme MM. Georges Sarre, secrétaire

d'Etat aux transports, et Michel d'Etat aux transports, et Michel Charzat, chargé du nouveau « projet » du PS, tous deux élus parisiens, penchaient davantage pour un dialogue avec M. Fahius. Cependant, M. Charzat, en raison de la responsabilité qui lni a été confiée à la direction du PS, s'est confiée à la direction du PS, s'est confiée à la direction du PS, s'est confiée à la direction du l'activité. quelque peu éloigné de l'activité de son courant. D'autres élus, enmme M. Jean-Marie Bnekel, député du Hant-Rhin, maire de Mulhouse, ont en tendance à faire de même.

#### S'affirmer de façon autonome

L'élection de président de groope socialiste de l'Assemblée nationale, en octobre dernier, a marque une rupture avec les jospi-nistes. M. Chevènement est inter-veon personnellement pour que les députés du courant renonce à soutenir M. Henri Emmanuelli contre le candidat fabiusien. M. Jean Auroux, qui a, ainsi, été éla. Pour le ministre de la défense, qui nvait été critiqué de laçon injuste, à ses yeux, en raison da soo attitude iors du déclenchement de la crise du Golfe, il oe pouvait être questioo d'apporter soo appui à l'« axe » Jospin-Rocard, nfficialisé par le vote des députés rocardiens en faveur de M. Emmanuelli. Cette décision, qui n pris de court les partisans de l'alliance, a eu tnutefois un effet roboratif sur le courant, qui choi-sissait ainsi de s'affirmer de façon autnoome, plutôt que d'envisager sa disparition, à terme, à travers une recomposition do PS.

On a vu, alnrs, les amis de M. Chevenement prendre des mi-tiatives bétérodoxes eo se démar-quant do gouvernement, à l'As-semblée nationale, sur le projet de statut pour la Corse et sur la revalorisation des retraites, puis en oe dissimulant pas lenr désaccord avec la politique menée face à la se ou Golfe. Pour Socialisme et République, il ne s'agit de rien d'antre que de ravimer, parmi les socialistes, une liberté de débat naturelle au seio de leur parti. Elos, cadres nu militants, les membres de ce conrant n'entendent pas se laisser gagner par le « consensus », mi taire leurs désaccords nvec la voie centriste suivie par M. Rocard. Les analyses de

M. Didier Mntchane, l'idéologue du groupe, revenu en pleine acti-vité après une période de relatif retrait, ne sont pas étrangères à ce regain de vigueur.

villisation des

Le texte sur le erise du Golfe, adopté par le secrétariat du cou-rant, en présence de M. Chevene-ment, le 3 janvier dernier, en est un exemple, prisqu'il avait été préparé par M. Motchane, qui l'avait, nvant la réunion, commn-niqué au ministre de la défense et à M. Guidnni. M. Chevènement n'nvait pas pris la parole, C'est, d'nilleurs, ce silence qui avait amené M= Edwige Avice, minis-tre délégué aux affaires étrangères, à quitter la réunion en raison des critiques que ce texte comportait vis-à-vis de la politique suivie par

Plus que de véritables critiques, il faut parler d'une distance main-tenue par Socialisme et Républi-que par rapport à l'action du chef de l'Etat dans cette affaire. M. Chevenement et ses amis sont coutumiers de fait, et M. Mitterrand s'en accommode, puisqu'il a demandé au ministre de la défense de rester à son poste. Pour le pré-sident de la République comme pour les dirigeants dn PS; il n'est pas inntile one se fasse entendre, en contrepnint de la ligue sulvie, une tonalité critique envers les Etats-Unis. Il serait manvais, en tout cas, que des sanctions contre ceux qui demandent la recherche princitaire d'une négociation fit apparaître les antres, par contraste, comme des belicistes.

Au reste, si M. Max Gallo, membre de ce courant, a signé l'appel demandant le retrait des troupes françaises du Golfe, il y a un mois, et s'il soutient les mani-festations du samedi 12 janvier contre la guerre, soo point de vue n'est pas celui de l'ensemble des membres de Socialisme et République. Tous sont d'accord, co revanche, pour s'indigner de l'évo-cation par M. Mourou à laure pos, de la « déviation, pacifisle » d'avant-guerre. Ils rappellent, en effet, qu'il y a un an, c'est le premier secrétaire qui s'était prononce pour une réduction des crédits militaires, à la snite du démantèlement du bloc saviétique, et que e'est M. Chevenement qui s'était, alors, opposé à lui.

PATRICK JARREAU

# Les réactions politiques

m M. Claude Cheyssnn: «La menace de guerre est la mauraise méthode.» – L'ancien ministre socialiste des affaires étrangères a estimé sur France-Inter, vendredi Il janvier, que la menace de guerre est « la mauvaise méthode » pour faire céder M. Saddam Husscin. « Le président Mitterrand avait défini une position parfaitement cohérente au moment de son discours our Nations unios : l'om. bargo, et nucune negociation n'est possible jusqu'à l'évacuntion du Koweit», a indiqué M. Cheysson, qui a regrette que « la pressinn américaine nous oblige à changer d'attitude». Enfin, M. Cheysson n estimé que si guerre il y a, « elle ne sera pas très longtemps acceptée par l'apinian».

M. Laurent Fabins : « Cograincre l'Irak. » - Le président socialiste de l'Assemblée untionale, n souligné, vendredi 11 janvier, qu'il restait quelques junrs \* puus convaincre l'Irak». « Est-ce qu'il peut y avoir une paix durable dans in privation du droit?» s'est-il interrogé en insistant sur le fait que tout le mande souhaitait la paix mais que l'instauration d'un nouvel nrdre international, l'orgasation d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, impo-saient un préalable le retrait de l'Irak du Koweit.

a M. Jean-Luc Mélenehnn: « Faire céder l'Irak.» - Le sénaur socialiste de l'Essanne estime dans le dernier numérn d'A Gauche, le bulletin hebdomadaire de la Nouvelle Ecole socialiste (NES) qu'il faut a faire céder l'Irak pour faire céder tous ceux qui s'opposent au seul pouvoir interna-tional sur lequel un peut espérer bâcir l'avenir : l'ONU ». « L'Irak doit évacuer le Koweit. Un système de sécurité collective doit prendre la place occupée hier par le système de Yalta, il ne peut être questinn que les Etats-Unis fassent la loi du monde », conclut M. Mélenchun.

□ M. Jean-Jack Queyranne: « On ne doit pas vouloir la paix au prix d'une reculsde, » - Le porte-parole du Parti socialiste a estimé, vendredi 11 janvier, que la France devait « tout faire pour in paix » dans le Galle mais pas au prix d'un « pacifisme naif ». « Face à une dictature surarmée et expansignniste, on ne doit pas vouloir to paix au prix d'une reculade, d'une acceptation du coup de force, d'une rennnciation aux principes de la sécurité collective», a déclaré M. Queyranne.

☐ Les Jennes Giscardiens : « Pas la paix malgré tout. » - Le mouvement des Jeunes pour la démncra-tie française (jeunes giscardiens) espère dans un communiqué, ven-dredi 11 janvier, que « tout sera tente pour que l'Irak quitte sans concession le Roweit». Les jeunes giscardiens jugent atrès sèvèrement tous ceux qui, irresponsables et égoïstes, veulent la paix malgré tout ». « Tous ceux qui tentent de fragiliser la détermination nation la la détermination nation nale et internationale (...) affaiblis-sent les chances d'une paix dura-ble », ajnute le mnuvement qui condamne la manifestation pour la paix du samedi 12 janvier.

a Le CGT : « Berrer la route à la guerre.» – En « l'absence de résul-tat tangible et immédiat des discussions pour trouver une issue pacifi-que » à la crise du Golfe, le bureau confédéral de la CGT n indiqué, vendredi 11 janvier, a qu'il faut neager des forces immenses dans la luite pour barrer la route à la

□ Force navrière : « Les résolutinus de l'ONU.» - Le hureau confédéral de FO, réuni vendredi confédéral de PO, réunt vendredi 11 janvier, a réaffirmé « son atta-chement à la paix et au droit des peuples d disposar d'eux-mêmes ». En ce sens, il « appuie l'initiative importante du secrétaire général de l'ONU» auprès des autorités ira-kiennes, « afin de parvenir à la mise en œuvre pacifique des résolu-tions du Conseil de sécurité des Nations unies s.

MM. Yves Jouffa et Harlem Désir : « Intensifier les initiatires pour les négociations. » -MM. Yves Jnuffa, président de la Ligue des droits de l'homme, Alain Faure, président de la section fran-

caise d'Amnesty International, et Harlem Désir, président de SOS-Racisme, out adressé un message vendredi 11 janvier, à M. François Mitterrand dans lequel ils lui demandent de « noursuivre et d'intensifier toutes les initiatives en faveur des négociations avant et après le 15 janvier ».

n MM. Cambadelis, Dray, Le Guen et Sère : « La spécificité française.» - Quatre députés socialistes, MM. Jean-Christophe Cambadélis, Julien Dray, Jean-Ma-rie Le Guen et Patrick Sève, se sont adressés, vendredi 11 janvier, au gouvernement pour qu'il réaf-firme la « spécificité » française qui est « la paix maintenant, demain. après-demain, quelles que soient les circonstances». Les quatre députés ont exprimé également « leur refus d'un nrdre international base sur l'asservissement et la ruine d'une nntinn, que ce soit au Koweit. «n Irak ou en Lituanie ou en Soma-

o M. Delnrs croit encore par a intuition » à la naix. - Le président de la commission europ M. Jacques Delors, n déclaré, ven-dredi 11 janvier, à l'issue d'un entretien avec le président de la République à l'Elysée, qu'il voulait encore croire par « intuition » aux chances de la paix dans la crise du Goife. loterrogé sur ces chances, M. Delors n répondn : « Mnn intuition me dit que oui, mon espoir



#### Les syndicats français redoutent un renforcement de la rigueur salariale

Alors que la CGT se range sans ambiguité dans le camp pacifiste, les syndicats français répugnent à envisager l'onverture des hostilités et continuent de croire à un règlement pacifique de la crise du Golfe sous l'égide de l'ONU. Les organisations syndicales s'accordent toutefois à mettre en sante le souvernent contre la tengante le gouvernement contre la ten-tation de «prendre prétexte de la situation» pour renforcer la rigueur

«L'intérêt du peuple de France, de la nation, des peuples du monde, ne passe pas par le déclenchement d'un conflit dont les conséquences seraient considérables », estime la CGT, parti-cipera aux manifestations du 12 jan-

En revanche, la CFDT approuve «la démarche ouverte et ferme du pré-sident de la République» et préconisc la tenue d'une conférence internatio-dimarches intersyndica

Comme la CFDT et la CFTC Force ouvrière salue « l'initiative du secrétaire général des Nations unies». FO refuse de « sous-estimer la gravité » de la situation mais prévient qu'elle « ne saurait accepter que le gouvernement français prenne pré-texte » des tensions internationales « pour renforcer la riquettr salariale et entraver, voire geler, la négociation collective» tout en annoncant l'aétude de nouveaux avantages fiscaux pour les entreprises ».

M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, reproche au premier ministre d'agiter l'e épouvantail de la rigueur salariale » et considère qu'en cas d'affrontement militaire il demandera l'ouverture d'une « concertation » avec le gouvernement et le CNPF pour « faire face aux problèmes écono-miques et sociaux » et préserver l'emploi et les bas revenus.

Enfin, la CFE-CGC s'étonne que le premier ministre réclame le «retour» de la modération salariale alors que celle-ci « n'a jamais été abandonnées. JEAN-MICHEL NORMAND

## La marine nationale n'embarquera plus d'appelés pour le Golfe

Le ministre de la défense a demandé à l'état-major de la marine française de ne plus embarquer d'appelés à bord de ses navires dans le Golfe. Comme les deux autres armées - terre et air - qui composent le dis-positif « Daguet » en Arabie saoudite, la marine ne devrait plus rassembler que du personnel d'active, des engagés volontaires ou des appelés volontaires pour un service long (au-delà de douze mois). A l'heure actuelle, la marine française aligne au Proche-Orient (Golfe, mer d'Oman, océan Indien et mer Rouge) dix bateaux, qui ont à leur bord quatre cent trente appelés du contingent. Sur ce total, deux cent-dix ont déjà signé un contrat de volontariat pour un service long (VSL) et les deux cent vingt autres effectuent leur service national légal.

M. Jean-Pierre Chevenement a décidé, vendredi 11 janvier, que plus meun marin du contingent ne se trou-vers à bord des bâtiments croisent dana le Golfe. Ceux qui s'y trouvent à cette date vont recevoir une nouvelle affectation. Ceux qui souhaitent rester à bord et le demanderont devront

Scion l'état-major de la marine, cette mesure concerne actuellement deux navires dans le Golfe et quelques dizaines de marins appelés au sera proposé un contrat de VSL. Sur des théâtres d'opération extérieurs et en cas de guerre, la loi française inter-dit d'engager des appelés du contin-gent, sauf si le Pariement exprime un avis différent par un vote spécial. A ce avis directait par un vote special. A ce jour, le Parlement ne s'est pas prononcé pour la mission « Daguet», qui 
reste done limitée aux seuls cadres 
d'active et engagés volontaires. Le cas 
des navires de guerre est cependant 
différent puisqu'ils sont considérés par 
la loi comme une parcelle du territoire 
sous souverainesé nationale. Rien n'interdisait donc à la marine d'embarquer des personnels du contingent I a quer des personnels du contingent. La décision du ministre de la défense va

obliger la marine dans le Golfe à

constituer des équipages composés des seuls cadres de métier, engagés volon-

taires ou marins appelés ayant obtenu

souscrire un contrat temporaire de VSL, qu'ils pourront résilier à la fin de

l'opération pour laquelle ils s'engagent.

## Le Monde

le statut de VSL

Edité par la SARL le Monde Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Mery (1944-1969). Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret Rédacteurs en chef : Bruno Frappat. Jecques Amalric, Jean-Merie Colombani, Philippe Harreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tal.: [1] 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 : Telex 206 806 F

ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY. 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

Des manifestations contre l'intervention

armée dans la Golfe étalent prévues, samedi

12 jenvier, dana près de cent villes, dont

Toulon, Lille, Grenoble, Bordeaux, Lyon,

Marseilla, Nice, Rouan, Strasbourg et

Rennes. Da nombreuses organisations et

personnalités françaises ont appelé à défiler

à Paris. Deux rassemblements étalent pré-

vus dans l'après-midi. A l'initiative de « l'ap-

pel des 75 » et avec le soutien du Parti com-

muniste, de l'extrême geuche, des Verts et

Il aura donc fallu attendre les tout

derniers jours avant que n'expire

l'ultimatum de l'ONU pour que le

courant pacifiste prenne soudain une véritable ampleur. Plusieurs for-

metions politiques et de nombreux intellectuels, artistes et personnalités

religieuses -prenant .officiellement

position contre la participation fran-çaise à la guerre du Golfe; deux anciens ministres, MM. Max Gallo

et Claude Cheysson, marquant leur

opposition à la politique du gouver-

nement; le président Mitterrand

obligé de demander au ministre de

la défense, M. Jean-Pierre Chevène-

ment, de ne pas quitter son posto;

ct M. Pierre Meuroy, premier secré-taire dn Parti socialiste, tenn de

condamner la « déviation pacifiste ».

et de mettre en garde le courant

Socialisme et République contre le

risque de «se laisser tenter par de

telles déviations » (le Monde dn 12

janvier); le silence relatif de la

gauche française semble bel et bien

Les associetions de défense des

droits de l'homme, celles-là même qui condamnaient le gazage des

Kurdes, dénoncent aujourd'hui le recours à la force. «L'échéance du

15 janvier ne justifie pas le décien-chement des hostilités alors que les

sanctions décidées par l'ONU pour

imposer à l'Irak le retrait du Koweil

n'ont pu produire leurs effets», esti-

ment, dans un texte commun, la

Ligue des droits de l'homme,

Amnesty International section fran-

artistes se mobilisent également pour sensibiliser l'opinion, Certains

agissent de façon spectaculaire, à

l'image de Renaud, signant une nou-

velle version de la chanson de Boris

Vian, le Déserteur. Plus discret, mais

eussi plus direct, l'écrivain Didier

Daenincky affirme passer dix coups

de fil par jour, au hasard, pour sou-

haiter eu gens nne bonne année

1991 avant d'enchaîner : « Vous ne

me connaissez vas: I habite la même

ville que vous et espère que le monde

passera le cap du 15 janvier! Sans le

front » Et la discussion commence.

assure-t-il. D'eutres, comme les

groupes Indochine et Les Garçons

La tradition

Mais l'un des projets auxquels

Léon Bourgeois tient beaucoup - créer avec la Société des nations

une force armée chargée d'en

faire respecter les décisions -

reste, eu début du siècle, sans

écho. La montée des périls qui

conduiront en premier conflit

mondial provoque deux évolu

tions contradictoires. Le crédit

des partisans de la défense natio-

nale sugmente et rassemble pour l'essentiel modérés et radicaux.

Dans le même temps, la vigueur

du pacifieme pur et dur, qu'in-carne uoe partie de la classe

La CGT, ainsi qu'une fraction

minoritaire du Parti socialiste,

animée par Gustave Hervé, cul-

tive vigoureusement l'antimilita-risme, voire le déni de tout patriotisme. Pour les tenants de

cette ligne extrême, pas question d'accepter une mobilisation ou la moindre contribution à un

Telle n'est pas la vision d'une

majorité de socialistes. Ni Jules

pourtant assassiné à la veille de

la guerre par un exalté belliciste,

n'embrassent la cause de ce paci-

Guesde ni Jean Jaurès, qui seri

éventuel effort de guerre.

ouvrière, s'accroît.

pacifiste

Suite de la première page

ise et SOS-Racisme. De nombreux

régime de Vichy. La grande bou-cherie de 1914-1918 dure trop et tue trop. Les pacifistes gament du terrain. Ceux du Parti socis-liste accèdent à la tête de leur formation. De leur côté, les radi-caux Joseph Caillaux et Jean-Lonis Malvy deviennent partisans d'une paix sans annexion ui indemnités. Attitude qui leur vaudra la viodicte de Clemen-

communiste reprend le fla paix : « Plus de guerre, plus de solutions brutales et sanglantes à nos différends! (...) Arrière les fusils, les mitralleuses, les canons! Place à la conciliation, à

de la raison

Avec les années 30, l'Histoire réédite une nouvelle montée des périls : celle de l'hitlérisme. Cette étrange période coalise une cohorte pscifiste insolite ou suscite de curieux égarements de la raison.

ceau et la Heute Cour. Après la fin de la première guerre mondiale, le mouvement du pacifisme intégral. Du conp, les socialistes funt mouvement vers une ettitude à le Jaurès, dénuée d'antipatriotisme, cepen-dant qu'Aristide Briend se fait l'avocat infatigable de la réconciliation franco-allemande et de la

l'arbitrage, à la paix (1). » Les égarements

C'est Léon Blum, ébloui, en début de cette décennie, par les prestiges d'un désarmement unilatéral. Ce sont, plus tard - trop tard, - quand Blum s'est ressais et anime evec les communistes un front de la fermeté anti-fasciste, les pacifistes traditionnels de la CGT et du socialisme, réunis, par leur

Les manifestations en France Mobilisation des ennemis de la guerre

CRISE DU GOLFE

de nombreux groupes pacifistes, un cortège devait quitter la place de la Bastille à 14 h 30 en direction de l'Elysée. Les syndicats CGT, SNES, SNESUP, CFDT Transports. SNPES ont eppelé à se joindre au mouvement. Une saconde manifestation, organisée par l'Alternative rouge et verte (AREV), Agir ici et les eignataires de l'

illustre bien la complexité du courant pacifiste : si chacun s'oppose à la guerre, d'im-« appel pour une paix juste et globela eu portantes divergences demeurent tant dans Moyan-Orient », deveit débutar à 14 heures place de la Madeleine et rejoindre les objectifs que dans la stratégie employée. bouchers, le violoniste Patrice Fon-Denis Langlois, porte-parole du tanarosa ou la chanteuse Colette mouvement. En septembre égale-Magny, ont signé des appels ou ont ment, différents courants tiers-monpris position dans la presse. « Pour au moins ne pas être resté silencieux jusqu'au bout », ejoute le danscuse Claire Richard.

Le malaise durait depuis longtemps, mais la marge de manœuvre des pacifistes était étroite. Aux premiers jours du mois d'anût, M. Jean-Marie Le Pen s'était étonné du déploiement des troupes américaines en Arabie saoudite et il avait condamné la participation française à la force multinationale. Prise de vitesse, la gauche pacifiste se devait d'éviter à tout pris l'amalgame. Et puis les socialistes n'étaient-ils pas en pouvoir? En s'opposant au président Mitterrand, ne basculait-on pas dans l'alliance à droite?

#### Campagne de lettres

Le vote de la résolution de l'ONU eutorisant le recours à la force et l'imminence du conflit armé out balsyé tons ces doutes. «Nous n'étions pas en désaccord arec la logique de l'embargo, souligne Michel Jouvin, porte-parole de l'appel pour une paix juste et globale an Moyen-Orient», mais l'ultimatum à la capitulation poussait à la catastrophe. Maintenant, tout le monde se réveille la peur au ventre. » Alors, snjourd'hui, les pacifistes soulignent que des le mois de septembre les premières initiatives avaient été lancées. L'aumei des 75», d'abord. Parti des trotskistes (LCR, PCI), if a rapidement reuni, a pour une solution négociée à lo crise du Golfe » communistes, écologistes et soixante-quinze personnalités telles que le professeur Paul Milliez, le comédien Marcel Maréchal, l'écrivain Richard Jorif, Mgr Jacques Gaillot ou encore le comédien François Chaumette. Deux manifestations, un meeting à la Mutualité, une rencontre à l'Elysée evec nn conseiller diplomatique de M. Mitterrand témoignaient de leur action.

« Mais les médias sont restés honteusement silencieux »; affirme l'avocat

distes lançaient l'«appel pour une paix juste et globale au Moyen-Orient » «Refusant la fatalité d'une guerre aux consequences incalculables et dénonçant l'application partiale du droit international », les signataires demandaient que «s'ouwent des négociations sans préalable devant aboutir au retrait irakien du

le premier défilé devant le paleis présiden-

tial. Les dissidents du Front nationel de

Nationalisme et Républiqua ont eux aussi

appelá à participer à ce second rassemble-

ment, déclenchant la colère des organisa-

teurs. Le Front national n'a souhaité partici-

per à eucune manifestation. Ce dispositif

diale. « Nous ne sommes pas des

duste. « Nous ne sommes pas des munichois bélants. S'asscoir à une table et négocier sans préalables, ce n'est pas capituler, affirme Michel Jouvin. Envisager une conférence sur les problèmes du Proche-Orient, ce n'est pas non plus capituler, puisqu'on l'o toujours réclamée. Si les décointieus debeuses, et co-offre

négociations échouent, si on offre

une porte de sortie à Saddam et qu'il

refuse, s'il ne revient pas sur son acte

de gangstérisme, là on peut penser à

trouve pas choquant que l'Irak ait un débouché sur la mer. Ni que l'on

ouvre cette fameuse conférence sur les problèmes du Moyen-Orient.

Mois les Américains n'en veulent

pas. Pour eux, il n'o jamais été ques-

Signataire des deux appels, Gisèle

Halimi, à qui certains reprochent

d'être une proche du chef de l'Etat,

en lançant un troislème, «l'eppel

des trente». Aux côtés des comé-

diens Michel Serrault et Clande Pie-

plu, des reconstructeurs commu-

nistes Jack Ralito et Charles

Fiterman, de Max Gallo, Antoine Waechter et Michel Jobert, figurent

Alain de Benoist, penseur de la nou-velle droite et enimateur du

GRECE, et Martin Peltier, ancien

coup condamnent cette elliance, mais l'avocate s'explique : « Pendant

la guerre d'Algérie, j'ai signé contre la torture aux côtés de partisans de

pareil. Nous sommes opposés sur tout sauf sur ça. Quand il y n danger

L'Algérie, l'Indochine, le Viet-

nam, autant de références que neu-

anti-américains ou pro-irakiens,

opportunistes ou euthentiques, habi-tués des manifestations ou profanes

du pavé, se sont promis de brandir

le 12 janvier. Le 13, le 14, le 15, ils

assurent qu'ils continueront. Même

après le 15 janvier, ils promettent de

poursuivre le combat, car, a ennoncé Mgr Gaillnt, « nous sommes déjà en résistance ».

a HAITI : l'archevêque de Port-

L'archevêque de Port-an-Prince,

Mgr François Wulf Ligondé, a quitté jeudi 10 jenvicr Heiti pour

l'étranger, vraisemblablement pour le République duminicaine vni-

sine, selon des sources diplomati-

ques. Il était recherché par des

manifestants en colère qui vou-

laient lui faire un manvais sort

eprès l'échec du coup d'État duva-

liériste de Roger Lafonteet. -

n ROUMANIE: impertantn

manifestation à Bucarest. - Plu-

sieurs milliers de personnes unt

manifesté, vendredi 11 janvier,

place de la Révolution, au centre

de Bucarest pour soutenir les gré-

vistes de Timisoara. La manifesta-

tion a eu lieu à l'appel de l'Alliance

Civique, un mouvement qui

regroupe des organisations de l'op-

position extra-parlementairc. Depuis le 16 décembre plusieurs

entreprises observent une grève

« générale » ou partielle à Timi-

SÉNÉGAL ; Amnesty Interna-

tional dénouce l'usage de la torture

ee Casamance. - Le recours à la

torture contre des membres présu-

més de l'opposition augmente rapi-

dement dans le sud du Sénégal et, pour la première fois depuis 1983,

des rapports font état d'exécutions

sommaires de civils, a indiqué,

jendi 10 janvier, Amnesty Interna-

tional. A son avis, cette recrudes-

cence des violations des droits de

l'homme coincide svec l'eugmenta-

tion des activités du Mouvement

des forces démocratiques de Casa-

mance (MFDC) contre des civils et

des membres des forces armées.

Le gouvernement paraît avoir

donné carte blanche aux forces de

sécurité pour tuer et torturer dans

la Casamance en réponse aux atia-

ques des opposants », a précisé l'or-

ganisation humanitaire.

an-Priece s'est enfui.

EN BREF

(AFP.)

soara:

**NATHANIEL HERZBERG** 

de guerre, le reste est accessoire.

tralistes, pacifistes, tiers-mon

tion de négocier. »

lo guerre, mais pas avant.» «Il y avait des choses à proposer, renchérit l'svocate Gisèle Halimi. Moi je ne Koweit et de toutes les troupes étrangères de la région (et) à la convoca-tion d'une conférence internationale de paix au Moyen-Orient ». L'association Agir ici lançait une campagne de lettres et revendique enjourd'hni 55 000 messages envoyés au président de la République, à l'ambassade d'Irak à Paris et en Conseil de sécurité de l'ONU. Deux eppels, deux démarches. Désireux de réunir le plus grand nombre, les premiers ont choisi un a provoqué une certaine émotion en

message simple: « Les peuples ne veulent pas in guerre. v Simpliste, rétorquent les seconds, pour qui, sans alternative clairement énoncée, on perd toute crédibilité. Ces deux groupes gardent cenendant de nombreux points communs. Les signataires d'abord : le journaliste Claude Bourdet, l'écologiste René Dumont, le Père Christian Delorme, le généticien Albert Jacquard et quelques autres figurent an bas des deux textes. Tous refusent la « logique de guerre » et souhaitent trouver une solution négociée. Pas question pour droit international » puisque ni an Liben, ni en Israel, ni ailleurs, les résolutions de l'ONU n'ont été respectées. Certains évoquent Jaurès, la «boucherie de 14-18»; et les «guerres économiques ». D'autres. comme le metteur en scène Marcel Maréchal, condamnent « une nouvelle croisade où le tombeau du Christ est très prosniquement un

> Les trois appels de M≈ Gisèle Halimi

puits de pétrole».

Mais tous rejettent la comparaison evec la seconde guerre mon-

bostilité à la guerre, à une partie de ls droite et de l'extrême droite.

A l'sntomne 1938, la crise de Munich et ses suites révèlent é quel point les boussoles des pacifistes sont effolées, ou'il s'agisse des absolutistes de cette cause on des réalistes... tunt de même séduits ou rassnrés par la masca-

rade munichoise. Depuis le première guerre, les écrivains et ceux qu'il est convenu d'appeler, depuis l'affaire Dreyfus les intellectuels, sont aussi entrés dans la bataille de la paix. Romain Rolland et Henri Barbusse, pendant et après 1914-1918. Puis, à leur façon provocatrice, les surréalistes, en réaction contre la presse

Le philosophe Alain, pacifiste convaincu, sera l'un des piliers dn Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, créé en mars 1934, et qui finira par sombrer dans l'eveuglement du pacifisme intégral.

En septembre 1939, Jean Giono signe le Manifeste de Louis Lecoin « Une Poix immédiate», tout comme Marcel Déat, ancien socialiste, qui s'affirmera, plus tard, en leveur d'un fascisme à la française. Déat, qui s signé, quelques mois plus tôt, le célèbre article-pamphlet « Mourir pour Danzig?» .

Ainsi, politiques, écrivains, penseurs, abordent, su fil des décennies, les problèmes d'une même démonstration : l'exigence évidente et généreuse de le paix, du respect de la paix n'évite pas tonjours les naïvetés destructrices, les confusions mortelles oux carrefours encombrés et périlleux des idéaux et des réalités.

MICHEL KAJMAN

(1) Discouts de septembre 1926 à la

Le Monde ● Dimanche 13 - Lundi 14 janvier 1991 5

#### **AFRIQUE DU SUD**

Au moins trente morts dans une agression contre des militants de l'ANC.

Au moins trente personnes ont été tuées et vingt-six autres grièvernent blessées, samedi 12 jan-vier, dens la cité noire de Sebokeng, eu sud de Johannesburg, quand des inconnue unt ouvert le feu sur les participants à la veillée iunèbre d'un militant du Congrès national africain (ANC). Selun le porte-parola de la police, plusieurs hommes armés de fusils d'assaut AK-47 ont arrêté leurs voitures devant une maison et ont ouvert le feu sur un groupe d'environ trois cents personnes, qui evaient passé la nuit à veiller sous des tentes.

Les tireurs ont réussi à e'enfuir elors que des policiers étaient sur place lors de la fusillade. Selon un porte-parole de l'ANC, la police, prévenue de le possibilité d'uns ettaque, avait procédé à des arres-tations mais avait relâché les suspects qui, eelon ls mouvement nationeliste, eereient Impliqués dans la fusillade.

Le ghetto de Sebokeng e été le théâtre d'una eérie d'effrontements sanglents entre des mili-tants de l'ANC et des partisans du mouvement zoujou inkatha, préeidé per M. Mangosuthu Buthelezi, notemment tenus puur responsabies d'une ettaque, le 4 septembre, qui eveit feit querente-deux morts. - (AFP.)

BELGIQUE « Affaire Silco » : libération

d'un terroriste palestinien proche de Jean-Marie Le Pen. Beau-

Le Pelestinian Nassar Saïd, que Bruxelles doit échanger contre les quatre Belges retenus en otage par le Feth-Conseil révolutionnsire ifath-CR d'Abou Nidai), e du prison de Louvain, dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 janvier, e Indiqué l'agence Belga.

Condemné à le prison à perpétuité pour un attentat contre des enfants juifs en 1980 à Anvers qui avait fait un mort - un Français de 15 ens. David Kohane -, le Palestinlen devrait embarquer dens un avion militaire beige et être canduit vraisemblablement en Libye, où devreit avoir lleu l'échenge. Les quetre Belgee -Emmanuel Houtekins, sa femme Godelieve Kete et leurs enfants Laurent et Velérie - sunt les derniers otages du Silco, un bateau de plaisance dont le Fath-CR avait annoncé en novembre 1987 l'er-

raisonnement en Méditerranée. L'orgenisetion d'Abou Nidal aveit ennoncé vendredi leur « échenge imminant » en Libye contre Nasser Saïd, membre de ce mouvement, Bruxelles evsit confirmé l'existence d'un accord de principe pour libérer Nasser Saïd contre les quatre otages. Le terroriste était libérable depuis juillet 1990 pour bonne conduite, aux termee de la loi belge. Trois autres passagere du Silco, dont la Francalse Jacqueline Velente, avaient été libérés en avril 1990.

Avent même le libératiun de Nasser Saïd, l'existence d'un accord d'échange evalt provoqué des réactione négatives, notamment dans la communauté juive de Belgique einsi que de le part de Washington. – (AFP)

**ETATS-UNIS** 

Le procès de Manuel Noriega ajourné au 24 juin

Le début du procès pour trafic de drogue de l'ex-dirigeant panaméen Menuel Nuriege e été aioumé, vendredi 11 janvier, par le juge fédéral de Miami William Hoe-veler. Prévu pour le 28 janvier prochain, le procès devrait donc e'ouvrir le 24 juin. Le juge s informé les evocets concernés eur les démarches du gouvernement pour obtenir le déblocage des comptes bançaires de Manuel Noriega gelés dens des banques européennee, qui lui permettrait de payer ace défenseurs, et e assuré que « l'argent sera disponible a dens deux semeines (quelque 20 millions de dollsre sont gelés sur vingt-eept comptes bancaires).

Au caurs de l'audience de vendredi, les avocate de l'ex-général panaméen ont interrogé les procureurs sur leur participation à l'enre-

gistrement des conversations télé honiques qu'e eu ieur client dens le pénitencier de Miaml, nù il est emprisonné. Le procureur Michael Suilivan e edmie qu'il eveit demandé des capies des enregistremente sans en informer la cour et qu'il avait reçu un mémorandum contenant un résumé des conversations de Manuel Noriega, y compris celles avec ses avocats, mais e affirmé qu'il n'eveit pae lu cee dernières. Les avocats ont demandé que l'ex-général bénéficie d'un non-lieu, en estimant que le diffusion de cee communicatione téléphoniques lui a causé un edommaga irréparable » en faussant eon futur pracès. Le juge Hoeveler s suspendu l'eudience jusqu'su 18 jonvier sans se prononcer sur ce point, - (AFP.)

### LIBAN

Le chef druze Walid Joumblatt démissionne

du gouvernement

Le chef druze Welld Joumblatt, qui commande l'une des trois principelee milices au Liben, e ennoncé, vendredi 11 jenvier, sa démission du gouvernement de M. Omer Karamé, eu sein duquel déjà trois ministres chrétiens refu-sent de siéger Inos dernières éditions du 12 janvier). M. Joumblett, ministre d'Etet, a également ennoncé sa décielon d'« errêter [eon] ectivité politique pour le

M. Journblett, chef du perti eocleliste Progressiste (PSP, qui compte environ cinq mille miliciens), n'e pas précisé les motifs de sa démission. Il e cependant critiqué la prochaine désignation, par le gouvernement, de quarente et un députés, prévue par l'accord interlibanais de Tset. « Je préviens ceux qui vont désigner les députés : personne ne pourra nommer qualqu'un à le place de Kemal Joumblatt (son père, assassiné en 1977], dont le siège demeurers libres et démocratiques », a-t-il

La position du chef druze rejoint celle de M. Samir Geegee, chef de la milice chrétienne des Forces libanaises (FL), qui refuse de siéger eu eein du gouvernement et conteste le nomination de députés. Deux eutres ministres chrétiens, dont le chef du parti Kataeb (Phalanges), refusent égelement de eléger dens le gauvernement Karamé, formé le 24 décembre et qui compte trente ministree, prosyriens dene leur mejorité. -

### SOMALIE

Les derniers étrangers sont bloqués à l'ambassade d'Italie

Avec le fermeture de l'ambae sade italienne à Mogadiecio, « la dernière en activité », la capitale sumelienne na eera bientôt plus reliée au monde extérieur que par les communications radio qu'entretient evec Paris une équipe de Médecine sans frontières sur place depuis quelques jours. Meis pour combien de temps? L'évecuation, mercredi 9 janviar, des derniers religieux italiens « qui n'evei*e*nt plus les moyens d'êtra utiles». annonçait une situation de plus en plus désespérée dens la capitele désormais livrée aux pillards.

Meis l'évecuation de l'embaseade, décidée quelques heures après ss fermature, e dû être repartée, vandredi, en raisan d'une grande insécurité. Les appareils militaires italiens ont toumé une heure et demie au deesus de Moasdiecio, systi de revenir se noser à Mombesa, sur le côte cénysne. Apparemment, il était impossible aux eoixente pereonnes (diplomates, cersbiniere et religieux italiens, etc.) de rejoindre

Depuis deux jours, l'ambassede italienne est prise dans de violents combats entre rebeliee et forces de l'ordre. Elle n'est pas directement visée meis elle est située entre des quertiers tenus par lee mequisards et le Villa Somalia où. d'eprès les diplometes, se trouve toujours le président Syaed Barré. Mals, è en croire un porte-parole du Congrès de la Somalia unifiée (USC), le chef de l'Etat a quitté le pays, lundi, et serait solgné pour surmenage à l'hôpital El Aīn, près d'Abou Dhebi, dans les Emirste arabas unis.

# Le ministère de la défense et la Maison de la presse à Vilnius ont été investis par les parachutistes

Vingt-quatre heures après la menace de M. Mikhail Gorbatchev de placer la Lituanie sous la tutelle directe de Moscou, l'armée soviétique e pris d'asseut, vendredi 11 janvier, une série d'installations stratégiques à Vilnius. Les parachutistes occupaient toujours samedi matin le ministère de la défense local et la Maison de la presse où sont imprimés tous les journaux. Le Parlement local s'est transformé en bunker dans l'attente d'une éventuelle intervention armée.

« Ce qu'ils (les soldats) font ici est une guerre non déclarée contre la République de Lituanie», a déclaré le président de cette république, M. Vytautas Landsbergis, Il avait annucé au Parlement que des troupes soviétiques avaient pris le

Vilnius. Mais cette informatinn a été démentie par la suite.

Selon des responsables militaires lituaniens, sept personnes an moins ont été blessées au cours des affrontements de vendredi, dont un étudiant touché par balle à la mâchoire. Le bureau de presse du Parlement n démenti qu'un chauffeur de camion ait été tué dans un accident avec un véhicule blindé soviétique à Vilnius.

#### Défense du Parlement

Environ deux mille personnes se ont rassemblées dans la soirée de vendredi autour du Parlement lituanien inondé de lumière, pour exprimer leur sontien au gouvernement séparatiste de la république. Plusieurs parties du bâtiment ont été barricadées et des forces de sécurité patrouillaient dans les couloirs. L'armée n'a fait jusqu'à présent aucune

tentative pour occuper le siège dn Parlement ou renverser les autorités indépendantes issues des élections phiralistes de février dernier.

L'arrivée des troupes soviétiques a provoqué de vives réactions dans les rues de Vilnius, Kaunas et Siauliai Devant le centre de presse occupé de Vilnius, de jeunes Lituaniens ont entoure un char soviétique en criant « Pourquoi êtes-vous ici? Que venez-vous faire?» à l'adresse d'un soldat. Les blindés ont ensuite quitté le centre de la capitale, mais des soldats en armes continuaient à patrouiller dans les bâtiments du centre de presse et du QG de la

A l'intérieur du Parlement, où un millier de personnes sont installées en permanence, des centaines de coktails Molotov out été confectionnés et disposés sur les toits. Les militants nationalistes qui n'ont pas de matraques sont armés de barres de fer, et un petit groupe s'est

équipé de masques à gaz. Une dizaine de gardes-frontières, armés de fusils automatiques de fabrication soviétique, ont pris position au troisième étage, devant la salle de réunion de la direction lituanienne. et l'accès à ce hail a été interdit. Certains responsables assurent qu'il existe des réserves d'armes dans le bătiment. Des barricades ont été érigées un peu partout au moyen de tenils et de tables et des armoires bloquent les issues latérales de l'im-

#### « Comité de salut public»

Le Parti communiste lituanier opposé à l'indépendance, a déclaré lors d'une conférence de presse qu'il avait formé un ecomité de salut public », prêt à « prendre le pouvoir ». L'agence Tass a annoncé que l'occupation des bâtiments visait à restituer au Parti communiste lituanien

biens dont il avait été spolié après la déclaration d'indépendance. Cependant, en fin d'après-midi, le Parlement a désigné plus de la moitie des membres du nouveau gouvernement, après la démission du premier ministre, M= Kazimira Prunskiene, et son remplacement par M. Albertas Simenas. Le ministre des affaires étrangères, M. Algirdas Saudargas, a aussitöt lance un appel à la direction soviétique, lui demandant de suspendre immédiatement l'agression en cours contre la République lituanienne. D'autre part, les députés ont réalfirmé par un vote leur détermination à concré tiser l'indépendance de leur république, unilatéralement proclamée le Il mars dernier. Faisant appel à la communauté internationale, ils ont rejeté les menaces du numéro un soviétique de placer la Lituanie sous l'administration directe de Moscou.

# sons de gaz naturel soviétique et cou-pure totale des livraisons de pétrole. Le 28, arrêt des livraisons de char-

ne réalisent pas l'importance de ce

qui s'y passe. Les spécialistes du

département d'Etat et de la Maison

Blanche sont sur le qui-vive, et un

officiel du département d'Etat

confiait en privé à un correspondant

de l'AFP son « inquiétude crois-

sante». On perçoit aussi très bien que Moscon profite de la crise du

Golfe pour régler ses affaires inté-

rienres alors que le monde préfère regarder ailleurs. Il y a plus d'un mois déjà, le président lituanien

Vytautas Landsbergis était venu à

Washington pour mettre en garde,

dans l'indifférence à peu près géné-

Mais M. Bush a visiblement

décidé qu'il était urgent de se taire,

du moins publiquement. Selon toute

apparence, il donne la priorité abso-

lue à l'affaire du Golfe et vent s'as

surer que le soutien de M. Gorbat-

chev ne lui fera pas défaut. Mais

bien avant le coup de force irakien,

l'actuel président américain n'a

jamais paru très concerné par le sort

des Baltes. Lorsque, au début de l'année dernière, Mascan avait

imposé un blocus économique et

de 1956.

2 : Après la demande conjointe du président français François Mitter-rand et du chancelier allemand Helmut Kohl de suspendre « les effets » de la déclaration d'indépendance, le président Landsbergis annonce l'ac-cord de la Lituanie pour suspendre temporairement des mesures votées

Les principaux événements

depuis mars 1990

Vnici les principaux événements qui se sont déroulés en Lituanie

depuis la proclamation de sa souve-raineté par la République balte :

**MARS 1990** 

11 : La Lituanie proclame la res-

tauration de ses droits souverains et de son indépendance, (bientôt suivie

16: Ultimatum de M. Gorbatch

au président lituanien Vytautas Landsbergis pour qu'il renouce aux actes proclamant l'indépendance.

AVRIL

14 : Nouvel ultimatum de M. Gor-

patchev, assorti de menaces précises quant à des représailles dans le

17 : Réduction de 80 % des livrai-

lomaine économique.

was Misme

30 : M. Gorbatchev obtient do Parlement lituanien un moratoire de cent jours sur la déclaration d'indé-pendance du 11 mars. Levée de l'empargo soviétique sur l'approvisonne-ment énergétique de la Littanie.

## niens dans l'armée soviétique (nosi-

AOUT

10 : La Lituanie demande à Mos-

OCTOBRE Au cours du mois d'octobre, les Républiques baltes décident que l'an-niversaire de la révolution de 1917

### NOVEMBRE

ne sera plus fêté.

19 : Veto de l'URSS à une représentation balte au sommet de la CSCE (Conférence sur la sécurité et 200 15

All with the

10 mg 10 mg

la coopération en Europe) à Paris, 21 : Les trois Républiques baltes demandent au Soviet suprême (Parlement) soviétique de e renoncer à l'escalade de la politique de l'intimidation» et soulignent qu'elles ne sou-haitent pas signer le traité de l'Union tout en se déclarant disposées à mener des négociations ».

27 : Les soldats soviétiques sont autorisés à faire usage de leurs armes pour défendre les objectifs militaires dans les républiques

### DECEMBRE

19: M. Gorbatchev rappelle les publiques à l'ordre et messace d'introduire « l'état d'urgence ou l'admi-nistration présidentielle » dans les régions les plus tendues.

### JANVIER 1991

7 : Des renforts de troupes soviétiques sont envoyés dans les pays baltes pour contraindre les jeunes appelés baltes à rejoindre leurs régi-

8 : M. Gorbatchev refuse de discuter de l'opération militaire dans les Républiques baltes avec le premier

A son retour de Moscou, Prunskiene présente la démission de son gouvernement, après avoir été désavouée par le Parlement lituanien à propos d'une hausse des

prix, qui est suspendue.

9: Les Républiques baites ne relèvent pas de l'armée soviétique, affirment les trois présidents d'Estonie, Lituanie et Lettonie, dans une réso

hrion commune.

10 : M. Gorbatchev exige la restan ration de la Constitution soviétique qualific ed ultimatum sovienque qualific ed ultimatum s. Les douze pays de la CEE deman-dent à l'URSS d'ouvrir rapidement

des négociations avec les Républi-ques baltes, afin de satisfaire à leurs aspirations « légitimes ». Election d'un nonveau premier ministre littranien, M. Albertas Shi-

Les Lituaniens lancent un « appei argent » aux gouvernements occiden-taux pour qu'ils «garantissent l'indé-pendance» de la Limanie.

11: Les parachutistes soviétiques s'emparent par la force des locaux du département de la défense à Vilnins et de l'imprimerie de la capitale. Les pays de l'OTAN demandent «instamment» à l'URSS de «s'ahstenir de tout acte d'intimidation et de

recours à la force s dans les pays

# La suppression de l'agence Interfax annonce des menaces contre les médias

MOSCOU

de notre envoyé spécial La « normalisation » ne touche pas senlement la Lituanie. M. Kravichenko, l'ancien directeur de l'agence Tass que M. Gorbatchev avait fait nommer en décembre dernier à la tête du Comité d'Etat pour la radio et la Iélévision (Gostéléradio), a brutalement mis fin, vendredi 11 janvier, aux activités de l'agence Interfax, qui était devenne depuis sa création en 1989 l'une des principales sources d'information des correspondants et des diplnmates accrédités à Moscou. Venant après la suppressinn de l'émissina télévisée « Vzgliad » (le Monde du 12 janvier), cette mesure confirme la politique de reprise en main amorcée depuis quelques mois par le

pouvoir C'est en fin d'après-midl vendredi que les collaborateurs d'Inierfax ont découvert que toutes leurs lignes de téléphone avaient été coupées. Quelques minutes auparavant, ils avaient été informés que tnutes les biens de l'agence étaient saisis par la maison mère, le Gostéléradin. En principe, rien ne leur interdit de s'ins taller ailleurs sous la protection de nnuveaux parrains, mais l'entreprise sera délicate, surtout dans le contexte actuel. Dés vendredi, d'aillenrs, l'immeuble était gardé par des miliciens.

#### Une entreprise indépendante

Officiellement, le motif de cette mesnre – que laissait prévnir un article publié vendredi après-midi par les Izvertia - est d'ordre administratif et financier. Interfax, dont les tarifs n'étaient pas négligeables (230 dollars par mois pour ses bulletins quotidiens et près de 600 dollars pour l'ensemble de ses services, notamment des informations sur les pays baltes et la vie des affaires), était devenue en quelques mois une entreprise prospère, avec un revenu global de plus de 150 000 roubles, dant 60 % en devises étrangères. Or le Gostéléradio affirme qu'il n'a rien perçu de ces revenus.

Appelé à comparaître devant que on récente du conseil de Gostélévision, M. Komissar, le directeur d'Interfax, avait déclaré sa valonté de couper tous ses liens avec la maison mère et de devenir une agence indépendante. Il avait d'ailleurs déjà fait enregistrer Interfax auprès du ministère russe de la presse, une institution beaucoup plus nuverte à tous égards que les ministères fédéraux. Ce à onoi on lui avait réponda one ce ministère n'était pas compétent et que la seule structure d'accueil ponr une agence de presse devait être l'agence Tass...

Telle est la version officielle, mais l'article des Izvestia ne fait pas mystère d'autres motivatinns. On a reproché à M. Kotnissar de ebercher les e nouvelles chaudes », de diffuser en priorité les informations a qui agitent l'opinion publireproduisent le plus

volontiers les journaux étrangers C'est donc bien d'une action politique qu'il s'agit, et, déjà, plusieurs députés du Parlement russe ont adressé une pétition au Soviet anprême fédéral pour prendre la défense d'Interfax et exiger un changement à la tête du Gostéléra-

Cela dit, il reste encore fort à faire pour normaliser la presse. Les journaux se sont désormais tous résolnment installés dans la glasnost. Les uns pour pousser dans le sens de la réforme, les autres pour défendre avec une és valeurs conservatrices, au point que le pluralisme est une solide réalité, au moins à Moscou et dans les grandes villes. Certains journalistes commencent d'ailleurs à surmonter la tentation du déballage et des excès verbaux des débuts pour créer des organes encore plus indépendants et de ton plus sobre : le seml-quotidien Independant, public depuis décembre sur les presses des Izvestia s'approche, par sa qualité, des meilleurs journaux

#### Des problèmes économiques

Les problèmes qui se posent à la presse, du moins jusqu'à présent, sont surtout économiques. La loi sar la presse votée l'an dernier autorise la création libre de journaux par des « fondateurs » divers (institutions nu particuliers), sous réserve que ces derniers disposent d'un capital initial de 80 000 roubles et d'une imprimerie. Comme, dans le même temps, le Parti communiste, jusque-là quasi unique propriétaire des imprimeries verrouillait ses installations - an besoin par la force, comme on l'a vu récemment à Vilnius et à Riga, - les nnuveaux journaux ne peuvent dépendre que de la bienveil-

lance des autorités. Le papier pose également pro-blème; il reste toujours distribué par l'administration, et, si l'nn peut toujours, en théorie, passer commande de quantités supplémentaires, le prix «libre» est de dix à vingt fnis supérieur. Or, la presse, dant les tirages sont en baisse en raison d'une lassitude des lecteurs et des hausses de prix, est dans nue situatiun économique plus difficile qu'apparavant.

Les menaces d'ordre politique pourraient cependant s'aggraver. Après l'attentat dont avait été victime un présentateur de la télévision à Leningrad, un incident plus grave s'est produit vendredi à Kalouga, dans le centre de la Russie, où le rédacteur en chef du journal réginnal a été tué dans son bureau par un homme armé qui, précise un communiqué, n'a pas caché les « motifs politiques » de son acte. Le ministre russe de la ase, ancien collaborateur de M. Eltsine, M. Poltoranine, dénonce à ce sujet « la politique d'incitation à la haine et la recherche d'un ennemi intérieur», ainsi que la pratique qui consiste à u attribuer tous les malheurs à la

# Washington s'abstient de toute critique

WASHINGTON

de notre correspondant

Les événements de Lituanie sont egraves, a déclaré, vendredi 11 janvier, le porte parole de la Mai-son Blanche. Mais ni lui, ni son homnlogue du département d'Etat n'ont formulé la moindre mise en garde à l'égard de Moscou, ni même réitéré les préoccupations exprimées quelques jours plus tôt. Le président Bush lui-même n'a guère manifesté de préoccupation particulière, du moins dans ses déclarations publiques. Il a certes parlé pendant vingtcinq minntes au téléphone avec M. Gorbatchev, mais c'était essend'ailleurs c'est le numéro un soviétique qui avait pris l'initiative d'appe-ler. Comme on demandait au présideut américain s'il avait évoqué la remise au pas en Lituanie, il a répondn : « Il n'en a pas beaucoup été question ». M. Gorbatchev lui a-t-il fait part de ses intentions? « Nous ne sommes pas entres dans les détails », répond M. Bush.

Devant la presse, le président américain s'est contenté de rappeler que les Etats-Unis estimaient que e l'usage de la force serait contre-pro-ductif », en utilisant le conditionnel, alors que des soldats soviétiques avaient déjà fait usage de leurs armes pour s'emparer de plusieurs bâtiments publics. Il a seulement laissé entendre que les Etats-Unis considéraient «les pays baltes diffé-

L'intervention des forces soviéti-

ques en Lituanie a provoqué de multiples réactions d'inquiétude et

de protestation dans le monde, à l'Est comme à l'Ouest, même si les

la priorité au Gulfe, s'abstieunent de toute critique publique.

A Bruxelles, l'OTAN a publié vendredi II décembre un commu-

niqué demandant « instamment » à

l'URSS de «s'abstenit de tout acte d'intimidation et de recours à la

force > dans les pays baltes. Rappe-

lant les engagements pris par l'URSS dans le cadre de la CSCE

(conférence sur la sécurité et la

coopération en Europe), les pays

de l'OTAN « appellent les autorités soviétiques à continuer de recher-

sontiques à continuer de recher-cher, par un juste et large dialogue nvec les dirigeants démocratique-ment élus des Républiques baltes une solution négociée qui repose sur les principes de l'Acte final d'Helsinki ».

« Entamer

des négociations »

même esprit aux dirigeants soviéti-ques, leur demandant de cesser d' « intimider par la force » et d'enta-mer, « un dialogue nvec les élus »

baltes . Interrogé sur la possibilité d'une suspension de l'aide euro-péenne à l'URSS, le ministre

luxembourgeois des affaires étran-

gères, M. Jacques Poos, président

en exercice de la Communauté, a

cependant répondn : « On n'en est

Londres, Ottawa, Tokyo ont éga-

lement séverement critiqué l'inter-

ventina soviétique en Lituanie ou

pas encore là ».

La CEE a lancé nu appel dans le

remment» [ que les autres Républi-ques soviétiques ], manière de rap-peler discrètement que Washington ne reconnaissait pas leur annexina par Staline, Mais, sans même esquisser la moindre critique à proesquisser la namade charle à pro-pos des actions déjà entreprises par M. Gorbatchev, M. Bush s'est borné à exprimer el'espoir qu'ils [ les Soviétiques ] pourront résoudre ces problèmes extraordinairement com-plexes sans recourir à la force».

#### Priorité absolue an Golfe

Pour M. Bush, l'essentiel était airement ailleurs . Il a insisté sur le restaient « sur la même longueur d'onde » à propos du Golfe. Quant aux « quelques idées » dont son interlocuteur lui avait fait part - des suggestions pour éviter un affrontement armé dans le Golfe, - M. Bush a refusé d'en donner la substance. Mais son entourage a rapidement fait savoir que les idées de M. Gorbatchev n'étaient pas très nouvelles et que l'administration n'en attendait pas grand-chose. L'initiative du président soviétique a été dévelnp-pée par l'ambassadeur d'URSS à Washington, M. Bessmertnykh, qui s'est rendu deux fois à la Maison Blanche dans la seule journée de

La remarquable réserve observée par l'administration à propos de la Lituanie ne signifie pas fircément

exhorté Moscou à éviter le recours à la force. A Copenhague, la prési-dence du Conseil nordique – qui

regroupe les présidents des Parle-ments danois, suédnis, finlandais,

norvégien et islandais - s'est décla-

rée « fortement préoccupée » et a

souligné « l'importance d'entame

des négociations réelles entre les Etats baltes et Moscou». Le minis-

tre suédois des affaires étrangères a

pour sa part envoyé à Moscou une

A Rome, le pape a adressé au

cardinal Vincentas Sladkevicius, archevêque de Kaunas, un message

exprimant sa « solidarité » avec le

peuple tuanien et e le fervent espoir que l'expérience du passé inspire pus de rechercher avec patiente enacité, par un dialogue

respectueux et compréhensif, la juste saution aux tensions

A l'Est. la réaction la plus signi-

ficative est venue de Varsnvie, où

le Parlement polonais, dans nu résolution adoptée à l'unanimité, a

fermement condamné le recours à ln force par l'URSS à Vilnius e

s'est prononcé en faveur du « droi

à la liberté v. La Pologne se déclare « prête à apporter une aide humani-

A Budapest, enfin, le porte-pa-

étrangères a exprimé l'inquiétude de la Hangrie devant la situation

dans les trois Républiques baltes

dont elle e comprend les efforts (...

sur la voie de l'autodélermina

tinn ». « Nous espérons, a-t-i

ajouté, *que la situation pourra être* 

réglés de façon démocratique par la négociation.»

le du ministère des affaires

taire à la Lituanie».

de la Lituanie et des autres peuples

lettre de protestation.

Préoccupations et protestations

dans le monde

#### multiplié les menaces à l'égard des dirigeants lituaniens, M. Bush s'était contenté d'appeler au « dialogue », sans beaucoup insister. JAN KRAUZE

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a condamné, vendredi 11 janvier au terme d'une réunion du comité central, le recours à la force dans les Républi-

« Nous n'avons pas une politique sélective. Nous sommes contre l'em-ploi de la force pour résoudre les guerre nu Proche-Orient, nous

Dans les pays baltes, eil y n une discussion engagée, Il faut conduire tranquillement cette discussion et se montrer raisonnable de port et d'autre. Il y a un débat qui prévoit in possibilité pour les Républiques baltes, dans des conditions données, d'accèder à l'indépendance, d'après ce que j'ai lu des propositions de Mikhail Gorbatches», a-t-il conclu.

## M. Marchais s'oppose au recours à la force

problèmes politiques qui sunt posés », a dit M. Marchais. « Nuus sommes résolument contre la sommes aussi pour la paix dans les Républiques baltes, comme dans d'autres pays», a ajouté le dirigeant communiste, eitant le Panama on les territoires occupés

5 M. Megret (FN) demande la réunion du Conseil de sécurité. -M. Bruno Megret, délégué général du Front national, a dénoncé, vendredi 11 janvier, « les opérations l'intimidation déclenchées par l'armée rouge dans les Républiques baltes». Redoutant que soit mis « un terme brutai » à ces initiatives d'indépendance, comme ce fut le cas pour la Hongrie pendant la crise de Suez en 1956, le dirigeant d'extrême droite e demande au govvernement de provoquer la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU pour faire respecter les droits des Baltes à l'indépendance».

# Libéralités, laxisme et imprudences à Nice

La lettre d'observations définitives de la chambre régionale des comptes de Provenca-Alpes-Côte d'Azur sur le gestion de le ville de Nice, entre 1983 et 1987, doit être lue en séance publique du conseil municipal le 25 jenvier (le Monde du 6 janvier). Ce voluminaux rapport de plus de 150 pages reflète, à travers l'enalyse d'une série d'opérations ou de pratiques caratérisees par de nombreusas irrégularités, une politique laxiste, imprudente et dispendieusa.

NICE '

de notre correspondant régional

Si heancoup de critiques émises par la chambre sont déjà coopues et si l'examen des comptes de le ville « ne prétend pas à l'exhaustivites, la lettre o'en est pas moins édifiante sur la façon dont les foods publics ont été gérés par le muoicipalité de l'époque dirigée par M. Jacques Médecin. Au sujet des associetions paramunicipales, la chambre souligne notamment que le monteot des subventions qui leur ont été attribué par la ville a sugmenté de plus de 70 % entre 1983 et 1987 pour dépe 350 millions de francs en 1987, soit 15 % des dépenses réelles de fooctionnement. «Le maire de Nice, sonligue le rapport, est le vértiable moitre de ces orgonismes » et « lo gestion de ces fonds communaux destinés à des actions relevant de la comptabilité publique échoppe, de ce fait, au contrôle du comptable et pour l'essentiel à celui du conseil municipal». La chambre dénonce également « lo confusion des moyens et des hommes » qui,

dit-elle, « empêche la commune de bien connaître les coûts des services rendus par ces associations ».

Les irrégularités constatées dans le fooctionnement de celles-ci devraient donner lieu, ultérieurement, à des décisions de la chambre eyant un caractère juridictioo-oel. Tout aussi critiquable est le politique « munificente » de frais de déplacement et de réception de la ville. Laquelle, observe la cham-bre, « prend directement en charge, dans des conditions irrégulières, des dépenses de voyage et de séjour d'agents et d'élus de la commune, ainsi que celles de nombreuses per-sonnes (...) étrangères à la collecti-vité ». Oot aînsi bénéficié de ses largesses, pour leurs frais de trans-port et de séjour, payés sur un sim-ple, certificet administratif du maire, des e députés, élus locaux, personnalités politiques, artistes, sportifs...». L'épouse de M. Médecio, qualifiée de « femme du député » n'a pas été la dernière à voyager sans bourse délier, même à l'occasioo d'ou séjour « qu'elle a effectué, seule, à l'hôtel George V à

Du jazz à l'hôtellerie ...

# D'autres élus « comptables de fait »?

- • 5

. . . . . . .

"红旗

37

-. 2

100

. / .

1121

7 : \*

1.7

de notre correspondant régional

En plus de la lettre d'observations définitives sur la gestion de la ville de Nica, les maoistrats de in chembre régionale dea comptes ont edopté, le 21 décembre dernier, un jugement provisoire concernant l'association Nice-Communication. Aux termes de ca jugement, de carectère confidentiel, plusieurs dirigeants de catte association, aujourd'hul dissoute, spraient

Permi eux floureraient deux élus de l'actuelle municipalité, M. Michel Folicon, deuxième adjoint (ex-RPR), trésorier général, et Me Christiane Selvi (ns étiq.). égelement adjoint eu maire, tréponère générale-adjointe, qui earaient ausceptibles de tomber soue le coup de l'article L. 236 du code électoral permettant au préfet de prononcer leur démission d'office.

La mort de Rémy Montagne

# De la Résistance au gouvernement Barre

Rémy Mootagne, qui est décédé le 10 janvier (le Monde dn 12 jan-vier), fui avant tout un catholique convaigeu, eux coovictions sans concessions, et un Européeo militant. Ce qui explique, à la fois, soo ettitude pendant la guerre et dans l'immédiet oprès-guerre, et les positions politiques et d'ordre moral qu'il prit depuis lors.

Né à Mirabeau, dans la Vau-ciuse, le 9 janvier 1917, il se bat comme aspirant dans les chars et perd uo œil è Abbeville le 4 juio 1940 ; il est décoré de le médaille militaire et de le croix de guerre. A la fin de 1940, en Provence, il devient l'un des dirigeants de l'Association catholique de la jeunesse française, qui coiffe les mouvements spécialisés (JEC, JOC, etc.). Il s'engage dans la Résistance, difuee le journal elandestin Témoisence servisies. Avec contempent. gnage chrétien. Avec, ootamment, Maurice Remé Simoonet, futur secrétaire d'Etat, MRP lui aussi, il enime le mouvement des Jeuoes chrétiens résistans (JCR), échappe à deux arrestations et gagne maquis de l'armée secrète (AS) en

Son prestige de résistant, son rôle à la tête de l'ACIF, doot il devient président, amènent en 1945 le jeune avocar au secrétariet général de l'éphémère Union patriotique des organisations de jeuoesse (UPOJ), où siègent aussi les jeunes communistes. Il est, en 1947, on des fondateors du Conseil français des mouvements de jeunesse. Ses rapports evec la hiérarchie religiense en font un négociateur permanent entre la Rome de Pie XII et Paris, les

ieunes catholiques et leurs évêques. Champion de l'Europe démocrate-chrétience, il organise les premières grandes rencontres entre les jeunesses française et allemande, dès 1949 pais, en 1951, à Strasbourg et à la Lorclei. Père de sept enfants, il est le bean-frère de M. François Michelin, ce qui le fera, plus tard, considérer par certains comme uo agent du graod

patronat. . . Remy Montagne est de ceux qui, au MRP, oc pardonneront jamais à Pierre Mendes France de o'avoir pas feit approuver par le Parle-ment le projet de Communauté européenne de défense en 1954. Il se présente contre lui dans sa circonscription de Louviers-Beaumont-le-Roger (Eure) et l'emporte le 25 oovembre 1955. Il est eussi, de 1969 è 1971, maire de Louviers. A part une interruption de 1968 è 1973, il reste dépoté, sous le sigle de l'UDF-CDS, jusqo'en 1980, anoce où il devient eccréteire d'Etat auprès do ministre de la santé et de la sécurité sociale dans le gouvernement de M. Raymond

Ne s'étant pas présenté aux élec-tions législatives de juio 1981, son attachement à l'Eglise telle que la coocoit Jeso-Paul II l'aveit cooduir, ensuite, à entreprendre une « moralisation des médias ». JEAN PLANCHAIS

D L'UDF da Rhone noutient M. Noir. - Les parlementaires et les responsables des formations UDF du Rhône, réunis eutour de leur président, M. Michel Mercier (CDS), pour préparer les élections législatives partielles du 27 janvier. ont apporte, veodredi 11 janvier, leur soutien « unanime » aux candidatures des deux députés démissionnaires, MM. Michel Noir et Jean-Michel Dubernard. Les réalités de la politique lyonnaise l'ont donc emporté sur les réserves de certains responsables UDF et les positions parisiennes de cette formatico (le Monde du 12 janvier). Dans un communiqué publié à l'issue de leur réunion, les responsebles du Rhône rappellent que ces députés ont été élns en 1988 avec leur soutien et qu'ils appartiennent toujours è l'opposition.

termes de la convention qui le liait à la ville. Il ne lui a, ainsi, reversé que 82 530 F sur les recettes réelles au lieu d'un montent de

bilietterie pour les années 1983

letraitable, le chambre a dooc décidé « d'enjoindre ou comptable d'apporter la preuve du reversement de certaines des sommes en cause ». Elle dénonce, également, le finan-cement, par la ville, de la « Grande Parade du jazz» organisée, jusqu'à uoe date réceote, par M. Lucien Salles, directeur général de l'Opéra, inculpé et écroué, le 10 janvier, pour abus de hiens sociaux (le Monde du 12 janvier). «Le bilan financier [de cette manifestation] reste, dit-elle, inconnu. . Elle met, toutefois, en évidence le fait que M. Salles e'a pes respecté les

8 144 545 F effectivement dus co se basant sur les seules recettes de

à 1987\_ La ville e'est livrée, par ailleurs, à des interventions « complexes et conteuses » en favenr d'organismes privés euxquels elle a octamment consenti des garanties d'emprunt aventureuses. L'affaire la plus spectaculaire est celle de l'hôtel Beach Regeocy, sur le Promenade des Anglais, qui s'est soldée per une perte « probable de plus de 50 millions de francs ». La chambre a relevé, dans cette opération, de e multiples anomalies » dont la principale e est sans doute l'intervention même de la commune dans une activité relevant de l'initiative privée». En fait, le ville a assumé « presque entièrement » les risques de l'opératioe en garantissant 75 % du montant total de l'iovestissement (y compris, ce qui est un combie, les sommes empruntées par les promoteurs pour lui payer ses propres créances) sans prendre, de surcroft, la meindre sûreté sur les biens des emprunteurs et sans exercer, comme elle co avait le

#### La renégociation de la dette

droit, le moindre contrôle sur les

activités de ces derniers. Après la

défaillance de l'exploitant, elle e

été contrainte d'honorer ses enga-

Même déboire eo ce qui concerne la privelisation de la restauration scolaire. A l'encontre de l'objectif recberché, l'opération s'est traduite per une eugmentetioo sensible du coût de ce service pour la ville qui est passé de 53.7 millions de francs en 1985 à 79,9 millions de francs en 1989. La chambre revient enfin, sur

l'affaire de la renégociation de la dette de la ville, interveoue co 1986, nu sujet de laquelle elle e rendu, le 17 septembre 1990, un jugement provisoire déclarant «comptable de fait » M. Jacques Médecin et quatre eutres élus dont M. Honoré Bailet, l'ectnel maire (epp. RPR) de Nice. En dépit des explications qui lui ont été fouroles depuis, elle maintient intégralement ses critiques et affirme que . cette opération a été « moi menée et a été l'occasion d'importantes libéralités » en accroissant l'eodettoment de la ville de 43,8 millions de fraocs et l'nonuité de 2,2 millions de francs. Cette appréciation leisse mai augurer, en l'occurrence. ponr les élus concernés, du juge-

ment définitif que l'institution doit rendre dans quelques mois... GUY PORTE

#### LIVRES POLITIQUES

A fin du communisme : sur ce thème d'actualité - une actuelité résile et non inventée, - de bone esprite se penchent. Encore convient-il de savoir de quoi il ent guestion et da quel communiemo? En conclusion d'un essai sur cette interrogation, Denis Berger écrit : «La fin du communisme historique - qui fut pour l'essentiel burenucratique, en dépit des intentions de ses promoteurs met un terme à une gigantesque mystification : désormais personne ne croire plus aux mots de liberté s'ils ne s'eccompagnent pes d'une liberté concrète. Demain, peut-être, de nouveaux fantômes viendront troubler l'ordre établi. Ils n'auront plus rien à voir evec les ombres viriles et bardées d'armes du commu-

nisme d'avant-garde militaire. Ce serom des apectres libertaires. » Un communisme libertaire | On y reviendra. En ettendant, il ne faudrait pee oublier qu'il y a eu, dane la lignée du communisme historique, d'abord des prédécesseurs, ensuite des schismes. des déchirements, sans compter lee eutres branches de le fsmille originella. La Parti communista, qui vient de tenir son vingt-septième congrès, est né, reppelons-le, d'une ecission en 1920 et, depuie, il a connu bien des crises et dissidences. Michel Dreyfue e recensé cee phénomanes et tenté « d'en cerner le réalité et d'en mesurer la signification dens l'histoire générale du PCF».

A travers cette vision an négatif, c'est d'abord, dens les premièrae ennées, un proceesus de formation par épurations successivae cul se dessine. Ensuite, la aubordination à l'internetionale détermine plus régulièrement, maie de menière plus ou moins ouverte, les crises intamee du parti, ii y e les grande chocs du pacta germano-soviétique at da l'Intervention en Hongrie, qui ragies, et les revirements stratégiques qui jettent le trouble dans les rangs,

Les crises les plus récentes procadent de l'Incapacité des dirigeants de juguler un effondrement continu du parti. Dès lors, les contestataires, jusque-là discrets, osent se manifeeter meis encore ne le font-ils que per paliers, è des moments différents de maturité critique. Leure menifestations s'échelonnent dens le tempo meis ne s'edditionnen! pas.

iesu lui-même d'une cries du socielisme, le Perti communiste français eurait pu na pas naître, en 1920, au congrès de Tours. Petrick Beseon imagine, à la faveur d'un mailcieux retour eu les aoixante-dix dernières années. la vie politique nationale sang le PCF | Le bilan de cette fauese ebsence montre evec une

#### ANDRÉ LAURENS

# De quel communisme blessé...

égale impertinence en quoi ce perti aurait manqué - on e tendanca à l'oublier - et en quoi il aurait évité de décevoir, comme on sait... Patrick Besson Imagine aussi le programma d'un parti communiste naissant seulement eujourd'hui ; il serait, selon lui, aux couleurs d'un marxisme tendre, drôle et pas mal libertaire. La boucle pereit bouclée avec ce retour eux sentiments premiers et aux révoltes des origines.

Même contenu dahs son moula, juaqu'à l'explosion récente, le communiuma historique n'était pas unique : il y an eveit d'eutres parmi lesquele le communieme libertelre, «se situent dans le filiation du courant anti-autoritaire révolutionneire de la Première Internationela, du courant socialiste révolutionnaire des bakouniniens, du courent communiste-anerchiste et plate-formista des ennées 20 ». Georgee Fontenle, qui en fut l'un dee principaux animateurs, sort de la pénombre, où certeina de ses emis lui ont autrefois reproché d'egir, pour livrer eon témolgnege sur l'hietoira de ce courant dans la

France de l'après-guerre. La quelité du témoin, compte tenu das responsabilités qu'il a exercées, donnerait déjà tout son prix à un ouvrage qui e d'autres atoute: outre les nombraux documents qui lui sont annexés, il livre aux historiens quantité de précinione et de mises eu point dont ils devront tenir compte et il reconstitue, pour les lecteurs nérelras de ces militants, toujours marginaux, souvent clandestine, juttant pour une révolution à venir contre une réplité sociale bien établie.

Lee enarchistes, s'ils se retrouvant apontenément dens le contestation de l'ordre existant, se sont toujours divinés sur lee moyene d'instaurer leur utopie. Entre l'affirmation des droits de l'individu contre toutes les formee d'eutorité qui tendent è restreindre sa liberté et son autonomie, et la nécessité de réagir et d'agir en commun contre l'oppression d'où qu'elle vienne, il y n cette difficulté, sinon cette contradiction, qui impose (i) de e'entendre sur un degré d'organiention et nur une etretégie. Georges Fontenis était de caux qui militaient pour une organisation forte, structurée, fondée sur den principee révolutionnaires,

retenent les epports escentiele de l'analysa murxiste de le lutte des cleeses sane sa dérive « mécaniste » è l'encontre des « punstes » qui privilégiaient l'au-tonomia à la bese pour contrecarrer toute propension autoritariste ou bureaucratique.

On se gardera bien, faute de conniseances sufficentee, d'eller plus avant dans les débata internes du milieu enarchiste, qui sont eussi complexes que fournis. L'ouvrage de Georges Fontenis donne une idée de ces poiémiques et de ces déchirements. L'auteur entend proclamer sa vérité, ce qu'il fait moins nour se justifier que pour établir la réalité de faits et de choix dont il n'est pas toujours fier : n'il ne renie pae cette période des années 50. pendent la guerre d'Algérie notamment, où il lui paraît que le courant enarchiste révolutionnaire a été « en prise directe avec le cours des événements constituant l'histoire de l'époque s, il reconnett lee erreurs commises dene le forme et sur le fond, en particulier le participation eux élections de 1956.

L'euteur ragrette que l'esprit de secte, l'ouvriérieme, la menie de le clendestinité, la violence verbale pient entaché des élena qui euraient mérité d'être mieux précentés et mieux compris. De son expérience, il tire des enseignements précieux : «Plus une organisation est réduite, plus elle est coupée des réalités, plus elle send à se diviser, à se complaire dans les discussions byzantines », note-t-il. Ou encore : «C'est eans douta una loi das sociétés que plus un groupe s'engega dans le voie de l'intervention et de l'action à tout prix, evac surenchère (surtout verbale) à le mesure de son impuissance et des frustrations qui en résultent, plus il refuse de voir la réslité et plus il se lance dane une

Qu'on ne voie eucune emertume, eucun découragement dans ces réflexions d'un vieux militant qui sort de sa « paresseuse sagesse » eprès trente ens de réserve : recru de combats Incertains, il tient à rappeler qu'il y e toujours un autre socialisme, ce qu'il eppelle un vrai communisme.

La Spectre défait. La fin du communisme 7, da Denia Berger. Editions Barnard Coutaz, collaction « Keīroa », 156 pages, 85 F. PCF, criaes et dissidences,

de Michel Dreyfus. Editions

Complexe, 286 pages.

> La congrès de Tours n'eura
pas lieu, de Patrick Besson.
Measidor, « Librae propos »,
52 pages, 65 F.

L'Autre Communisme, de

Georges Fontenia. Acratle BP 23, 64130 Mauléon, 397 pages, 130 F.

# COMMUNICATION

Pour satisfaire le CSA et le gouvernement

# La Cinq et M 6 amorcent une collaboration

commun que la Cinq et M 6 ont sunoncé, vendredi 11 janvier, oo programme d'a actions coordonprogramme o d'actions teordon-néers destiné à satisfaire le Conseil supérieur de l'audi visuel. Ce der-nier aveit souhairé, lors de la reprise de la Cincipar Hachelle, que les deux chaînes s'associent pour coostituer nu deuxième pôle privé face à le passance de TF l. Un vœu fermement soutenu par le gouvernement.

Après deux mois de négociations, la Cinq et M 6 sont encore loin de l'objectif meis donnent quelques gages de leur bonne volooté. Les deux chaînes décident d'abord de ne pas trop se marcher sur les pieds en « harmonisant les lignes éditorides p. Aiesi M 6 aura l'exclusivité des décrochages locaux d'informetion, confirme sa thématique musi-cale et s'intéressera eux programmes destinés aux adolescents. La Cinq, de son côté, se réserve les programmes pour enfacts et insistera sur l'information nationale et ioternetionale ainsi que sur le sport. Un parrage de terrain qui évile soigneusement les secreursclés de la programmation d'uoe télévision commerciale : variétés, jeux et fictions.

Les deux chaînes s'engagent aussi à coordonner le programmetion de leur soirée pour éviter le coocurrence frontale sur les mêmes types de programmes. La cocore, l'approche est prudente et les cogage-ments limités. On ue s'interdira pas de programmer deux films le même soir; qo s'absticodra seulement de diffuser deux policiers français, précisent, à titre d'exemple, les responsables des deux chaînes. De plus, elles affirment travailler ensemble sur les achats et les eoprodoctions « sans qu'il s'agisse d'exclusivité ».

Seule action immédiatement tan-gible : la Cinq et M 6 venlent mener, des le 16 jenvier, des actions de promotioo commune dans la presse sur les noeveaux téléspectateurs touchés par le développement de leurs réseaux. Au sein de chaque chasoe, on iosiste sur « le pragmatisme d'une coordination qui se fera graduellement » et on indique que de combreuses réucioes seront nécessaires pour mettre en place ce programme commun. Un programme minimum qui pourrait se développer « si cet accord s'avérait concluant ». « L'eneagement peut sembler modeste mais le principe de la collaboration n'est pas anodia», oote I'nn des responsae fiançailles au cours desquelles l'un ct l'autre doivent apprendre à se connoître et à se plaire pour savoir s'ils continueront ensemble v.

En échange de ce geste de bonne volonté, les deux chaînes sonhaîtent que les pouvoirs publics offrent « une dot aux deux fiancés », en assouplissant la réglementation qui hypothèque aujourd'hui leur santé poomique. Le commuoiqué rappelle les principales revendica-tions : possibilité de multiplier les coupures publicitaires dans les pro-grammes de fictioo, assouplissemeot des quotas horaires de spots públicitaires, eméoagement du régime de diffusioe des films. La Cioq et M 6 demandens que le déblocage intervienne « impérative-ment au cours de l'année 1991 ». Un marchandage que le gouverne-ment refuse officiellement mais qu'il pourrail entamer s'il juge sulfisant le timide rapprochement des deux chaînes. Au CSA, on se félicite « que les deux chaînes oient compris la nécessité d'unir leurs efforts pour parvenir le plus vite pos-sible à l'équillère financier et à la diffusion de programmes conformes

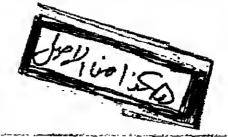
à leurs engagements ». Le Conseil pourrait très bicotôt débloquer une vingteioe de fréquences nouvelles pour améliorer la diffusion des deux chaînes d'un million et demi de téléspectateurs. Des fréquences qui restaieot en souffrance depuis quelques mois malgré les demandes réitérées de la Cing et de M 6.

### JEAN-FRANÇOIS LACAN

 M. Jérôme Seydoux devient PDG de Pathé Cinéma. - M. Pierre Vercel, président-directeur général de Pathé Cinéma depuis 1981 cède son fenteuil è M. Jérome Seydoux, président-directeur général da groupe Chargeurs. M. Seydoux e racheté en soût 1990 le troisième circuit einématographique français à l'homme d'assaires italien Gian-Carlo Perretti. Pathé Cicéma, qui tire 80 % de son chiffre d'affaires de l'exploitation de plus de trois ceots salles de einéma, prépare l'ouverture d'une viogteine de salles uitra-modernes et la relance de ses activités de production.

MAIN NOTRE SUPPLEMENT

TE MOTHE CHAMPS ECONOMICHES



8 Le Monde • Dimanche 13 - Lundi 14 janvier 1991 •••

# SOCIÉTÉ

### Dans un village du Mali

# Un pilote tué par balle lors du Rallye Paris-Dakar

Le treizième railye Paris-Dakar a été endeuillé, vendredi 11 janvier, par la mort d'un pilote d'un camion d'accistance des Citroën, tué par baile dans la traversée d'in-Kadaouene, un villaga touareg du Mali. M. Jecques Calvet, PDG du groupe PSA, deveit annoncer samedi 12 janvier à Tombouctou (Mali), terme de l'étape de liaison partie le matin de Gao (Mali), si l'écurie Citroen continue le raid Paris-Dakar, « Nous verrons ce soir à Tombouctou, compta tanu des heures dramatiques que vit le monde, ce qu'il convient de faire », e décleré M. Celvet. Nous pensons que l'organisation pourra nous donner ce soir de nouvelles précisions. » Le rallye devait, en effet, arriver en Mauritanie dimancha, un peys dont le gouvernement a pris position en faveur de l'Irak dans la crise du Golfe. « Nous avons Insisté auprès de Gilbert Sabine pour que la vie des concurrents ne soit pas mise en péril », a ejouté M. Celvet. & La Paris-Dakar est une magnifique épreuve; mais elle ne peut pas valoir qu'on mette en dangar la vie des pilotes, des mécanicians qui accompagnent le rallye. »

de notre anvoyé spécial

Depuis la disparition de la compa-gnie Air Mali, il y e quelques années, les pistes de l'aéroport de Gao s'enssblaient. A l'image des bâtisses de l'ancienne capitale de l'empire songhal, les hangars menacaient de s'effondrer. Le temps et le vent poursuivaient leur œuvre destructrice, menaçant les installations, condamnant à terme les habitants de la ville du nord du Mali à l'isolement. Soudain, au mois de mai dernier, le situation s'est modifiée. «Il y n eu beaucoup de tra-

fic militaire à partir de cette date et.

depuis, l'activité n continué », raconte un pompier de l'aéroport. Gao s'est installée dans la guerre. Le gouvernement de Bamako a dépêché des renforts dans une province où la révolte des Touaregs menaçait l'équilibre du pays. Les combats, souvent violents, entre les ahommes bleuss et les militaires venus du sud ont fait un millier de victimes civiles et militaires au cours de ces mois d'affrontements.

Les oomades en quête de reconnaissance, à la recherche d'une identité trop longtemps bafouée, ont har-celé les colonnes blindées. Les soldats ont répondu à cette guérilla naissante par des attaques de villages et parfois des massacres d'innocents. L'engre-

nage de la violence s'installait dans un des indicateurs, le touriste o'a pas sa pays déjà marqué par la parvreté. Il a place. Murée dans ses peurs, la ville fallu attendre la récente signature se ferme aux étrangers. d'un «accord de paix», le 6 janvier à Tamanrasset (le Monde du 8 janvier) entre les rebelles touaregs et le gonvemement malien pour que le conflit donne l'impression de s'atténuer.

Mais l'ambiance de guerre, qui s'était imposée dans Gao, n'a pas pour eutant disparu. Militaires et policiers quadrillent une ville qui paraît encore plus endormie qu'à l'ha-bitude. L'anvie de flâner sur les terrasses de feu l'hôtel de l'Atlantide n'est plus de mise. Face à une population qui esquive les questions, qui s'enferme dans le silence par crainte

L'arrivée du rallye, vendredi L'arrivée du rallye, vendredi 11 janvier, ne pouvait pas modifier cette situation. La course n'a pas vocation à apporter la paix. Menace, selon certaines rumeurs, par une manifestation de Touaregs à Ménala, le rallye avait pu cependant atteindre la frontière du Mali sans que la numeur se confirme.

Mais cette guerre entre parenthe a rattrapé la course. Vers 18 h 15, vendredi, alors qu'il traversait 10 Kadaouane, un village touareg aben-donné par ses habitants et occupé par Parmée malienne, un camion de l'as-sistance Citrolo essuyait plusieura coups de feu. Charles Cabane, un Sélois de trente-cinq ans habitué des rallyes africains, devenait la victime d'un combat auquel il était étranger.

« Uo événement très grave s'est produit, a déclaré Gilbert Sabine aux concurrents groupés, dans la muit, près de la «roulante» d'Africatours. Un ami parmi les plus chers a été tué par balle, mais la course continue et nous repartirons samedi matin. » Face à des pitotes inquiets il a expliqué qo'il ne craignait pas d'autres inci-dents au Mali, où il était «en contact

Une cinquantaine de camions et d'autos devaient regagner en convoi le bivousc de Gao, «sous la protection de l'armée malienne». Confiants dens les organisateurs de l'épreuve, la plu-part des concurrents ne savaient pas qu'ils risquaient de traverser un pays en guerre. Mais la caravane était pressée de partir de Gao pour rejoindre Tombouctou, toujours en convoi, après que les organisateurs eurent décidé, samedi matin, de neutraliser

SERGE BOLLOCH

# Des Touaregs en mal d'identité

La signature d'un accord de paix, dimanche 6 janvier, à Temenrasset, entre les autoritée de Barnako (Mati) et les dissidents touaregs, leisseit espérer que les bolides du Paris-Dekar pourralent traverser, sans craindre de meuvais coups, le désert malian où, depuis eix mole, las affrontements entre troupes gouvernementales et « hommes bleus » auraient fait, selon de bonnes sources, environ un milier de morts de part et d'autre. Pour le moment, personne ne conneît l'identité des auteurs de cette meutrière agression qui n'e pas été revendiquée.

Ironie du sort : au moment où était commis cet attentat, le président Moussa Traoré recevait, à Bamako, une délégation des

ABRAHAM LOUIS

BREGUET.

POUR LES

TETES COURONNEES

ET LES

**COURS D'EUROPE** 

DEPUIS 200 ANS.

l'accord de paix conclu sous l'égide de l'Algérie. D'eprès le radio nationale, le président Traoré a salué l'accord «en faveur du développement de la nation melianne dans la peix, la concorda et la solidarité » et souligné que ces e retrouvailles », sont cune victoire de toute la netion». De son côté, tyad Ag Ghall, chef des insurgés du Front de libération de l'Azawad (nord-est malien), e «rendu hommage au peuple mallan pour ses vertus de tolérance et de dialogue ». Le chef rebelle e ajouté que «la paix, la tranquilité et la confiance » étalent désormals les aspirations de ses compagnons, qui constituent «une jeunesse qui a grandi dans l'exode mais qui n'aspire qu'à être productive plutôt qu'égarée». L'attentat commis contre un des perticipents du Paris-Dakar serait-Il l'œuvre d'un groupe d'« égerés », mécontent de cet accord de paix qui exclut toutà perspective d'indépendance de la nation touarèque, voire d'autonomie Interna? Las autoritée de Barnako ont simplement accepté de démittariser les territoires nomades, de décentraliser seur gestion et de consentir, pour leur développement, un effort financier particulier. Peutêtre, certains chommes bleus », en mai d'identité et de publicité, en ont-is conclu que l'accord de patx de Tamenrasset était un mauvais accord et qu'il fallait le faire savoir.

La lutte contre l'immigration clandestine Chasse aux

« mariages arrangés » à Saint-Etienne

LYON . . .

de notre burezu régional .

Lui, Abdenour Benebdalten vingt-quetre ens, est contrôleur technique en batiment à Timezrit (Algérie). Elle, Raurah Chaouche, vingttrois ane, de nationalité fran-çaise, est façonnièra è Saint-Etienne (Loire), ile devaient se marier samedi 12 jenvier, mais, depuis février 1990, leur projet se heurtait à la décision de la mairie de bloquer la pro-cédura, en refusant de publie les bens. Doselers jugés incomplets, puis reterdés de mois en mois, entretiens prée-lables : les obstacles n'ont pas entamé le volonté obstinée des deux firturs époux.

En décembre dernier, eprès plusieurs voyages en Algérie pour renouveler son visa de tourisme, M. Benebdellah a décidé de saisir le procureur de la République. Lequel lui a conseillé de faire constater, par huissier, l'opposition du bureau de l'état civil. Mercredi 8 janvier, le ville était assignée en référé devant le tribunal de grande instance, pour motif dilatoire.

« Cotte jeune fille m's décla-rée qu'elle n'avait pas trouvé de mari sur place et qu'elle quait l'intention d'eller en chercher un dans son bled » : décidée à lutter contre l'Immigra-tion clandestine, M- Micheline Arnould, élue (div. dr.), déléguée à l'Immigration dans la municipalité de M. François Dubenchet (CDS), fait le chasse eux « mariages biencs ou arrangés pour de l'argent», qui, aitôt conclus, donnent droit à la carte de séjour.

Selon elle, ils ont connu une forte recrudescence, notamment depuis les événements qui ont secore l'Algérie. Elle se défend toutefois d'exercer des pressions sur telle ou telle communeuté. « Cette position vaut pour tous, quelle que soit l'origine, maghrébine, turque ou africaine...» Récemment, elle a refusé un certificat d'hébergement pour un jaune Russe qui souhaitait se rendre chez une amie française

27.53

1 24.

Consciente d'être à la limite de la légalité, bien qu'elle eit averti de son geste le préfet, le premier ministre et le ministre de l'intérieur - « ils n'ont rien fait », précise-t-elle, Me Arnould e interroge

pourquoi ces personnes quit tent-elles leur pays pour venin en France où on les retrouve au chômage, à l'ANPE, au bureau d'aide sociale, sans logement?s ans cette ville d'environ deu , cent mille habitents, dont trante deux mille saire de a occuper d'abord de « coux auf sont sur Disce ».

Armei e-t-elle décidé de foire subir une série d'entretiens aux candidats » afin de vérifie leurs motivations. « Un certain nombre de mariages ont ainsi été annulés. Cela évite au moins les divorces un an après », dit-ella. Cette attitude soulevé l'indignation de la CFDT et du collectif immigration de la ville, qui ont soutenu M. Benabdallah dans ses démarches. Avec succès puisque le mariege e finelement pu avoir lieu le 12 jan-vier, quelques jours avant le jugement du tribunel, mis en délibéré, dant l'intérêt sera sans doute de faire jurispru-dence quant à l'appréciation du natoire d'une caractère discrim telle pretique.
MICHEL DELBERGHE

fière de présenter, en collaboration avec Breguet, une importante exposition célébrant le genie d'Abraham Luuis Breguet. Numbre de collectionneurs considérent M. Breguet. comme le plus grand fabricant de mantre de tous les temps et le père de la mootre : moderne. L'exposition comprend une collection remarquable de plus de 200 montres, pendules, horinges et chronnmètres, illustrant plus de 200 ans de

Breguet, un artiste et un artisan, dont l'approche visininaire a complètement révolutionné le monde de l'horingerie, camptuit parmi ses clients les plus fameuses personnalités de son époque : la famille Bonaparre, le Roi d'Angleterre, les souverains d'Espagne, de Russie, d'Allemagne et d'Italie, des philosophes éminents, des artistes et des musiciens

Les chefs-d'oeuvre qu'ils ont possédés seront exposés lors de l'exposition moodiale de cette collection de valeur.

CHAUMET Exposition: 17-19 Janvier 1991, 10h00 - 18h00

12 Place Vendôme, 75001 Paris. Vente aux enchères: 14 avril 1991. Hôtel des Bergues, 33 Quai des Bergues, Genéve.



"sonscription" et le pendule tympathique. Il a anssi améliore et développé les montres à rementair automatique.

recuel / Depuis 1775

### MÉDECINE

Cancer : le ministère des les comptes de l'ARC. - Le ministère des affaires sociales vient de déposer une requête devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'autorisation d'inspecter les comptes de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC). Cette association privée, qui gère annuellement un budget d'environ 430 millions de francs, avait contexté l'an dernier le droit à l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) d'examiner ses comptes. En novembre dernier. le tribunal administratif evait débouté l'IGAS, mais le ministère des affaires sociales n'entend pas

ATHLÉTISME : vingt-huit mois après les Jeux de Séoul Le retour de Ben Johnson, le repenti

Vingt-huit mois après sa disqual fication pour dopage après la finale du 100 mètres des Jeux olympiques de Séoul, où il venait de battre son record du monde eo 9 see 79, le Canadien Ben Johnson a effectué son retour à la compétition, ven-Toronto, la ville où il réside. Ce retour annoocé en fanfare par les médias, qui avaient délégué trois cent cinquante journalistes pour l'événement, n'aura pas été triomphal sur le plan sportif : le Cana-dien, qui o'avait plus été battu sur 50 mètres depuis 1987, a été devancé par l'Américain Daron Council avec un temps de 5 sec 77, très inférieur à son record personn de 5 sec 55.

Bone émissaire exemplaire d'un fléau qui rongeait alors le sport et avait jeté la suspicion sur plusieurs champions olympiques, Ben John-son affirme désormais son désir de son anirme desormais son desir de (re)devenir un exemple pour les sportifs. Suspendo pour deux ans par la Fédération ioternationale d'ethlétisme, mais radié à vie par son gouvernement, le sprinter canadien a vu cette dernière sanction levée le 9 août 1990. Ses aveux et soo repentir devant la commission d'enquête goovernementale puis sa croisade auprès des écoliers poor dénoncer les mélaits du dopage et de la drogue lui ont valu cette

Ben Johnson, qui a rompu evec Charlie Francis, son entraîneur, et Jamie Astaphan, son médecin-gou-rou, est, désormais, entraîné par l'Américain Loren Seagrave et confie sa musculature au Roumain Mihail Dimen, ancien masseur des footballeurs du Steaua Bucarest et du FC Barcelone. Tous deux se sont juré de lui refaçoncer un corps d'athlète capable de courir à nou-veau le 100 mètres en moins de Veau le 100 mètres en moins de 10 secondes. A vingl-neuf ans, soit onze mois de moins que son grand rival Carl Lewis, Ben Jinnson sait que le temps lui est désormais compté pour réussir son retour. Age, tension ou manque de compétition? A Hamilton, le Canadien n'a pas jailli comme autrefois des starting-blocks pour s'assurer, dès le départ, un demi-mètre d'avance aur ses un demi-mètre d'avance sur ses adversaires. Ses deux objectifs res-tent les finales du 100 mètres des championnats du monde à Tokyo, en août 1991, puis des Jeux olympi-ques de Barcelone en 1992.

Mais, même s'il ne les atteint pas, Ben Johnson n'aura pas tout perdu. Pour 1991, il aurait signé pour plus de 1 million de dollars de contrats et on annooce déjà, des « revanches » au prix fort avec Carl Lewis, dont la première dès le mois de mai à

HABSBURG FABRICANT DE MONTRE L'ART DE BREGUET: EXPOSITION ET VENTE AUX ENCHÈRES. Habsburg, la plus impurtante vente aux enchères d'horlogerie au monde, est

> ABRAHAM LOUIS BREGUET (1747-1823). Inventeur et fabricant de montres. Ses inventions comprennent: le tourbillon. la spirale Breguet. la protection autichoc pour montre, la montre à

# La géographie de la drogue

Continent par continent, pays par pays, l'Organe International de contrôle des stupéfients (OICS), qui dépend des Nations unies et dont le siège est à Vienne (Autriche), dresse un état de la production et de le consommation de drogues, dans son rapport pour 1990 rendu public le 9 janvier.

L'économie mondiale des stupéfiants ne cesse d'évaluer sous la pressinn conjuguée dn marché et de la lutte antidrogue. Pour répondre aux lnis de l'inffre et de la demande, de muveaux produits nnt fait leur spparition. Pnur mieux brouiller les pistes, les flux du trafic se sont diversifiés. D'une année à l'autre, la planisphère des-sinée par l'ONU s'en trouve fortement modifiée.

to a saley

7 - 4 - 10 Day

The Francisco

Series of the Series

e in a limit

190 3 P. 1 16 4

a distribute

and make the

The state of the s

17、大量工作。 经股份

A CONTRACTOR SET

10 mm 28 220 A型1

그 그들은 아들 위의

....

The property of the first

1 19 20 19 202 1

The State of the

 $z_{\rm out} \leq a_{\rm out} \leq a_{\rm out}$ 

 $r = \mathbb{A}^{(\omega)}$ 

1.00

the first party and the

1. 1. 1. 1. Per "

A STATE OF THE STATE OF

2 m 2

April 18 1

. T. 11 P

الله فقار التوا<sub>يع ال</sub>

Les npérations da répression menées en 1990 dans certaines régions productrices de cocaine en Amérique latine n'en ont pas moins porté leurs fruits. Du coup, le prix de la feuille de coca a baissé dans les pays andins. Une baisse qui s'est à son tour traduite, dans plusieurs grands pays consommateurs, par une diminution, au mnins momentanée, des quantités de cocaïne disponibles, et donc par une hausse des prix de détail.

En ce qui concerne l'héroine, les bonnes récoltes enregistrées dans le Triangle d'or de l'Asie du Sud-Est, au cours de la saison 1989-1990, ont favorisé les opérations commerciales. Face à la mobilisation antidroque, les trafiquants ne sont pas restés inactifs : les « gros bonnets » d'Amérique du Sud et leurs homnlogues européens ont ainsi mis en commun certains de leurs circuits de distribution, désormais utilisés aussi bien pour importer de la cocaine en Europe que pour acheminer de l'béroine en Améri-

#### Le Maroc et le connabis

Enfin par une sorte d'inversion des termes de l'échange, plusieurs tonnes de substances psychotropes produites par les industries pharmaceutiques des pays développés sont frauduleusement détournées vers l'Afrique. La « géographie dela culpabilité», qui fait traditionnellement peser sur les pays du Sud la responsabilité de l'offre des stupéfiants, s'en trouve renversée.

· Afrique : Tous les pays du continent sont désormais confrontés, à des degrés divers, au trafic de drogue. Le Maroc reste la principale 2one de culture du cannabis qui est expédié vers plusieurs pays européens. Cultivé dans d'autres pays africains, le cannabis est disponible sur tout le continent. L'importatinn illicite de psychotropes s'est nettement accentuée. Cinq cents millions de comprimés de pémoline, une substance fabriquée ca Enrape, auraient ainsl été détournés vers l'Afrique par des trafiquants depuis 1988. Ce qui n'exclut pas une productinu locale : quatre laboratnires clandestins fabriquant de la méthaquaione ont été démantelés en Afrique

La récente mise en place de liaisons aériennes avec l'Amérique du Snd a favorisé une importation de cocaîne en Angola, en Côte-d'I-voire, nu Mozambique et au Nigéria. De sorte qu'un trafic de cocaine s'est dévelnppé dans la plupart des pays africains. Quant à l'héroïne en provenance d'Asie du Sud-Ouest, destiace à l'Europe ou à l'Amérique du Nord, elle continue de transiter par le continent

 Asie : L'an passé, les récoltes d'npium ant été très abondantes (2 000 tonnes) en Asie du Sud-Est. Profitant de l'essor commercial de la région, les trafiquants ont sensiblement augmenté les quantités d'héroine franchissant la frontière sud de la Chine en direction de Macao et de Hongkong. Le trafic porte sur d'énormes quantités qui transitent par la Thailande et gagnent l'Amérique du Nord et l'Australie. Mais les pays asintiques sont aussi touchés (100 000

héroïnomanes en Malaisie). Proche et Moyen-Orient : En République islamique d'Iran, l'interdiction de cultiver le pavot est sévèrement appliquée; les trafiquants d'héroine ou d'opium risquent la peine de mort. Certe politique a multiplié par cinq le prix de l'héroine. Il y aurait toutefois 600 000 toxicomanes en Iran. Au Liban, pavot à opium et cannabis continuent d'être cultivés (sur une surperficie estimée à 16 000 bec tares pour le seul cannabis). An Pakistan, les laboratoires d'héroine sont surtout implantés le long de la frontière afghane; le pays compterait plus d'un millinn d'héroinomanes. Si la Turquie ne produit plus d'apium, depuis le contrôle institué au milieu des années 70, le pays se trouve sur la « route des Balkans », voie terrestre d'achemi-nement de l'béroîne en provenance du Proche et du Mnyen-Orient, à destination de l'Europe.

e Europe : Selon des statistiques de saisie, la cocaîne entre en Europe en quantité sans cesse croissante. En 1990, une senle saisie aux Pays-Bas a représenté près de la moitié des prises (6 tonnes) npérées en Enrope pendant toute l'année précédente. La cocaîne provient principalement de laboratoires clandestins d'Amérique iatine. Contrairement à ce qui s'est passé aux Etats-Unis, les prix sont restés stables. Les saisies de petites quantités de « crack » sont restées négligeables, sauf au Roynume Uni. Mais la progression de l'bé-

#### Toxicomanes soviétiques

Les bouleversements en Europe centrale et en Europe de l'Est ont eu pour effet d'intensifier les mnuvements de populations, de biens et de capitaux. Des Etats qui ne connaissaient pas, jusqu'alors, de problèmes de drogue se trouvent à présent menacés. En URSS, le nombre de toxicomanes (140 000) a presque double en cinq ans. Mais la nnn-convertibilité du rouble semble ralentir les ardeurs des trafiguants internationaux.

· Amérique dn Nord : Le coût socio-économique de l'abus de drogues aux Etats-Unis est évalué à plus de 60 milliards de dollars par an (six fois plus qu'en 1984). semble toutefois en voie de diminution; les prix unt grimpé et la pureté a baissé. La consommatinn de l' « ice », ou méthamphétamine, ne cesse en revancbe de s'accroître.

· Amérique de Sud : La productinn de cocaine n'a fait qu'augmenter. En Bolivie, une loi de juillet 1988 a interdit toute production de coca supérieure aux quantités nécessaires pour les usages médi-caux et rituels. Pour échapper à la lutte anridrogue en Calambie, des laboratoires de transformation de la coca nnt été déplacés de ce dernier pays vers l'Equateur, où la culture du coca a été développée. La production de coca a aussi été étendue à des zones reculées du bassin amazonien nu les trafiquants colombiens out déplacé leurs quartiers généraux. D'nú une consommation accrue de cocaine et de « crack » dans les grandes métropoles et les régions d'exploitation aurifère du Brésil.

An Mexique, ce sont des petits agriculteurs oni cultivent le pavot à opium et le cannebis. Pour contrer les efforts d'éradication, les trafiquents leur ont appris composter leurs champs et à laver les plantes sur lesquelles de l'herbicide a été pulvérisé. En outre, la culture du pavot à opium a gagné le Guatemala, où elle a commence de remplacer des cultures licites.

An terme de ce rapport, les experts de l'ONU na sont guère nptimistes. Tant que la demande de stupéfiants continuera de progresser dans la population i l'OlCS, « tout succès remporté (...) dans la lutte contre le trafic ne [pourra] être que provisoire, telle ou telle source d'approvisionnement et tel ou tel type de drogue étant inévi-tablement remplace par d'autres ». **ERICH INCIYAN** 

### **ENVIRONNEMENT**

D L'ean à nonvean consommable en le Maine et-Loire. - Le taux de nitrates qui empêchait la consommation de l'eau dans le départe ment de Maine-et-Loire (le Monde du 12 janvier) est retombé à des valeurs acceptables par la plus grande partie de la population (moins de 100 mg/l). Des précautions doivent cependant être encore prises pour les nourrissons et les femmes enceintes. Huit autres départements de la Bretagne et des Pays de la Loire sont touinurs en état d'alerte. Il faudra attendre quelques jours pour que la situating redevienne normale et que le taux de pollution repasse sous la barre des 50 mg/L

et présidén par M. Maurice Bourges, ingénieur général des Ponts-et-Chaussées, la mission d'étude sur le projet d'eutoroute A8 bis - doublant l'actuelle A8 sur le Côte d'Azur - vient de

déposer son rapport, qui justifie la nouvelle voie et entérine le tracé eu sud de Grasse soumis par l'administration. Ce document ne peut que relencer la polémique sur un projet combattu par une vingtaine d'essociations, einsi que par la plupart des élus concernés.

de notre correspondant réginnal

Baptisée « autoroute Verte», la nuvelle vnie, inscrite an schéma directeur rnutier natinnal depuis mars 1988, avait été présentée par l'administratinn comme d'une « ubsolue nécessité à court terme ». La raison invoquée était la saturatinn de l'actuelle nutoroute A 8 à l'est du département du Yar et de la traversée des Alpes-Maritimes entre Mandelien et le nurd de Nice, La missinn Bonrges la juge également « indis-pensable » dans les Alpes-Maritimes, mais moins urgente dans le Var. Elle considère, de même, qu'il est «urgent » d'en décider le tracé et le principe de réalisation.

La principale tache qui lui était assignée par la ministre de l'équi-pement - à l'époque, M. Micbel Delebarre - était d'évaluer les iotérêts respectifs de deux projets de tracés: l'un soumis par l'admi-nistration, passant au sud de Grasse (variante Sud); l'autre, pro-posé par les élus de l'agglomération Cannes-Grasse-Antibes, passant dans l'arrière-pays, au nord de cette ville (variante Nord).

En avril 1989, le préfet des Appes-Maritimes, M. Yvon Olli-vier, avait mis son veto à ce der-nier tracé en le jugeant incompati-ble avec les objectifs du nonveau schema directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de l'agglomération, lequel prévoit un accroissement de la population de 85 000 habitants, la construction de 100 000 logements et la créatinn de 40 000 emplois en vingt aus (le Monde daté 9-10 décembre 1990). La mission Bourges a tranché en

Entre Angers et Tours

# L'A 85 traversera Langeais

M. Michel Rocard a signé, lundi 7 janvier, le décret déclarant « d'utilité publique et urgents » les travaux de construction de l'autoroute A 85 entre Angers et Tnurs, Les quatre mille habitants de Lan-geais (Indre-et-Loire) et les cent cinquante mille visiteurs annuels du célèbre château féodal auront ainsi le loisir de contempler une autoroute tranchant les bas-quartiers de la ville, la coupant des bords de Loire et détruisant quelques-unes de ses maisons.

La décision du premier ministre est d'autant plus surprenante que des vnix numbreuses, et peu sus-pectes « d'écologisme échevelé », avaient désapprouvé cette traversée et proposé un tracé d'évitement passant au nord de la ville à tra-vers landes, taillis et forêts. Parmi elles, les associations locales, le maire de Langeais, les services de l'environnement, les commissaires enquêteurs, l'Institut de France, propriétaire du château. Le conseil d'Etat avait estimé que l'utilité publique ne pouvait être accordée qu'à une authroute évitant Langeais et non au tracé proposé par l'Equipement, appuyé par le conseil général d'Indre-et-Loire et son président, M. André-Georges Vnisin (RPR) (le Monde du 19 décembre 1990).

Depuis 1936 exactement, les Langeaisiens demandent que l'on détourne cette mandite nationale 152 qui zigzagne au milieu de leurs vieilles maisons. A l'époque, on évoquait déjà la création d'une «autostrade» qui aurait relié Tours à Angers. Quarante ans plus tard, en 1975, on en reparlait à nouveau mais, cette fois, sous la forme d'une voie express qui, refusée par le nord du département, vint echouer finalement en 1987 dans le Val de Loire.

Langeais aliait - elle culin avoir sa dérivation? Hélas, le conseil d'Etat refusa, à cette date déjà, la déclaration d'utilité publique. Les élus départementaux nnt alors décidé de construire et financer eux-mêmes un pont sur la Loire qui, avec ses deux voies et ses six cents mètres de lnng, était censé préparer le passage de l'autoroute espérée. Cette fois, c'est le tribunal ndministratif d'Orléans qui, en avril 1990, rejeta son caractère

d'utilité publique. Pour sortir de l'impasse pont est acbevé pour l'essentiel, mais inutilisable et Langeais attend toujnurs sa dérivatinn - il fallait bien que la A 85 soit enfin lancée, conte que coute. Des associations locales ont estimé que l'nn pouvait à la fois doter Langeais d'une déri-vatinn locale, de dimensinn modeste, et lui éviter les inconvé-nients d'une anthroute – certes indispensable – en faisant passer celle-ci sur le plateau, nu nord de

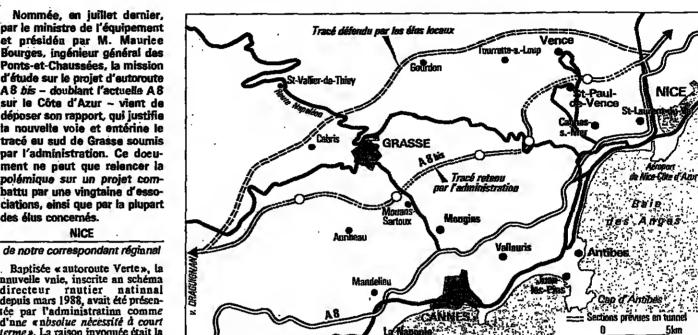
C'est à cette solution de compro-mis et de bon sens que se rallièrent successivement l'Institut, les commissaires rapportant les conclu-sions de l'enquête publique et le conseil d'Etat. Mais M. Rocard s'en est tenn à son idée initiale. La A 85, déclarée in extremis d'utilité publique, servira de dérivation à Langeais et passera donc en ville sur le bord de Loire. Cette grande transversale est-ouest reliant zon à Nantes ne pourra jamais être élargie à denx fois trois voies en raison du goulet d'étranglement dans laquelle on l'enferme.

Maire en tête, les hahitants de Langeais espèrent qu'au moins on leur épargnera les poliutions et le vacarme de la circulation à grande vitesse en couvrant l'onvrage sur quelques centaines de mètres. Les amoureux dn Val de Loire souhaitent, de leur côté, qu'on en profite pour aménager enfin de manière décente la façade de la ville sur le

MARC AMBROISE-RENDU

« Autoroute Verte » contre « route Bleue » sur la Côte d'Azur

# Le rapport Bourges confirme le projet de doublement de l'A 8 au sud de Grasse



faveur de l'administration. Pour elle, la variante Nord « ne présente aucun avantage déterminant par rapport à la variante Sud », d'un point de vue technique tant qu'écolngique et financier : « Elle dessert mal les zones de développement actuelles ou projetées, et les tests montrent qu'elle décharge beaucoup moins l'autoroute actuelle A 8. » Elle souligne, tnutesois, que, « compte tenu de la qualité du site et de l'habitat existant, toutes les dispositions doivent être mises en œuvre pour résoudre, de façon exemplaire, les problèmes d'insertion de cette voie ».

### Une « monstruense

A ce sujet, la mission « regrette l'absence d'une véritable politique du paysage dans ce secteur très senrecommande « la réalisation concomitante, et même en avance, des aménagements ou créations de roides départementales (...), l'adoption d'une politique foncière énergi-que (...), le développement des transports en commun (...) et in poursuite de la protection des sites (...) ».

Cependant, le rapport n'évoque, nulle part, la desserte des Alpes-Maritimes par le TGV Sud-Est. De même, il élude la question de l'axe antoroutier entre l'Espagne et l'Italie et ne propose aucune alternative dans certains secteurs sensibles, comme celui de Vence et Saint-Paul-de-Vence, nù la future voie est en grande partie souter-

Le rapport Bourges va être porté à la cannaissance des élus et des associations dont on peut, d'ores et déjà, préjnger les réactions négatives. Les uns et les autres ont mul-tiplié, depuis près de deux ans, les réunions de protestation contre le projet. Dans un « exposé » com-mun, les associations ont estime qu'il était « inutile » et constituait les plans », en dénoncant « le lobby en service ca 1998.

du bâtiment et des travaux publics v. Elles nnt prapasé, en cantrepartie, diverses solutions palliatives, « efficaces et moins coûteuses », dont la créatinn d'une « route Bleue » emprumant, en partie, le réseau des voies existant le long du littoral.

(1) Dans les Alpes-maritimes, entre Mandelieu, à l'ouest, et le fleuve Var, à l'est, sur 37,5 km, ont été prévus 21 tun-nels de 15,7 km de longueur cumulée, soit 42 % de tracé en souterraia. D'autre part, sur 21,8 km à ciel ouvert. 18,3 km traversent des zones inconstructibles (naturelles ou agricoles) et, sculement, 3,5 km de zones urbanisées. Scion les pré-visions de l'administration les premiers une monstrueuse erreur sur tous tronçons de l'A 8 bis des reient être mis

# Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION: , PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télex : 261.311 F

Le Monde

Amiré Foataine, president

Françoise Huguet, directeur génére! Philippe Dupuis, directeur commercial Micheline Oerlemans,

directeur du développesient

5, rue de Monttessay, 75067 PARIS Tel.: 11)45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Edité par la SARL le Monde Darce de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Principeux associés de la société : Société civile « Les rédecteurs du Monde ». « Association Hubert-Beuve-Mery » Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises. M. André Fontains, sécual.

Imprimene du = Mande -12.7 M -Gansbourg 94852 IVRY Cedex nmission paritaire des jour et publication, nº 57 347 ISSN :0395-2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE

· Renseignements sur les microfilms et index du Monde au [1] 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article,

**ABONNEMENTS** , place Hubert-Benve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90 SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS FRANCE LUXEMBOURG 400 F 790 F 786 F 1 123 F 1 560 F 1 400 F 2 086 F <u> 1 20 ...</u> 2 960 F

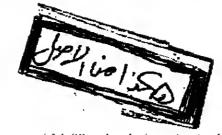
ÉTRANGER: par voie aérienne larif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

ats d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnes sont invités à

### **BULLETIN D'ABONNEMENT**

6 mois 🗆	l an 🛚
Prénom :	
	8
Code postal:	
Pays : _	
	6 mois  Prénom :  Code postal :



10 Le Monde e Dimanche 13 - Lundi 14 janvier 1991 •••

# CULTURE

CINÉMA

# Avoriaz, ou les délices de la peur

Presque aussi célèbre que celui de Cannes, le Festival fantastique présente, du 12 au 20 janvier, 41 films d'horreur ou de l'étrange

Il est tuujours délicieux de remonter à la préhistoire du Festival du film fantastique d'Avoriaz, inventé il y a près de vingt ans pour lancer une uouvelle statiun de sports d'hiver à l'architecture faturiste : on y trouve l'étincelle fondatrice, la légitimité initiale. Le premier grand prix en 1973, est eu effet attribué au moyen métrage (réalisé pour la télé) d'un jeune Américain lucounu de viugt-sept ans . Il s'agissait de Duel de Steven Snielberg.

Depuis a été couronnée une irréfutable brochette de dispensateurs de frissons à intensité variable. De Brian de Palma (Phantum of the paradise, Carrie) à Loe Bessou (pour son premier et meilleur film le Dernier Combat) en passant par David Lynch (Eraserhéad et Elephunt mon), David Crouenberg (Dead Zone et la Muuche) ou, dans un genre plus «hard», Tobe Hooper (Massacre à lu tronconneuse). Sans unblier George Miller et ses

Mad Max. Confurté par nue récente étude de uotoriété de la SOFRES (et désormais presque aussi connu que le Festival de Caoues), Avoriaz propose une 19 édition vigonreuse, éclectique, alliant les variatiuns sur des thèmes éternels (science-fictiun, diableries, réincarnatiun en tout genre) et l'exploration de voies

Parmi les treize films en compétition, un des plus passionnants est aûrement l'Échelle de Jucob d'Adrian Lyne, qui sont le 16 janvier dans les salles, (lire l'article de Henri Béhar). Mais on remarque aussi Wing uf fame, séduisante eroisière dans l'au-delà avec Peter O'Tuole et Marie Triutignant cooduite par un Tchèque vivant au Pays-Bas, Otakar Votocek; White room, très esthétique et troublant exercice de voyeurisme exécuté par la jeune Canadieune Patricia Rozema; A terra cotta warrior, un saut dans le temps de trois mille

ans en compagnie d'un des fameux soldats de terre cuite de l'antique armée chinoise, qui se retrouve parmi unna grâce à une potion massique et au cinéaste de Hong-Kong Ching Siu-tung, l'auteur de Achinese ghost story. On eucore le réjonissant Tales from the dark side où un dangereux cordon bleu s'ubstine à mettre un petit garçon au four, mitonné par John Harrison, une déconverte de George A. Romero.

#### Morbide dégoulinant et pustule féroce

Muins couvaincantes, deux tentatives de fantastique européen, le Secret de Sarah Tombelaine, premier long métrage de Daniel Lacambe, du breton pur granît, (mais il fallait bien un film français), et le Temps des miracles de Goran Paskaljevic, du yougoslave pur mystique.

Hors compétitiun, on trouve un vrai « bizarre» sons bannière française, Farendi, réalisé par Sabine Prenczina, une jeune femme née à Berlin-Est, qui a longtemps vécu en Ethiopie. Raison nécessaire et suffisante pour qu'elle choisisse de traiter dans soo premier film la

quête suicidaire d'un écrivain qui, visitant à Harar la maison où vécut Rimbaud, se laisse aller aux sortilèges d'une poésie inatteignable. Ou, plus classique, mais très sympa dans le répugnant, Arachnophobia, premiers pas dans la miae en soène de Frank Marshall, (heureux) producteur de Spielberg

A noter, prudemment cantonné aux «Minuits d'Avuriaz», un remake de l'immortel (c'est le cas de le dire) Nuit des morts-vivants de George A. Romero (1968), recouso par le maquilleur Tom Savini, prince du morbide dégoulinant et de la pustule féroce (Creepshow, Vendredi 13, etc.)

Et, en apothéose, pour la clôture, une grande bouffée de noir et blanc et de respect au genre, la réédition du Dr Jekyll and Mr Hyde de Victor Fleming (1941), avec Spencer Tracy, Ingrid Bergman, et l'irremplaçable brume de la nostalgie.

DANIÈLE HEYMANN

u Michael Cimino, président du jury. — C'est le cinéaste américaiu Michael Cimino qui préside le jury du Festival d'Avoriaz, en remplacement da Brian de Palma, qui s'est cassé la jumbe.



Tim Robbins dans « l'Echelle de Jacob » Un film d'Adrien Lyne présenté en compétition à Avoriaz

g 124° 99

21 Em.

# Aujourd'hui les démons

Un ancien combattant en proie à des hallucinations : « l'Echelle de Jacob », d'Adrian Lyne

NEW-YORK

correspondence

Vietnam, l'année du cochou. Ayant fumé un joiot, les compa-gnons d'arme de Jacob Singer sont saisis de convulsions et a'entreéventrent. Jacob Singer (Tim Robbins) se réveille eo sueur : il est dans le métro de New-Yurk, il a fait un cauchemar. Atteignant sa statioo, il trouve toutes portes closes et doit s'enfuir per le tunnel partage avec Jezzie (Elizabeth Pena). Bientôt, ponctuées par les explosions du Vietnam, ses hallucinatiuns s'accélèrent. Il se réveille aux côtés de sa femme Sarah et de son fils Gabriel qu'il croyait mort. Sa vie avec Jezzie n'est-elle qu'une illusion? Est-ce sa vie avec Sarah qu'il est en train de rêver? Au fait, est-il vivant?

Lorsqu'un ancien de son pelotou lui dit souffrir des mêmes symptômes, Jacob découvre la cuuspiratiun du silence qui, comme pour les kamikazes de la deuxième guerre moodiale et les grenades au LSD des Vietcougs, entoure les expériences chimiques secrètement conduites par l'armée américaine sur ses propres soldats...

A la fois «fantasmagorie et thriller psychologique», selon Adrian Lyne – efficace réalisateur de Flashdance. Neuf semaines et demie. L'inison futale – et cousio en cela de l'Angel Heart d'Alan Parker (même producteur : Aian Marshail), l'Echelle de Jacob est un échevan complexe de retours en arrière, de fuites en avant, de réel, d'irréel, de surréel, traité dans un style visuel assez époustoufiant.

Adrian Lyne, qui pnise, dit-il, son inspiratiuu dans les tableaux de Francis Bacon, considère qu'ici n'e dési résidait dans la transpositiun de la démonologie traditiunnelle – des humains avec des ailes de chuuve-souris, des cornes, des sabots, des queues... Un enser dansunt à la William Blake. Les démons de Jacob sont nés de la guerre, lis se nourrissent de sang

frais, de corps déchiquetés, ils sont plus proches d'une oberration humaine du type Thalidomide que d'un resour à l'animal.»

Ein il y a pins de cinq ans «l'un des dix meilleurs scénarios non produits par Hollywood», l'Echelle de Jacob est né d'un cauchemar du scénariste Bruce Joel Rubin, également acteur de Ghost. « Des années plus tard, j'ul commencé par raconter ce rève, sans savoir où il allait me mener. J'étais dans le mêtro désert, toutes issues cadenassées. J'Imaginais alors qu'un homme dans cette situation remontait soudain le cours de son existence, rejoignant en celo certaines recherches tibétaines sur le sens de lo vie, des vies, la vie entre la mort et la re-naissance, l'instant crucial uù l'âme largue ses amarres. Mais ce devait être aussi concret et viscèral que possible.»

#### Un grand nounours de 2 mètres

Adrian Lyne a eu l'excellente idée de confier le rôle de Jacob à l'acteur Tim Robbins (Erik le Viking, le dadais de Bull Durham), grand nonnours de 2 mètres qui apporte au personnage son effervescence juvénile, son tempérament comique, évitant au film de sumbrer dans le canebemar absolu: «Il ne fonctionnerait pas si Jacob ne témolgnait d'un grand appétit de la vie», dit l'acteur, porté, lui, sur les superstitions tribales amérindiennes.

« Ceux qui ont peur de la mort, dit Rubin, voient les forces de transition comme des démons qui les arrachent de leur chairt ceux qui s'y ont préparés y voient des anges qui les en libérent. C'est, pour mui, l'idée centrale du film. »

Pour Adrian Lyne, la clé du thriller se trouve dans la Rivière du hibou de Robert Enrico, qu'il a vu plus de trente fois. Il souhaite que, comme son modèle, l'Echelle de Jacob soit « une vraie plongée dans la terreur mais aussi un voyage que les gens auront envie d'entreprendre ».

HENR! BÉHAR

EN BREF

□ Vente aux enchères de la collection Marcos. - Une collection d'argenterie et de tableaux ayaot appartenu à l'ancien dictateur philippin Ferdinand Marcos, vendue aux enchères chez Christie à New-York les 10 et 11 janvier, a totalisé 20,28 millions de dollars (frais compris), soit le double des estimations. Pour 1,6 million de dollars qui iront au gouvernement philippin, – l'Italie a acheté une toile de Raphaël représentant Saiote-Catherine d'Alexandrie destinée à la Galerie des Offices à Florence. Stanley Moss, marchand d'art à New York, a payé 2,31 millions de dollars - qui iront au gouvernement américain - pour le Couronnement de la Vierge, du Greco.

 Cinquième édition du festival « Danse-Émol » à Limoges. — Pour sa cinquième édition, le festival de danse contemporaine « Danse Emoi » présente, du 12 au 31 jan-vier, une douzaine de compagnies chorégraphiques. Parmi lesquelles celles de Cré-Ange, Preljocaj, Dominique Bagonet, Jacqueline Galotta, Dominique Petit, Maria Walsons, etc. Douze spectacles, «éciatés» dans divers lieux, complétés par des expositions et par un colloque (les 26 et 27 janvier) sur le thème : «La perception, le langage et la mise en scène des corps ». Le festival «Danse-Emoi» est coproduit par le centre culturel de Limoges, plus instances artistiques régionales, le ministère de la culture et l'Office national de diffusion artistique.

 Renseignements et contacts : centre culturel, 7, avenue Jean-Gegnant, 87000 Limoges, tél. : 55-34-45-49. Notre avenirus re



# L'été 61

En 1979, Jacques Davila tournait « Certaines nouvelles ». A rapprocher d'« Outremer », le beau film de Brigitte Rollan

Juillet 1961. Pierre, étudiant à Paris, est venn passer les vacances avec sa mère, Hélène, et son beaupère, Jean, tous deux enseignants et Français d'Algérie, dans une maison au bord de la mer, du oôté d'Oran. A côté, vit une jeune femme très fantasque, Mayotte – Bernadette Lafont – dont l'ami, Georges – Roger Hamin – s'absente souvent pour des raisons sans doute politiques. Car, en été sans doute politiques. Car, en été 1961, la guerre civile de l'OAS, après l'échec du putsch militaire d'avril, s'ajoute à la guerre menée par le FLN pour l'indépendance. Hélène, qui écoute à la radio « certaines nouvelles à craint nouvelles a craint nouvelles velles » craint pour Jean, ancien des Brigades internationales, qui ne cache pas ses opinions libérales. Pierre retrouve sa camarade d'enfance, Françoise, fille d'une riche famille dont il est amoureux, mais avec laquelle il ne peut plus s'accorder.

A quelques détails près, cette Fran-coise, interprétée par Caroline Cellier, pourrait appartenir au monde colo-nial décrit par Brigitte Rouan dans Outremer. Ou retrouve une même époque, la fin de quelque chose, et des milieux entrecroisés. Jacques Davila a reçu le prix Jean-Vigo 1979 pour ce premier long métrage et ce n'était pas courant dans le cinéma français d'évoquer, avec cette huidité, les souvenirs de l'Algérie française.

Jacques Davila est né le 25 décem-bre 1941 à Oran, il a donc trente-sept ans quand il réalise Certaines nouvelles pour se souvenir du dernier été

Outremer, de Brigitte Rollan, nous parle autant du cinéma français d'anjourd'hui que des souvenirs de l'auteur. De même, Certaines nouvelles s'inscrit parfaitement dans la fin des aunées 70, dans le bouillannement d'un cinéma d'auteur qui n'a pas encore sominé dans la confusion. On se raccroche à un présent encore supse raccroche a un present encurs sup-portable en disant que l'été ne finira-jamais... Et les Françaises, stupéfaites, regardent un Arabe traverser « leur » plage, la mer rejette le cadavre d'une femme, les masques tombent, un peu comme dans la Règle du jeu de Jean

La « modernité » cinématographique passait encore par une écriture prenant la fluidité de la durée romaprenant la timedité de la durée roma-nesque. On voit bien que Davila est, alors, un héritier de Renoir et de Roger Leenhardt, principalement pour la direction d'acteurs. Dix ans plus tard, le style de Davila anna évo-iné avec la Campagne de Cicéron, et Brigitte Roflan inventera une nou-velle facon de filmer le rassé, les rapvelle façon de filmer le passé, les rap-ports de couples, les sentiments, les leçons de l'histoire.

DESIGN

# Le meuble dans son Salon

Plus de mille exposants, fabricants et créateurs présentent leurs nouveautés

Annoncé comme le « plus grand appariement du monde », le trente-deuxième Salon professionnel du meuble réunit, jusqu'au 15 janvier, à la Porte de Versailles, 1 048 expoà la Porte de Versalles, I 048 expo-sants. Avant les deux autres grandes foires, Cologne et Milan, ce mara-thon en intérieur (17 kilnmétres d'allées) permet de découvrir les nnuveautés, toutes proportions gar-dées. Il faut en franchir des murs-bars, de vilains fautenils crapauds pour arriver an but : 1991! Six ans après l'arrivée des «créateurs», le meuble dit d'avant-garde ne représente que 2 % du marché des styles moderne et conlemporain, comme le révèle l'enquête réalisée pour l'IPEA (Institut de promution et d'étude sur l'ameublement) par

Jean-Luc Excousseau. Leurs circuits de distribution se limitent en gros aux galeries spécia-lisées. En 1990, le dernier Salon ciôturait la décennie dans un dialogue de sourds. D'un obté, les artistes forgerons arc-boutés sur leurs meubles sculptures néo-haroques, de l'autre, les conservateurs encore tranmatisés par la vague high-tech se barricadant derrière leurs com-modes grand-mère, leurs consoles rustiques. Le Nombre d'or du mobilier enntemporain, récompense décernée cette année à la petite sociélé toulousaine Carsalade, est

peut-être un symbole d'unverture. Ces étagères, ces semainiers aux façades galbées, ces menbles Minitel, vendus à des prix accessibles, semblent admettre leur époque. Ils témoignent d'une tentative de correspondence entre le savoir-faire tra-ditionnel et l'air du temps. Parallèle-ment, le genre «prointype» ne semble plus faire l'unanimité des jeunes signatures. Comme si la lutte ponr l'existence avait changé de registre : moins d'exhibitionnisme, plus de générosité.

> Les nouveaux charmes bourgeois

Aprèa les échees successifs du minimalisme chromé, de l'arabesque dorée, on marque une pause. Dens l'espace du VIA (Valorisation de l'innovation dans l'ameublement) considéré comme la vitrine du laboratoire, les menbles de fakirs, les caricatures se raréfient, le pastiche s'allège en clin d'œil (secrétaire viperella de Svivia Corette, tables de rella de Sylvia Corette, tables de chevet éclairées d'Erie Gisard), les piètements s'affinent en jambes de gazelle, le bois se mêle harmonieuse-ment au verre (table perie de Nicole

Créateurs et éditeurs s'intéressent aux rangements les plus quotidiens (MF de Saint-Félix, Hitachi Design,

Le Geff-Guillou, Siae) et, grâce à l'usage de bois clairs, des tiroirs, des portes secrètes, l'idée du bureau en chambre se profile dans une synthèse réussie travail-plaisr. Les nou-veaux charmes bourgeois dont parle Jean-Luc Excousseau, la fascination pour les meubles aux noms d'autre-fnis (chiffonnier, bonheur-du-jour, confident) la vague authentique, le retour aux valeurs du sweet home et la redécouverte de la France de Pagnol, ou de Trenet, imprégnent équitablement ce Salon très douce France. Un mélange de simplicité, de fraicheur qu'un retrouve, à des niveaux bien sûr différents, dans une grande ode au naturel.

L'adjectif « moderne » s'applique sans retenue à la méridienne de Puppa-Raggi (Roset), aux canapés-housses, volumes nets dont les conssins sont souples comme des taies d'oreiller (Coulin, Didier Gomez

pour First Time), avec roulettes et discrètes poignées co laiton cachées derrière le dossier (André Putman pour CMB Création), en lin naturei brodé (Garouste et Bonetti).

Les Italiens, largement représentés ici à travers le stand de leur Institut du commerce extérieur, ont encore des leçons à donner aux Français : en témoignent ces formes libres, sensuellement futuristes - en particulier l'extraordinaire canapé rouge vif du Japonais Kita pour Moroso – qui redninent an design toute sa définition : le projet.

LAURENCE BENAIM

➤ Parc des expositions de la porte de Versailles ouvert au public ce 12 janvier de 12 heures à 19 heures. Aux professionnals jusqu'au 15 jenvier de 9 h 30 à 19 heures. Tél :. 40-76-45-00.

## La Biennale des tissus

Ouverte au public pendant cinq jours (36 000 visiteurs en 1989), an famille, voilà, semble-t-il, les la Biennale dea éditeurs de la décoration ressemble, sous la coupole du Grand Palais, cent un professionnels dans une extraordinaire débauche de tentures, de nteries, de voilages.

Plus cossue que jamais, cette cinquième Biennale met à l'honneur la maison-refuge, habillée, drapée, houssée : 7 500 mètres carrés de cloisons tendues de tissu, 6 000 mètres carrés de velum, une profusion de plantes propicales pour ce qui amballe tous les cultes du moment : le voyage. L'apulence joue cette année les aventurières. L'heure est aux comosités» plus cosmopolites, aux souvenirs de vacances par procuration : Lubéron, Europe Turquie, Triangle d'or...

Commerce oblige (Pierre Frey vient de signer un contrat de distribution exclusive avec la That Silk Company, une firme aux sept cents références), les palettes gagnent en Intensité, les objets, bougeoirs et poteries ethniques sortent des malles : ca sont des orange profond, des bleu indigo, des vert lagon, des brun chocolet qui colorent ces stands à l'allure séculaire. Là une maison de planteur (Rubelli), un cebinet d'odalis que (Houles), ici une tente néoberbare, un petio aux murs terracota et banquette en fer forgé

Oublier la ville, cultiver son jardin

grandes idées des décorateurs, qui proposent des voyages immobiles et sereins en se référant aux récentes axpositions telles que « Matisse au Maroc » (MOMA), « Mexico, Splendors of Thirty centuries » (MET) à New-York, « Les papiers peints panuramiques » (Musée des arts décoratifs, Paris). Les caravanes passent : jacquards « point de fez », broderias d'étolles, cotons aux pigments naturels, ocre, sable (Etamine), embrase « Sultane » chez Houlès, gamme « Khôl », « Kasmir », « Samarkand » (Fardis). Les soies, les moires, las ikats, les cashmeres, les indiennes s'affichent à prix couture : 1 200 F le mètre de jacquard « Parnir » à motif kilim chez Nobilis, tissu d'ailleurs adap-

table en tapis. Autre grande source d'inspira-tion, le dix-huitiàme siècle, titillé per une écologie bon chic, bon teint - Pierre Frey, Manuel Canovas. Restent les Invitations moins nostalgiques à la paresse : lins au pochoir de Robert La Héros (Nobilis), baurrettes imprimées de motifs au fusain (Etamine). Au royauma da l'abondance et des souvenirs qui rassurent, même la créatinn se donne des eirs pati-

► Blennale des éditeurs de la décoration. Grand Palais. Jus-qu'au 16 janvier, de 10 heures à 19 heures. Entrée : 65 F. ou 135 F avec une carte perma-

**ARTS** 

# Les travaux et les prix

Que fait-on dans les ateliers de l'Ecole nationale des beaux-arts? Réponse en quarante-deux noms inconnus

beaux-arts expose les travaux des éléves diplômes avec félicitations au terme de la dernière année scolaire. Rien de bien surprenant, rien de bien intéressant là-dedans? Erreur. Depnis des années, nuile exposition publique ne permettait plus de savnir ce qui s'apprend et se confectionne dans les ateliers du quai Malaquais. Cette discrétinn quai Maiaquais. Cette discretini passait pour l'aveu d'une crainte, celle de révéler des œuvres qui ne méritaient pas de l'être. Désormais, la pulitique inverse trinmphe : il suffit d'entrer pour voir. Aux professeurs et aux élèves de se montrer à la hauteur des cir-

L'Ecole nationale supérieure des

Ont-ils réussi? Inégalement, mais suffisamment pour que l'ensemble - quarante-deux artistes diplômés, nue centaine d'œuvres en tout – se voie avec curiosité et, de temps en temps, avec plaisir. Avec curiosité parce qu'il instruit autant sur les professeurs que sur leurs disciples. Il est des chefs d'atelier dont l'enseignement se recommande par son libéralisme, tels, semble-t-il, Buraglin, Cueco ou Segni, el d'autres qui admettent, à moins qu'ils ne le souhaitent, être plagiés. Chez Christian Boltanski, on fait du Boltanski-bis, natureliement moins bon que le Boltanski authentique, Chez Gafgen, la notion d'antorité n'a rien perdu de sa vigueur.

Le plaisir est celui de la décou-

verte. Lesquels de ces lauréats de vingt-cinq ans accumpliront une œuvre consistante? A cet exercice de prophétie aléatoire, le critique court le risque de se tromper à tout coup. Il s'aventurera néanmins jusqu'à suggérer que les toiles de Françoise Rulland, les installa-tions sculptures de Fabien Lerat et, pent-être, les gouaches d'Alexandre Varobieff, tous vus ici pour la première fois, annuncent du savnir-

faire et de la force. Aux élèves de l'Ecole ont été jnints les douze artistes sélectionmás ses pour un prix attribué par un mécène. l'assureur Gras Savoye. Parmi eux des noms déjà parvenus à la notoriété, Vincent Corpet et Bernard Pifaretti, et deux nonvelles venues de qualité, Carole Benzaken et Valérie Favre.

Le prix lui-même a été attribué à Camille Saint-Jacques, peintre indéfinissable, détnurneur d'images anciennes et actuelles, de Hogarth à Mandrian, et analyste ironique du désordre esthétique d'aujnurd'bui. Ses tableaux démontrent autant d'élégance que de subtilité, ce qui devrait leur valuir un prompt succès – du moins s'il demeure quelque trace de logique dans le système de l'art contemporain.

PHILIPPE DAGEN

► Ecole nationale aupérieure des beaux-arts, 17, quei Melaqueis, 75007, Tél. : 42-60-34-57 ; jusgu'au 27 janvier.

ai nous regarde



La chimie fait évoluer la condition des hommes.

Partout. Dans tout.

Tirant ses ressources de l'air, de l'eau et de la terre, elle-doit utiliser ces éléments sans en perturber l'équilibre. Pour une chimie

constamment novatrice, c'est un dési permanent. Et l'un des grands défis du monde. Pour Atochem c'est un engagement.

elf aquitaine LA CHIMIE DES GRANDS DÉFIS

#### CINÉMAS

#### LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

SAMEDI
Delphine Seyrig: Aloise (1875), de Lifiena de Kermadec, 15 h; 9achs Pfroeff: l'Année dernière à Marienbad (1881), d'Alain Resneis, 17 h; Carre blanche à Gérard Courant: l'Homme à la Caméra (1929), de Dziga Verrov, 18 h; Gérard Courant: les Avenures d'Eddle Turley (1887), de Gérard Courant. 21 h; Selle Lotte Eiener: Carre blanche à Gérard Courant: Cinématon (1878-1987), de Gérard Courant. 14 h 30. 1987), de Gérard Courant, 14 h 30. DIMANCHE

Emile Georges de Mayst : lea Atouts de M. Wens (1946), de E. G. de Meyst, 15 h ; Ugo Tognazzi : la Souteneur (1961, v.o. a.t.), d'Ugo Tognazzi, 17 h ; Carte blanche à Gérard Courant : 17 h; Carte blanche à Gerard Courant : La Passion de Jeanne d'Arc (1828), de Cart Théodore Dreyer, 18 h; Carte blanche à Gérard Courant : Une nuit sur le mont Chauve (1933), d'Alexandre Alexeieff, le Jeune File eu carton à chepeau (1927), de Borls Bernet, 21 h; Selle Lette Elsanc : Carte blanche à Selle Lotte Eisner : Carte blanche Gérard Courant : Cinémeton (197: 1987), de Gérard Courant, 14 h 30,

#### PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI Chishu Rvu : 60 ans de cinéma : Kan zashi (1941, v.o. s.t. angleis), d'Hiroshi Shimizu, 18 h ; le Tour d'instroepection (1941, v.o. e.t. angleis), de H. Shimizu,

DIMANCHE Chishu Ryu: 80 ens de cinéme: il était un père (1942, v.o. s.t.f.), de Yesujiro Ozu, 18 h; le Port en flours (1943, v.o. sta), de Kelsuke Kinoshita.

# **GEORGES-POMPIDOU**

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI Zavattini : l'Amour à la ville (1853, v.o. e.t.f.), de Michelengelo Antonioni, Cino Risi, Faderico Fellini, C. Zavattini et F. Maselli, Alberto Lattuade, 14 h 30 ; Sa majesté M. Dupont (1950, v.o. s.t.f.), d'Alessendro Bissetti, 17 h 30 ; Scation Terminus (1953, v.o. e.t.f.), de Vittorio De Sica, 20 h 30.

DIMANCHE Zavettini ; les Enfants nous regarden (1944, v.o. e.t.f.), de Vittorio de Sica, 14 h 30 : Toto spôtre et martyr (1940, v.o. s.t.f.), d'Amleto Palemi, 17 h 30 ; le Dernier Train (1866, v.o. s.t.f.), de Nelo Risi, 20 h 30.

#### AIDEO I HEGUE DE L'AKIS 2. grande galeria, porte Saint-Eus-tache, Forum des Halles

(40-26-34-30) SAMEDI

Paris qui chante : Cabaret : la Nult des cabarets (1851) de R. Alexandre, Femmes de Paris (1953) de Jean Boyer 14 h 30 ; Mariano : Eclair journal, l Chanteur de Mexico (1855) de R. Pot-der, 16 h 30 ; la Temps des idoles : Claude t'es le plue fort (1964) d'Alair de Sédouy et André Harris, l'Idole des jaunes (1878) d'Yvan Lagrange, 18 h 30 ; Show-biz : Publicités Sameri-taine (1960-1868). Actualités Gaumont, Tout le monde il est beau... 11972) de Jean Yanne, 20 h 30. DIMANCHE

Paris qui chante : Chansons mes-sages : Bende annonce : Masculin fémi-nin (1966) de Jean-Luc Godard, l'Une chante, l'autre pas (1975) de Agnès Verda, 14 h 30 ; Gréco : le Désordre à vingt ans (1966) de Jacques Baratier, Juliette Gréco (1889) de Philippe Worms, 18 h 30 ; Dutronc : Publicitée RFP (1881-1985), Jacques Dutronc chemte Le Petit Jerdin (1870) de Dady Devis-Boyer, Jacques Dutronc (1881) d'André Flédérick, 18 h 30; Music-Hall : Etair Journal, Trente-six, c'était aussi... (1870) de Gérard Poltou, la Crise est finie (1934) de R. Slodmak, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (\*\*) (A., v.o.): Les Trois 8sizec, 8: (45-61-10-60); v.t.: UGC Opéra, 8: (45-74-95-40); Paria Ciné I, 10: (47-70-21-71). L'AIGUILLON DE LA MORT (Jap., v.o.) : 14 Juillet Pamasse, 6 (43-28-58-00).

ALBERTO EXPRESS (Fr.) : Cinoches 6- (46-33-10-82), ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.) ; Lucer-

naire, & (45-44-57-34). LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.): Letine, 4- (42-78-47-88); Epše de Bois, 5- (43-37-57-47); Saint-Lambert, 15- (45-32-

RIANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : Le Berry Zabre, 11. (43-57-51-55) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68). BOUGE PAS, MEURS, RESSUS-

CITE (Sov., v.o.): 14 Juillet Pamasse, 6\* (43-28-58-00). LE CERCLE DES POÈTES DISPA-RUS (A., v.o.) : Cinoches, 6- (48-33-10-82) ; George V. 8- (45-62-41-46). LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) :

Gaumont Dpera, 2 (47-42-60-33); Latina, 4 (42-78-47-85); Gaumont Ambessade, 8- (43-58-18-08) ; Les Montpamos, 14- (43-27-52-37). CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES

GOSSES (A., v.f.) : Club Geumani (Publicis Metignon), 8- (43-59-31-97); Républic Cinémes, 11- (48-05-51-33); Grand Pevole, 15- (45-54-46-85) Saint-Lambert, 15, (45-32-91-68). LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONGE (Fr.) : Penthéon, 5- (43-54-

CHRISTIAN (Fr.-Dan., v.o.) : Reflet Logos I, 5- (43-54-42-34). CINÉMA PARADISO (Fr.-tt., v.o.)

Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38); Grand Pavois, 15- (45-54-48-85). LA CITÉ DES DOULEURS (Chin. v.o.) : Républic Cinémes, 114 (48-05-51-33) ; Denfert, 144 (43-21-41-01). CYRANO DE BERGERAC (Fr.): UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50); Sept Per-nassiens, 14- (43-20-32-20).

DAMES GALANTES (Fr.) : Cinoches. 9 (46-33-10-82).
DANCING MACHINE (Fr.): Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

LA DESENCHANTÉE (Fr.) : Pothé Heutefeuille, 5- (46-33-79-38). LA OISCRÈTE (Fr.) : Ga Halles, 1- (40-26-12-12); Geumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Pathé Hautefeuille, 5' (48-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); Saint Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) : La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Fauvette, 13- (43-31-56-86) ; Gaumont Pernaess. 14- (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia. 14- (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15- (46-28-42-27); Pathé Wepler

I, 18- (45-22-47-94) ; La Gambetta. 20 (46-36-10-96). DO THE RIGHT THING (A., v.o.) Cinoches, 6. (46-33-10-82). EUROPA EUROPA (Fr.-Ali., v.o.)

Sept Pamassiens, 14 (43-20-32-20). LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin. v.o.) : Républic Cinémas, 114 (48-05-51-33) ; Denfert, 14- (43-21-41-01), GASPARD ET ROBINSON (Fr.) Gaumont Opére, 2- (47-42-60-33) : Gaumont Ambassede, 8- (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14- (43-27-

INVITATION

AVANT-PREMIERE DU FILM

HENRY V

le MARDI 15 JANVIER

au KINOPANORAMA

AFMD vous prie de retirer

vos invitations

le lundi 14 janvier

à partir de 10 H 00 au

**CLUB DE L'ETOILE** 14, rue Troyon

> 75017 PARIS metro: ETOILE

1 invitation valable

pour deux personnes

de cette annonce,

dans la limite

des places disponibles.

GHOST (A., v.o.) : Ciné Beaubourg 3- (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6- (42-

25-10-30) : UGC Normandie, 8- (45-63-18-18); UGC Bierritz, 8- (45-52-20-40); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20); v.f.; Rex, 2- (42-38-83-93); UGC Montparnesse, 6- (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Fauvette, 13- (43-31-56-86) ; Pathé Cli-

rainetts, 13 (43-31-6-6); Paina La-chy, 18 (45-22-46-01). LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Latina, 4 (42-78-47-88); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37). LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14). HALFACUINE (Fr -Tun., v.o.) : Sept

Pamassiena, 14 (43-20-32-20).

HENRY & JUNE (\*) (Fr., v.o.) Cinoches, 8- (48-33-10-82).

v.o.) : Cinoches, 6\* (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15\* (45-64-48-85). MAMAN, J'AI RATE L'AVIDN (A. iv.o.) : Forum Horizon, 1= (45-08-|57-57) : 14 Juliet Odeon, 8- (43-25-

LES LIAISONS DANGEREUSES (A.

57-57): 14 Juffet Odéon, 8 (43-25-59-83): George V, 8 (45-82-41-46): Pathé Marignan-Concords, 8 (43-58-82-82): 14 Juffet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79): v.f.: Forum Horizon, 1 (45-08-57-57): Rex. 2 (42-36-83-93): 14 Juffet Odéon, 8 (43-25-59-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); George V, 8 (45-62-41-46): Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-58-82-82): UOC Blarritz, 6- (45-82-20-40); Pathé Français, 9- (47-70-33-88) ; Les Nation, 12- (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-

### LES FILMS NOUVEAUX

CERTAINES NOUVELLES. Film françale de Jacques Devila : L'En-trepot, 14- (45-43-41-63). OESPERATE HOURS. (\*) Film

OESPERATE HOURS. (\*) Film americain de Michael Cimino, v.o.: Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36); UGC Odéon, 6° (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6° (45-74-84-94); UGC Champa-Eysdea, 6° (45-62-20-40); v.f.: Rex., 2° (42-38-83-93); UGC Montpernasse, 6° (45-74-94-94); UGC Opéra, 9° (45-74-96-40); UGC Lyon Baatille, 12° (43-43-01-58); UGC Gobelina, 13° (45-61-94-95); Mistral, 14° (45-38-52-43); UGC Convention, 15° (45-74-93-40). LYONGCISTE, LA SUITE. (\*) Fâm américain de William Peter Blatty.

L'EXORCISTE, LA SUTTE. [1] Farn sméricain de William Peter Blatty, v.o.: Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); George V, 8" (45-62-41-45); v.f.: Pathé Français, 5" (47-70-33-88); Fauvette Bla, 13" (43-31-60-74); Pethé Monparnasse, 14" (43-20-12-06); Pathé Wepler II, 18" (45-22-47-94); Le Gambetta, 20" (46-38-10-96). L'EXPÉRIENCE INTERDITE. (\*)

Film américain de Joël Schumacher, v.o. : Forum Horizon, 1" (45-08-57-67) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignen-Concorde, 8- (43-59-92-82) ; UGC Normandle, 8\* (43-69-92-82); UGC Normandia, 8\* (45-63-18-19); Sept Pames-siens, 14\* (43-20-32-20); 14 Juliet Beaugrenelle, 15\* (45-75-78-79); v.f.: Rex, 2\* (42-38-83-93); UGC Montparnesse, 6\* (45-74-84-84); Peramount Opéra, 8\* (47-42-68-31); Lea Nation, 12\* (43-43-04-67); UGC Lyon Bastile, 12\* (43-43-01-69); UGC Gebelins, 13\* (45-61-94-95); UGC Gebelins, 13\* (45-61-94-95); UGC Gebelins, 13\* (45-61-94-95); UGC Gebelins, 14\* (45-36-51-94-95); Mistral, 14 (45-36-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pethé Wepler, 18 (45-22-48-01).

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR. Film finlandeis d'Aki Keurismaki, v.o.: Forum Orient Express, 1" (42-33-19-88) ; Publicis Champs-Elysées, 8-(47-20-76-23) ; La Bestille, 11- (43-07-48-60) ; Escurial, 13- (47-07-

JU DOU. Film chlnoie de Zhang Yi-Mou, v.o.: 14 Juillet Oddon, 8-(43-25-59-83); Les Trois Babze, 8-(45-61-10-60); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Geumont Par-nasse, 14- (43-35-30-40).

KORCZAK, Film polonals no-français d'Andrzei Wajde, v.o. : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38) ; UGC Rotonde, 6- (45-74-94-84) ; UGC Triomphe, 6- (45-74-93-50)

L'HOMME AU MASQUE O'OR (Fr.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) George V. 8: (45-62-41-45) Sept Parnassiens, 14: (43-20-32-20). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82).

LACENAIRE (Fr.) : Ciné Beaubourg 3- (42-71-52-36) ; UGC Mompamassa 6- (45-74-94-94) ; UGC Oddon, 6- (42-25-10-30); UGC Bierritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-95-40); UGC Lyon Bassille, 12 (43-43-01-69); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mis-tral, 14- (45-39-52-43); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01) ; Le Gembette, 20 (46-38-10-95). LENINGRAD COW-BOYS GO AME-

RICA (Fin., v.o.) : Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) ; Denfert, 14- (43-21-41-01).

14 Juillet Sestille, 11 (43-57-90-81). MILENA. Film français de Véra Belmont, v.o. : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) : UGC Demon, 6- (42-25-10-30); UGC Rotonde, 8- (46-74-94-84); v.f.: UGC Blarriz, 8-(45-82-20-40); Paramount Opére, 9- (47-42-58-31); UGC Lyon Baa-9\* (4/-42-b5-31); USC Lyon Bas-tille, 12\* (43-43-01-58); USC Gobe-lins, 13\* (45-61-84-95); Mistral, 14\* (45-39-52-43); Pathé Montper-nessa, 14\* (43-20-12-06); USC on, 15- (45-74-93-40).

MR. ANO MRS BRIDGE Film américain de James Ivory, V.o. : Goumont Les Halles, 1~ (40-28-12-12) : Publicia Saint-Germain, 6-(42-22-72-80); Germont Ambas-sade, 8-(43-59-19-08); La Bestile, 11-(43-07-48-60); Germont Ald-sis, 14-(43-27-84-80); 14-Juliat sra, 14\* [43-27-84-80]; 14 Juliet Beaugrenese, 15\* (45-75-76-79); Sienvende Montpernasse, 15\* (45-44-25-02); USC Melliot, 17\* (40-88-00-18); v.f.; Geumont Opére, 2\* (47-42-60-33); Seint-Lazare-Pae-quier, 8\* (43-87-35-43); USC Gobe-ins, 13\* (45-61-84-95); Les Mont-parnes, 14\* (43-27-52-37); parnos, 14 (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15 (48-26-

LE MYSTÈRE VON SULOW. Film américain de Barbet Schroader, v.o. : Germont Les Hallea, 1= (40-26-12-12) ; Gaumont Opére, 2- (47-42-12-12); Gaumont Opéra, 2: (47-42-80-33); 14 Juillet Odéon, 8: (43-25-59-83); 14 Juillet Odéon, 8: (43-25-59-83); Gaumont Champs-Elyades, 8: (43-59-04-87); 14 Juillet Bustille, 11: (43-57-90-81); Gaumont Parnasse, 14: (43-35-30-40); Gaumont Alásia, 14: (43-27-84-50); 14 Juillet, Rasuuranalle, 15: (45-75-161); let Beaugranelle, 15 (45-75-78-78); UGC Maillot, 17 (40-68-00-18); v.f.: Paramount Opéra, 9-(47-42-86-31) ; Miramar,: 14-443-20-89-521; Geumo 15- (48-28-42-27).

LE SEUL TEMOIN. Film amédicain de Peter Hyems, v.o. : Forum Horizon, 1= (45-08-57-57) ; Pethé Heutefetifile. 8- (48-33-78-38) : George V, 6- (46-62-41-46) : Pathé Ma gnan-Concords, 6- (43-59-92-82); Gaumont Aldais, 14- (43-27-84-50); v.f.: Pathé Français, 6- (47-70-33-88) ; Fauvette, 13- (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14-(43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 16-(45-22-48-01)

STRANGERS. Film australien de Graig Lahiff, y.o.: Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26).

01-58) : Fauvette, 13- (43-31-56-86) Mistrel, 14 (45-38-52-43); Pethé Montpernasse, 14 (43-20-12-06); Pathé Wepier 8, 16 (45-22-47-84). LE MARI DE LA COIFFEUSE (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-48); Studio 28, 16 (46-06-36-07).

METROPOLITAN (A., v.o.) : Epés de Bois, 5- (43-37-57-47) ; Studio 28, 16-MODIGLIANI (Fr.-IL., v.o.): 14 Juliet Parnesse, 6- [43-26-58-00]. MONTALVO ET L'ENFANT (Fr.

v.c.): Latins, 4- (42-78-47-86). MYSTERY TRAIN (A., v.o.): Utopie Champolion, 5- (43-28-84-65); Denlerz, 14 (43-21-41-01). NEUF SEMAINES ET DEMIE (7 (A., v.o.) : Siudio Galanda, 5 (43-54-72-71) : Grand Pavois, 15- (45-54-

### **PARIS EN VISITES**

LUNDI 14 JANVIER s L'Opéra Bastille. Visite intégrale », 1 heures, fuil d'entrée (M. Hager).

s Nouvelle dation Picasso s. 13 h 30. Grand Palais, entrée de l'exm M. Pohveri. « L'île de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Haussmann », 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris auve-

Conciergerie et Saints-Chapelle », 14 h 30, 1, quai de l'Hortoge (S. Rojon-Kern). « Las poètes et la poésie au Père-Lechaise », 14 h 30, porte principale, boulsvard de Ménimontant (V. de Langiede).

Language,
« Les fastes de l'Opére Gernier,
son histoire, ses salone, eon
fantôme », 14 h 30, hall d'entrés,
statue de Lulii (Arts et caerara). s Hôtels et jardins du Marsis. Place des Vosges », 14 h 30, métro Seint-Paul, sortis (Résurrection du passé). « Quinze passages insoupconnés au cœur de Paris », 14 h 45, métro Paleis-Royal, sortie rue de Rivoli (M. Barassan). era offerte sur présentation

e Le camédrale russe. Histoire de le réligion orthodoxe », 15 heures, 12, rue Daru (P.-Y. Jasiet). e Artistes et artisans du Moyen-Age, sur le chantier des cathédrales. Organisation des chantiers...», haures, metro Temple, sortie

« La montagne Seinte-Geneviève,

du mur d'enceinte de Philippe-Au-guate, et autres curlosités », 15 heures, métro Cardinal-Lamoine (Connaissance d'ici et d'ailleurs). e La maison Opéra, hôtal perticuler de Charles Garrier », 15 h 15, 5, ave-nue de Messine (Tourisme culture).

son histoire, vestiges de l'abbaye et

s Exposition : art ésotérique de l'Hymeleys, le donation Llonel Four-nier » (places limitées), 15 heures, entrée du Musée Guimet, 8, place d'Iéna (Paris et son histoire)...

### CONFÉRENCES

23, quel Conti, 14 h 45 : s te viell homme et la tempête », par Gry de Rothschild (Académie des sciences morales et politiques).

Centre André-Makeux, 112, me de Rennes, 18 h 30 : « Lecture d'une ceuvre : le Printemps, de Botticelli » (Association Palette). 217, boulevard Saint-Germain,

18 h 30 : « Hommage à Affred Malon », avec A. Bachoud, P. Estrade, A. Schulman, A. Sicerd at J.-C. Villegas (Maison de l'Amérique latine). Centre Georges-Pomoldou (selle

Jean-Prouvél, 18 h 30 : « L'œil des graphistes » (Les kindis du CCI).

NIKITA (Fr.) : Lucemaire, 6 (45-44-57-34) ; Gsumont Ambassade, 8- (43-59-18-08) ; Miramar, 14- (43-20-

1'OREILLE (tchèque, v.o.) : Saint-Ar dré-des-Arts B. 5- 143-26-80-261. OUTREMER (Fr.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-28); Pathé Impérial; 2- (47-42-72-52); Les Trois Losembourg; 6: (46-33-97-77) ; George V, 8- (45-62-41-46) ; Sept Pernassions,

14 (43-20-32-20). PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES DU QUARTIER (Esp., v.o.) Les Trois Luxembourg, 8: (46-33-

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Geumo Les Haffes, 1= (40-26-12-12) : Germont Opéra, 2• (47-42-80-33); Pathé Heune-feulle, 6• (46-33-79-38); La Pagode, 7-(47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08); Escurtal, 13• (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) : Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27) : Pathé Waplar II, 16-(45-22-47-94). LA PETITE SIRÈNE (A., v.o.)

George V, 8- (45-62-41-48); v.f.; Rex (e Grand Rex), 2- (42-38-83-93); UGC Montparmessa, 5 (45-74-94-94); George V, 8 (45-62-41-46); UGC Nor-mandie, 8 (45-63-16-18); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); UGC Convention. 15- (45-74-93-40) : Pathé Clichy; 18-(45-22-46-01) ; Le Cambette, 20- (46-36-10-85). PRÉSUMÉ INNOCENT (A., v.o.) UGC Triomphe, 8- (45-74-93-60).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Forum Herizon, 1 145-08-57-57); Pathé impérial, 2 (47-42-72-52); UGC Danton, 8- (42-25-10-30); Pathé Mar Concorde, 8- (43-59-82-82); UGC Normandle, 8 (45-63-16-16) ; 14 Juille Beaugranelle, 15- (45-75-79-79); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); v.f.; Rex. 2. (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31); Les Nation, 12. (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13- (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); Miramar, 14- (43-20-89-52) Pathé Montpernasse, 14 (43-20-12-06); Gaurnort Convention, 15- [48-28-42-27]; Pathé Clichy, 18- [45-22-46-01]; La Gambetta, 20- [48-36-

10-96). PROMOTION CANAPE (Fr.) George V, 8- (45-62-41-46). PUMP UP THE VOLUME IA., V.O. Gaumont Les Helles, 1- (40-26-12-12); Gaumont Ambessade, 8- (43-59-19-08) ; v.f. : Paramount Opéra, 9- (47-42-55-31) ; Les Montpernos, 14-(43-27-52-37). LA PUTAR DU HOI Fr.-IL-BIR

V.o.) : UGC Triomphe, 8- (45-74-QUANO . HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5- [43-

HASPAD (Sov.A., v.o.): 14 Julier Parnasse, 5: (43-28-58-00). REZ-DE-CHAUSSÉE (Sov., v.o.) Cosmos, 8- (45-44-28-80). BOCKY 5 (A., v.o.) : Forum Orien

Express, 1= (42-33-42-28); George V, 6- (45-82-41-48); Paris Marignan-Concorde, 6- (43-69-92-82) ; v.f. : Rex 2- (42-36-83-83) ; UGC Montpa 8- (45-74-94-94) ; Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-84-95) ; Pathé Clichy, -18 (45-22-(8-01); Le Gambetta, 20- (48-36-SAILOR ET LULA (7 (Brit., V.O.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Studio Gelande, 5 (43-54-72-71); Lucernaire, 6 (45-44-57-34); UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40); v.f.; UGC Opére, 8 (45-74-95-40). SKI PATHOL (A., v.f.) : Pathe Fran-

LE SOLEIL MEME LA NUIT (T. Y.O.) : Lucemaire, 6- (45-44-57-34). TANTE JULIA ET LE SCRIBOUIL-LARD (A., v.o.): 14 Juilet Bastille, 1.1 (43-57-90-81). TAXI BLUES (Sc.-Sov., v.o.): 14 Juli-let Odéon, 6- (43-25-59-83).

TILA! Buridhebé. v.o.) : Geumont Lee Hotes, 1- (40-26-12-12) : Bretagne, 6-(42-22-57-87) : Seint-André-des-Aris L. TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.)

Cine Beaubourg. 3- (42-71-52-36) Epse de Bois, 5- (43-37-57-47): LES TORTUES NINJA (A., v.o.) Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26); v.f.; Forum Orient Express, 1º 42-26); v.f.; Forum Orient Express, 1\*
(42-33-42-26); Rex., 2\* (42-36-83-93); George V, 3\* (45-62-41-46); Paramount Opéral, 9\* [47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12\* (43-43-01-59); Fauvetté Bis, 13\* (43-31-80-74); Misoral, 14\* (45-38-52-43); Pathé Montage parnasse 14 (43-20-12-06) ; Kinopa-norama 15 (43-08-50-50) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-45-01); Le Gem-berre, 20- (45-36-10-66). TOTAL RECALL (") (A., v.o.)

George V. & M5.62-41-46]. UN ETE APRÈS L'AUTRE (Fr.) : Epée de Bois, 5 143-87-57-47). UN THE AU SAHARA (Brit, v.o.): Forum Orient Express, 1" 42-26) ; USC Odéon, 8- (42-25-10-30) ; Publicis Chemps-Elysées, 8-(47-20-76-23); Signwende Montpernasse, 16 (48-44-25-02); Kinopenaras, 15 (43-06-50-50).

URANUS (Fr.): Forum Horizon, 1-(45-09-57-57); Pathé Impérial, 2-(47-42-72-52); Rex. 2- (42-36-83-93); Bretagne, 8- (42-22-57-97); UGC. Odéon, 6- (42-25-10-30); La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; Pathé Franrais, 8- (47-70-33-88) : Les Nation, 12--143-43-04-67) : UGC Lyon Bestille, 12-

(43-43-01-59) ; Fauvette, 13: (43-31-56-88) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugreneile, 16-(45-75-78-79); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Maillot, 17-(40-68-00-18); Pathé Wepler, 18- (45-22-46-01) ; Le Gembetta, 20- (46-36-LA VILLE LOUVRE (Fr.) : Les Trois

bourg, 6- (46-33-87-77).

#### THEATRES

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62).
Mystère Bourvil : 20 h 30, dim. 18 h.
ARCANE (43-38-19-70). La Femme
sens nom : 20 h 30, dim. 17 h.
ATALANTE (46-08-11-80).
L'Amour : 20 h 30, dim. 17 h.
ATELIER (48-08-49-24). Le Makre da go : 21 h, dim. 15 h 30. ATHENES-LOUIS JOUVET (47-42-

\$7-27), Satie C. Bérard. Une femme : 20 h 30. 20 h 30.

BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3.

QUAI MALAQUAIS) (40-51-94-53).

Exercices de style: 16 h at 18 h 30,
idic. 16 h. La Long Retour Pièces de la
mer: 20 h 30. Do To Folo ou les Falés

d'anour : 22 h.
BEAUNORD-CENTRE WALLONIE BRIXELLES (42-71-26-18). Jacob seat: 20 h 30, dim. 17 h. BERRY (43-57-51-55). Angoleses

divines: 18 b at 20 h 30. Gouttes dans l'Ocien: 21 h 30, den (demère) 17 h. BOUFFES DU NORD (48-07-34-50). La Tempéte : 15 h et 20 h 30. CAFÉ OE LA GARE (42-78-62-51). Ca soir, c'est gratuit : 20 h, Les Femmes des gens : 21 h 30. CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-08-38-74). Le Marchand de Vanise : 20 h 30, dim. 18 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE, OU SOLEIL (43-74-24-08), iphigénie à Aulia en alternance : 18 h 30, dim. 13 h. tohigénie à Aulia, Agamemnon ; 19 h 30, dim. 13 h.Dim. Agamemnon en alternance : 13 h. CAVEAU OE LA RÉPUSLIQUE (42-78-44-45), Le fond de l'air effraie : 21 h. dim. 15 h 30. CENTRE GEORGES-POMPIDOU

(42-74-42-18). Une saison en enfer : 21 h dim 17 h. CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Monsieur l'ambassadeur revient du Japon : 21 h. CHATELET-THÉATRE MUSICAL

DE PARIS (40-28-28-40). 42nd Street: 15 h et 20 h 30, dim, 15 h. CINO. DIAMANTS (45-80-51-31). Ubu roi : 20 h 30, dim. 17 h 30. Les Pathárques : 22 h 15. CITÉ INTERNATIONALE UNIVER-SITAIRE (45-89-38-69), Grande salie. Searamouche, Orogues d'amour en alternance : 20 h 30, lur. 14 h 30. La

Galerie, L'Ecole des marie : 20 h 30. La Résearre, Le Seull du roi : 20 h 30. COMMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). Drois de godieri : 18 h et 21 h 30, din. COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21), L'Officier de la garde : 20 h 45, dire 16 h 30. COMEDIE ITALIENNE (43-21-

20 h 30. COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Selle Richelieu. Le Barbier de Séville ou la Précaution inutile : 14 h, mer. 14 b, ven., km. 20 h 30. Le Misanthrope : 20 h 30. Dim. Le Médacin volent, suivi du Médecin malgré lui :

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE (42-21-09-48). La Genèse, d'après la Bible : 15 h et 20 h 30, mar., jeu. 16 h 30. DAUNOU (42-81-69-14). Bon week-end Monsieur Bennett : 21 h, dim.

15 h 30. DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02), Lazare : 20 b 30, clim. 17 h. DEUX ANES (48-06-10-25), L'Humour en coin : 21 h, dim. 15 h 30.
EDGAR (43-20-85-11): Les Bebse-Cadris : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-58-92). Jeanne et les Juges : 18 h et 21 h; dim. 15 h 30. 18 h et 21 h; cen. 16 n su. ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). La Patit Dictateur 26 époque : le Chembre erwehle : 21 h, din. 16 h. ESPACE HÉRAULT (43-29-86-61).

Les Petites Peurs : 20 h 30. ESPACE MARAIS (48-04-91-55), Le Jeu de l'emour et du hesard : 18 h 45, dim. 18 h. Le Mouette : 20 h 45, dim. 20 h. Baudelaire : 22 h 30, dlm. 18 h 45. ESPACE PIERRE CARDIN (47-05-

27-10). Un peuple fou de théâtre : 21 h. ESSAIGN DE PARIS (42-78-46-42). Selle I. Le Tourment de Dieu : 20 h 45. Selle II. Lette et le Conteur : 20 h 30, dim. 16 h. FONTAINE (48-74-74-40). La Clan des veuves : 15 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30.

GAITE-MONTPARNASSE (43-22-

16-18). Coffure pour demes : 17 h 30 et 20 h 46, dim. 18 h.



1. 11 m

•,\*

٠,٠

. ...

Tagran A

. . . . . . . . . .

and the teat

Williams

And the second

14 - 1 to 1 to 1

-15524-

A 1.

T. ..

3 5 5 Am

等点:

Carlo Sandario Carlo

\*Torra to 1

er driet, the

15 to

≥. ....

References a

State of the state of

5... 54 M

market in

. . <del>. . . . . . .</del> .

1 ; ;

Nantes en

442 g.

# HEURES LOCALES

# Le dilemme de Michel Delebarre

Pour réussir malgré le flou de ses attributions, le ministre de la ville devra à la fois bousculer les élus locaux et s'appuyer sur eux

uX banlieusards, an nombre d'nn million et demi, qui souffrent du mal-vivre des grands ensembles, le gnuvernemant a dnne nffert un cadeau de fin d'année : désormais, un ministre d'Esta est officiellement chargé de s'occuper d'eux.

C'est à Michel Delebarre, quarante-quatre ans, jusqu'ici titulaire du portefenille de l'équipement, que le président de la Répu-blique a confié cette tâche diffieile. Maire de Dunkerque, qu'il a enlevée de haute lutte à la droite, passinoné par la ernissance urbaine, qu'il considère comme oo phénomène majeur de cette fin de siècle, soucieux de prendre du poids politique, Michel Delebarre avait sollicité ce poste. Il l'a emporte sur les personslités qui amiont feit act de sur les personnalités qui avaient fait acte de candidature, et surtout sur des concurrents prestigieux, comme Pierre Joxe, Jack Lang, Jacques Chérèque, Claude Evin et Bernard

Michel Delebarre est un homme d'expérience. Comme directeur de cabinet de Pierre Meuroy, alors premier ministre, il a appris à coordonner les actions d'une équipe gouvernementale. Lui-même fut par la suite ministre des affaires sociales, puis de l'équipement. Il sait étudier un dossier et il prend, discon un placific perféculier à récondre les dit-on, uo plaisir particulier à résondre les problèmes les plus épineux. Affable et bon vivant, il a la réputation de travailler facilement avec les outres.

of the graph

1111

145 TO 155

10,44

4-

110.00

-21 -1

Ces atouts oe seront pas de trop. Car le décret qui fixe ses attributions est on ne peut plus vague : le oouveau ministre est peut plus vague: le couvean ministre est chargé a de promouvoir l'essor de la vie sociale, économique et culturelle des villes, d'améliorer le cadre de vie urbain et d'éliminer les exclusions ». Il doit veiller notamment à l'insertion des jeunes et des personoes es difficulté, à la sécurité et à la prévention de la délinquance, a Vaste programme », surait dit le général de Gaulle. En réalité, il s'agit d'abord de panser les plaies des quatre ceuts quartiers les plus met lotis des quatre cents quarties les plus met lotis et de prévenir les explosions du type de celle de Vaulx-en-Vetin. Puis, si possible, de concevoir une politique du développement prbain qui évite l'accumulation, aux françes des villes, de ce qu'on osait appeler naguere le prolétariat.

#### Un imbroglio administratif

Voilà un problème aussi vieux que la monde urbain. Les responsables d'Athènes et de Rome devaient evoir exactement le même il y a plus de deux mille ans. L'urba-nisatioo accélérée – et elle e pris chez nnus une allure fnudroyante depuis trente aus est on des phénomènes les plus difficiles à maîtriser. Les nouveaux venus, tnus en situation plus ou mains difficile, campent aux portes de le cité, la précisément nu les équipements et les services publics sout toujours en retard sur la démographie. Résultat : c'est l'exclusinn de fait.

Si les organismes successifs qui, depnis-dix ans, s'échinent à guérir le mal des grands ensembles (autrefois, la «sarcellite») n'ont pas déniebé le remède miracle, e'est probablement qu'il n'existe pas. Une pléiade d'hnmmes de terrain s'y sont pourtant employés: Hubert Dubedout, Gilbert Bonnemaison, Bertrand Schwartz parmi les plus anciens, Roland Castro, Yves Dauge chez les plus récents. Les bonnes volontés, l'imagina-



tion edmioistrative et l'ergent n'ont pas manqué. Mais les violences qui, en novembre dernier, ont agité Lyon et Paris ont tout remis en question. On evait jusqu'iei répondu à la multiplicité des problèmes par la multiplication des organismes. On s'apercut qu'il falleit uoe « unité de commande ment », autrement dit une autorité politique travaillant sur le long terme. C'est à présent ce que l'on attend de M. Delebarre. Aura-t-il les moyens de cette ambition?

Le titre de ministre d'Etat lui donne protocolairement le cinquième rang dans l'équipe Rocard derrière Linnel Jospin Pierre Bérégovoy, Roland Dumas et Michel Durafour. Mais ses services ne seront que la simple additinn de ceux qui existent déjà : la délégation interministérielle à la ville et la mission Banlieues 89. En tout, une soixantaine de spécialistes dotés de 400 millinns de francs. Puis le décret d'attribution énumère comme une litanie une liste de treote-deux comités, conseils, délégations et directions, placés sous la tutelle d'une douzaine de ministres que M. Delebarre et son cabinet (une quinzaine de personnes) puurraient

mobiliser « en tant que de besain ». On mesure la difficulté.

Uo tel imbroglio admioistratif oe semble pas décourager le nonveau ministre d'Etat. Outre son autorité personnelle, il peut s'appnyer sur une dynamique impressionnante. En mnins d'un mois, et sans respecter la trêve des confiscurs, les événements se sont succédé à un rythme soutenn : le chef de l'Etat et son premier ministre unt fixé les objectifs. Immédietement réuni eo séminaire, le gouvernement a adopté un train de vingt mesures concrètes; deux loia nouvelles unt été mises sur le métier. L'Assemblée nationale a donné ses avis, le ministre a été nommé, et ses attributions approuvées par le Conseil d'Etat. Un démarrage en fanfare.

M. Delebarre n'a pas l'intention de laisser retomber le souffié. Il a commencé sur-lechamp à rencontrer un à un tous ses collègues, les douze ministres avec lesquels il sera amené à travailler. Sans leur concours bienveillant, et celui de leurs services locaux, il sait qu'il serait vite réduit à l'impuissance. Telle est la galère des ministres d'État sans porteseuille. En même temps sont désignés

les sous-préfets qui seront les enrrespondants du ministre de la ville dans les treize départements tenus pour les plus difficiles : les sept départements de la couronne parisienne, le Nnrd et le Pas-de-Calais, In Rhône, les Bouches-du-Rhône, la Moselle et la Haute-Garonne. Ces hauts fonctionnaires seront chargés de mettre en cohérence et d'eccélérer les actions et différents services

#### < NI Zorro ni usurpateur -

Il leur faudra tout de même garder en mémoire l'échec des fonctionnaires fédéraux que l'administration américaine avait expé-diés dans les quartiers à problèmes des villes d'outre-Atlantique entre 1965 et 1967. Les élus locaux en avaient profité ponr se défeusser de leurs responsabilités sor Washington. On en est revenu bien vite. Il est clair, en effet, que toute politique de la ville passe par les conseils municipaux et leur premier magistrat. Sans enx et sans les pouvoirs que leur a donnés la décentralisation, rien n'est possible. Au nom de l'Association des maires de France, dont il est pré-sident, Michel Giraud l'a oussitôt rappelé.

Lui-même maire, Miebel Delebarre s'est entouré d'une équipe comptant uoe demidouzainn d'élus locaux - notamment Yves Dauge, maire de Chinon, et Paul Picard, maire de Mantes-la-Jolie, Avec ses collaborateurs, il ve entreprendre très vite une sorte de tour de France, comme Il l'avait fait lorsqu'il était mioistre des affaires sociales. Dans ses enntects evec les collectivités locales, il ne veut apparaître « ni comme un Zorro ni comme un usurpateur, mais comme un interlocuteur attentif».

La première de ses visites de terrain a été symboliquement effectoée, dès le 2 janvier, au Val-Fourré, l'un des secteurs les plus critiques de l'Ile-de-France, sur la commune de Mantes-la-Jolie. Mais le calendrier législatif ne va-t-il pas tout gâcher? Avant la fin de ce mois, le Parlement examinera en sessinn extraordioaire un projet de loi modifiant les règies de répartitino de la fameuse dotation globale de fonctinnnement (DGF), l'une des ressources des budgets communaux. Il s'agit de distribuer un peu plus de subventinns aux villes en difficulté et nécessairement un peu mnins aux cités opulentes et tranquilles. Un millier de maires concernés sont sur le quivive. A la session de printemps, c'est un pro-jet de loi tendant à éviter la constitution de ghettos qui sera en discussion. Déià l'apposition et le lobby de la construction dénoncent les « effets pervers » d'un texte qui, pour mieux répartir les logements sociaux, nn arriverait à décourager les promoteurs privés et les municipalités qui les favnrisent (le Monde daté 6-7 janvier). Pour mener une vraie politique de la ville, M. Delebarre devra tout à la fais s'appuyer à fand sur les éins locaux et bousculer leurs privilèges. Son parconrs, tout-terrain et semé d'abstacles. ressemble à un steeple-chase.

MARC AMBROISE-RENDU

#### **Fonctionnaires** sans frontières

**STRASBOURG** 

de notre correspondant M. JACQUES CHÉRÈQUE a inauguré, jeudi 10 janvier à Lauterbourg (Bes-Rhin). la première instance transfrontalière da France. Installéa dans l'ancian buraau de donana, à la frontière francoallemande, elle abritera quatre fonctionnaires des deux pays. Cetta callule apécialisée dana la ecopération bilatérala était ia pramiar objectif du pra-gramma PAMINA (Palatinat, Mittiarer Oberrhein, Nord-Alsaea) qui réunit deux landar allamands et la région Alsace et que cetta créatinn dult maintenant amplifier.

Le programme PAMINA – du nam d'un parsonnage da La Flûte enchantée da Mozart - lancé en novembre 1989, prévnit natammant le eonstruction d'un itinéraire cyclable de 26 kilomètres de part at d'autre de la frontière, l'étude d'un écomusée da l'espaca rhénan, ainsi qu'un programme franco-allemand d'acquisitiona da tarrains autour da la rivièra Lauter pour en pratéger l'environnament. Il est largament aidé par das subventinna aurapéannas. Ainsi, sur deux ens, (1990-1991), PAMiNA aura engagé 2 millions d'écus (14 milions de francs environ) payés paur maitlé par les Dauze, pour maitié par les Lander allemands, les collectivités locelas elsaciannas et l'Etat français.

M. Chérèque e indiqué qu'il faudrait trouver un cadre juridiqua edapté à ce typa d'instance, peut-être des a groupements européens d'intérêt public», comme il en axista déià dans le domeine éconoune simplification des circuits finenciers européens, qui oblige les collectivités concernéea à faire une sériauas avance de trésnrarie. PAMINA e demandé près de 5 millions d'écue (35 millians de francs) pour les ennées 1992 à 1994, qui sant débinquéa dans la cadre das projata auropéena INTERREG.

Ce programme, dont le prin-cipe a été adopté l'été dernier par la Commieainn euro-péenne, prévoit une enveloppa Inbale de 800 millions d'écua (4,8 millierds da francs) pour financer à 50 % des projets de coopération transfrontalière. Il intéressa vivemant non aaulement îna partanairea da PAMINA, meia auaai Alsacians. Allemands at Suizaes dans le cadre du comité tripartite, qui a proposé 33 projets

**JACQUES FORTIER** 

# Nantes en quête d'identité

Lasse de son manque de notoriété la cité ligérienne s'en remet aux publicitaires paur lui farger une image

#### NANTES de notre envoyée spéciale

LORS que, depuis plusieurs années déjà, la plupart des grandes villes se sont antribué d'argueilleux qualificatifs, tels que «la surdouée» (Mnntpellier) nu «l'Européenne» (Lille), pour se valoriser oux yeux de leurs rivales, Nentes, septième aggiomération française, ne parvient pas encore à se distinguer. Son nouveau maire, Jean-Marc Ayrault (PS), qui, en 1989, avait manifesté un certain goût pour les slogans en lançant

sa campagne électorale sur le jeu de mots « Passion-Nantes », a demandé à buit agences de publicité locales de trouver « un concept de ville » pour la capitale des Pays-de-la-Loire.

Il faudra éviter « une image-gadget », a toutefois précisé Jean-Marc Ayrault : il s'agit de mettre en évi-dence l'identité de le cité. Or la tâche est malaisée. Si Nantes affiche des performances dans quantité de secteurs (agroalimentaire, nouveaux matériaux, électronique, santé, trafic énergétique, génie nrbain...), aucune activité ne peut lui servir d'embleme, « comme l'aeranautique à

### LIRE ÉGALEMENT.

■ La Guadeloupe retrouve des couleurs a Technopoles : des casis dans le désert de la racherche ■ Fonctionnalres tchèques. à l'école communale francaise . Débat : Comment apprécier le risque financier des collectivités # Bibliographie: Bretagne, à l'ouest

Toulouse, l'automobile à Sochaux ou la porcelaine à Limnges ». En revanebe, la métropole de l'Ouest souffre de quelques elichés tenaces qui mettent au premier rang la construction navale ou la biscuirerie (Choco BN et LU), alors que la pre-mière a totalement disparu et que la seconda est devenne mineure au sein du tissu industriel. Pnur en finir avec ces images passéistes, véhiculées par les Nantais eux-mêmes, le maire a lancé, pendant trois semaines, une vaste opération de communication interne.

#### Un personnage fédérateur

Par le biais d'un jeu-concours, le grand publie a été invité à prendre connaissance des ressources nantaises. Près de buit cents décideurs, ont, en outre, assisté à plusieurs débats organisés par la municipalité, qui leur a présenté une étude sur la représentativité de Nantes. Ce docu-ment, réalisé par l'agence Saatchi & Saatchi moyennant la somme de 1,2 million de francs, constate, au terme d'un millier d'ioterviews... que l'ancienne ville des ducs de Bretagne manque de notoriété, et que sa population est « imprégnée de conservatisme».

Pour certains, uoe telle étude « enfonce des portes ouvertes ». En

revanche, pour Gny Lorant, directeur de la communication de le municipalité, elle a le mérite de confirmer une intuition, « Grace à ce travail, le maire peut énoncer des vérités qui auraient été jugées iconoclastes quatre ans plus lot. »

La plupart des responsables éco-nomiques – qui disposent déjà d'un label géographique, «Nantes-Atlan-tique», valable pour l'ensemble de l'estuaire – apprécient aussi l'initiative du maire. L'homann qui s'était fait le pari de réveiller « la belle endormie» a toutes les chances de réussir, estime Jean-Yves Deleaune, délégné général d'Atlanpole. « C'est un personnage neuf, qui n'a napar-tenu à nucun clan et qui a été bien étu nvec un succès dès le premier tour. Il essaie d'établir des passerelles entre les différentes composantes d'une population complexe, et il sem-ble capable de fédérer beaucoup de Nantais autour d'un même concept. C'est une véritable prouesse dans cette ville qui n'a jamais accepté de leader et qui a étu un nouveau maire tous les six ans depuis vingt ans. » Pour Jeso-Marc Ayrault, l'an-

cienne Venise de l'Ouest dispose d'un autre élément fédérateur: l'eau, et il aimerait bien qu'elle puisse jaillir du futur concept de Nantes.

RAFAËLE RIVAIS

# Hyménée en Pyrénées

L'Aquitaine et l'Euskadi ant naué une véritable caapération internationale

### **BAYONNE**

de notre correspondant E qui n'était à l'origine

qu'une relation économique de bon voisinage s'est très vite transformé en mariage d'amour. La région Aquitaine et la province autonome d'Euskadi n'evaient pourtant en commun que quelques kilomètres de frontière à l'histoire conflictuelle, et un golfe, appelé de Biscaye par les uns et de Gascogne par les autres, hui-même source de nombreux affrontements entre pecheurs. Sans oublier l'héritage, en une indivision contestée, du Pays basque français. Mais les nécessités de la construction européenne devaient, en quelques mois, gommer des décen-nies de méconnaissance, voire d'hostilité entre les deux voisins.

La mise en place an début des années 80 de relations entre les chambres de commerce de Bordeaux, Bayonne, Saint-Sébastien et Bilbao allait servir d'aiguillon oux élus poli-tiques. Le 3 octobre 1989, le président du gouvernement antonnme basque, Jose Antonio Ardanza, et le président d'Aqmitaine, Jean Taver-nier, signaient à Bordeaux un protocole de coopération bilatérale.

Fruit de cet accord, une commission permanente animée par Didier Borotra, vice-président du gouvernement basque, et dotée d'uo budget

de 300 000 écus en 1990 (900 000 en 91 et 150 000 en 92), se mettait aussitôt au travail. Avec deux oiveaux d'application : le «local» pour la mise au pnint et le finance-ment de projets intéressant les deux versants de la Bidasson, et l' «européen» pour des réalisations de grande envergnre, comme le prolon-gement du TGV Atlantique de Dax à Vitoria.

Principale difficulté rencontrée : la différence de classification européenne entre les deux régions. Si l'ensemble de la communauté d'Eus-kadi est classée «zone de conversion industrielle», seul, en Aquitaine, le bassin de Lacq bénéficie de cette appellation, et dispose donc d'aides de la CEE.

Pour Jean Pousset, cosecrétaire evec Jose Mari Munoa de la comnission permanente Aquitaine-Eus kadi, « la plupari des projets trans-frontaliers soulenus par Bruxelles sont en fait des réalisations qui intéressent des zones en bordure de frontière et non à cheval sur celles-ci. Ainsi a-1-on financé la cartographie des Pyrénées françaises au lieu de prendre en charge un relevé concernant les deux versants. Notre commission, en revanche, a décidé de ne retenir que des dossiers ayanı une logique inter-

> PHILIPPE ETCHEVERRY Lire la suite page 14



# Comment apprécier le risque financier d'une collectivité

par Michel Klopfer

MPRUNTEURS structurels, les collectivités territoriales sont assidûment courtisées par les banques, et sur ce marché caractérisé par une très forte concurrence, l'un des princi-paux prêteurs a été en 1989 jusqu'à pratiquer des taux largement inférieurs à ceux auxquels il se refinançait au même moment sur le marché obligataire... Ces pra-tiques commerciales unt été largement influencées par l'opinion communément admise qu'il n'y avait pas de risque collectivité, en vertu de l'article I l de la soi de décentralisation qui permet à un créancier de la collectivité de faire saisir la chambre régionale des comptes en cas de non mandatement d'une dépense obligatoire, telle que l'annuité de la dette. Certaines de ce que cette procédure impliquait l'inscription d'of-fice, par le préfet, des mesures nécessaires à l'équilibre financier (c'est-à-dire des augmentations d'impôts iocaux), nombre de banques n'ont pas tenn compte de la moindre prime de risque dans leurs propositions commerciales, même pour des crédits à quinze ou vingt ans (alors que pour un prêt à une entreprise, le long terme c'est sept ans...). Cette myopie est relatée avec humour par un des principaux prêteurs qui admet que « si l'on avait mis, il y a encore deux ans, une vache dans un pré avec autour du cou une cocarde tricolore, elle obtenuit 10 millions de francs dans la demi-journée!»

Les récents incidents de solvabilité qui ont défrayé la chronique (Angoulème, Plan-de-Cuques et quelques dizaines d'autres cas) ont seconé la profession bancaire en provoquant une révision déchirante du concept de risque. Dans la plupart de ces cas, les taux d'imposition de la commune sont au maximum légal, ce qui interdit tonte mise en œuvre de nouvelles recettes d'équilibre et en outre, dans l'une de ces affaires, le tribunal de commerce a mis directement en cause les banques pour « soutien abusif » (sous-entendu parce que la ville était derrière) d'une SEM qui était en cessation de paiement de fait depuis dix-huit

#### Une analyse en quatre points

Le retour de balancier amène à ce que, d'une part certaines collectivités trop endettées vont être de fait « interdites d'emprunt » et ne pourront done plus investir pendant plusieurs années et que, d'autre part, ce qui est plus grave, les taux d'intérêt risquent de monter pour les 36 000 collectivités du pays, dans la mesure où les banques tiendront de plus en plus compte d'une prime de risque, comme elles le font lorsqu'elles prêtent aux entreprises privées.

Le juste milieu consiste cependant à procéder à une véritable analyse de risque qui dolt impérativement porter sur au moins quatre points : la comptabilité retraitée, l'analyse financière, les marges de manœuvre prospectives et l'action opérationnelle menée par les

1) Les documents comptables sont à regarder d'au-tant plus près que les mailles du filet sont beaucoup plus lâches en comptabilité publique qu'en comptabi-lité privée : il n'y a pas d'obligation d'inscrire une dépense au cours de l'exercice qui lui a donné nais-

Autre difficulté de l'exploitation des documents comptables, la plupart des engagements pris par la collectivité n'y figurent pas. Ainsi du crédit-bail, des risques de change ou de taux entraînés par le recours à l'endettement en devise ou aux nonveaux instruments financiers et surtont des relations avec les différents partenaires: SEM, offices HLM, associations sportives, culturelles, etc. Concernant l'ensemble de ces satellites municipaux, s'il convient de surveiller les garanties d'emprunt, listées en annexe au budget, et dout la réglementation a été renforcée par une loi de

Hyménée en Pyrénées

Sur ce critère seront financés en

1991 plusieurs séminaires et stages de formation, des études de développe-

ment de filières agroelimentaires, la

connexion de centres de recherche et

de pares technologiques, une enquête

sur la langue basque, un magazine bimestriel en français, basque et espa-gnol, des stands parallèles au Salon

Face à la communauté d'Euskadi

oni dispose d'une large autonomie,

d'un budget vingt fois supérieur,

d'une police propre, de deux chaînes de télévision, qui assume seule les

domaines de la santé, de l'éducation

(y compris les universités), des finances, l'Aquitaine n'a, selon Didier

Borotra, aucun complexe, «La loi de décentralisation de 1982 est, de fait,

Europenorama de Munich, etc.

1988, il ne faut pas oublier les antres engagements contractuels dont le créancier ne peut au mienx retrouver la trace qu'en épluchant le registre des délibérations du conseil municipal.

 En matière d'analyse financière, il existe bien des ratios comparatifs qui sont suivis dans les publications annuelles du ministère de l'intérieur. Toutefois les mesures par rapport à une moyenne nationale ne sont guère significatives. De plus, beaucoup de ces ratios n'ont qu'une signification comptable et non financière (en particulier la mesure de l'annuité ou du fonds de roulement où, du fait des nouvelles pratiques de gestinn de la dette, le même chiffre peut résulter d'une excellente qu d'une très meuvaise gestion). Par ailleurs, il existe aussi des ratios rapportant un agrégat éconnmique à la population (par exemple l'encours de la dette par habitant) mais s'ils sont très parlants dans nn argumentaire de campagne électorale, ils ne per-mettent pas de formuler un réel jugement financier.

#### instaurer de nouveaux ratios

Une véritable analyse financière doit s'appuyer sur de nouveaux ratios qui mesureront la réelle marge de manœuvre instantanée, par exemple l'antofinancement (excédent de fonctionnement destiné à financer les investissements) ramené à l'encours de la dette après élimination des distorsions comptables. Ces ratios, inspirés de l'analyse financière des entreprises, commencent aujourd'hui à faire l'objet d'études dans

3) La marge de manœuvre prospective, ou mesure du degré de vulnérabilité future, est un des points essentiels sans lesquels une analyse financière ne per-mettrait de sécuriser que les deux on trois premières échéances d'un emprunt. Ici interviennent les notions de patrimoine public ainsi que de richesse fiscale, laquelle caractérise le plus ou moins grand potentiel de lever des impôts.

Lorsque la collectivité est proche des plafonds, sa marge de manœuvre prospective est faible. D'entre part, si l'essentiel de la taxe professionnelle est concentré sur quesques entreprises, le commune est particulièrement vulnérable à la disparition de l'une d'entre elles. Enfin, c'est l'assiette elle-même qui peut étre touchée ; einsi un département du Midi, qui a pourtant reçu la note AAA lors d'un rating récent, tire le tiers de ses recettes des droits de mutation, lesquels seraient particulièrement sensibles à un ralentissement des transactions immobilières.

4) Last but not least, l'action opérationnelle des collectivités est bien entendu le facteur essential de la mesure du risque à moyen terme. Les élus n'ayant pas, comme les chefs d'entreprise, l'objectif de la dernière tigne du bilan, le préteur qui ne saurait bien sur inter-férer avec les choix de politique publique, devra néan-moins apprécier la logique interne du projet de ville. Ainsi de forts ratios d'endettement, associés à une politique cohérente de développement économique (dont le résultat sera un accroissement de la richesse fiscale), lui apparaîtront de meilleur aloi qu'une attitude malthusienne de repli sur l'existant. Pour apprécier cet aspect, le prêteur doit chercher à se renseign sur les méthodes de management de la collectivité.

L'application de l'ensemble de ces méthodes procure une sécurité du prêteur à 95 %, mais celle-ci peut n'être valable que sur le mandat en cours car les électeurs ne sont pas toujours sensibles à la bonne gestion ainsi qu'a pu le constater un maire de ville moyenne, auteur d'ouvrages réputés sur le management local, et qui n'a pas été renouvelé en mars 1989...

► Michel Klopfer est consultant, meître de conférences à l'ENA et à l'Institut d'études

Inaki Goikoetxeta, vice-conseiller à la

justice et chargé des relations euro-

péennes du gouvernement basque. «C'est un concept qui est compris par les pays de la CEE moins centralisa-

teurs que la France. Une partie du

Pays basque est inclue dans l'Aqui-

taine et par cette coopération nous

pourrons contribuer à son développe

Cet objectif est partagé par les res-

ponsables aquitains puisque les Pyré-nées-Atlantiques est le seul des cinq

départements concernés à disposer

d'un siège à la commission bilatérale

« Dans quelques années, la frontière

qui nous sépare disparaîtra, déclarait il y a un an José Antonio Ardanza.

Alors il ne restera plus entre nous que

les barrières que, par inertie ou par

préjugé, nous n'aurons pas su suppri-

PHILIPPE ETCHEVERRY

ment économique et culturel».

#### AGENDA

□ Ville at développement économique. — La commission des communes urbaines de l'Association des maires de l Association des maires de France organise, en collaboration avec notre journal, les 6 et 7 février à l'hôtel de ville de Cambral, un colloque « Ville et développement économique ». A partir d'exemples concrets seront étudiées la capacité des villes de mettre en œuvre une stratégie de développement, celles de maîtriser l'offre foncière, d'elder les entreprises et de se doter d'un service d'action économique, Le partenariat entre les services publics et privés, la coopération (ou la concurrence) entre les différentes collectivités territoriales, la formation faront également l'objet de débats.

# ► Renseignaments et inscription Association des roeires de France 41, quel d'Orsay, 75007 Paris. Tél. : (16-1) 45-51-66-46.

ti Le Fédération des maires de villes moyennes (FMVM) réunirs plus de cent maires français et européens à Albi, les 24 et 25 janvier, pour réfiéchir à l'evenir de ces villes des la perspective de l'Europe de 1892 de l'Europe de 1992. ➤ Renseignements an (16-1) 49-44-30-00.

a La bilan des comités de bassin d'emploi. — Le Comité de liaison des comités de bassin sason des commes de besein d'ampiol, que préside M. Gérard Delfau, sénateur socialiste de l'Héraut, organise, le 15 janvier au Sénat, une journée nationale pour confronter les supériences e les initiatives lancées par ces organismes depuis 1981, à propos notemment de la gestion prévisionnelle de l'emploi et l'amélioration de la formation professionnelle. Il existe actuellement une centaine de

#### BLOC-NOTES

différentes régions de métropole et en Guadeloupe.

➤ Comité de lieison des comitée de bassin d'emplei, 9 ins Georges Pitard, 75016 Parts. Tel (16-1) 48-42-67-70.

I Musées d'histoire naturalle. La Fédération nationale des communes pour la culture (FNCC) organise deux journées de réflexion sur la place des musées d'histoire neturelle dens les communes, les 25 et 26 janvier, au Muséum d'Orisens. La FNCC airment rue la mélératre de aimeratt que le ministère de l'éducation nationale, auquel sont rattachés ces musées, prenne misux en mains leur gestion, qui, à l'heure actuelle, est souvent assurée par les collectivités

### CONTACTS

a Le congrès de l'AMF en cassettes vidéo. - L'Association des maires de France (AMF) vient de réaliser pour les maires et les associations départementales intéressées deux cassettes vidéo de son 73º congrès, les 23 et 24 octobre demier. La vidéo des débats reprend les temps forts du travel en commission et des discours de la séance piénière. L'autre, plus générals, couvre, outre les grands débats, les remises de récompanses, les remises de récompenses stands des exposants et l'animation au sens large de la manifestation. D'une durée de dix à douze minutes, elles coûtent 200 franca pièce (290 francs les deux en port payé).

Commandes et règlement à Non Alexandre, 4, rue Pierre-Brossolette, 92130 Issy-les-Moulinseux, Tél : (1) 45-38-27-27.

TI L'IGN sur Minitel. - L'IGN diffuse pour la première fois une base de données de nivellement sur Minitel, qui présente les 30.000 repères (points dont on connaît l'altitude précise) de la région Rhône-Alpes. Elle s'acresse aux professionnels de l'accesse aux professionnels de l'eméragement et de la gest des buit départements rhôns est permet une mise à jour. permanente des données. Pour consulter, l'utilisateur doit composer le 36-29-01-29, puis

wadeloupe reta

### **PUBLICATIONS**

Décision locale, une nouvell iblication sur les collectivités territoriales, paraît depuis le 1- décembre. Il a agit d'une lettre quotidienne axée sur l'information téconomique et diffusée par télécopie. Dirigée par Michel Bérenguer, ancien journaliste de la Gazette des communes, de la Vie publique et du Quotidien du meire, cette lettre est publiée en catoolistie par le Edisione du association avec les Editions du

u La commune et ses déchets. - L'élimination des déchets est

Papyrus.

Prbx : 1 995 frames pour 288. numéros. Renseignements au |16-1| 43-55-64-74. Fax : |16-1| |40-21-81-07.

devenue l'une des principa préoccupations des maires. Quelles sont leurs obligations et leurs compétences ? De quels leurs compatences? De queis
, moyens techniques et financiers
disposent-its? Que valent les
expériences originales menées en
France et chez nos voisins?
Francis Chalot apporte à cas
questions les connaissances et la capacité de synthèse d'un spécialiste, puisqu'il est chargé des résidus urbains au ministèn

#### L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

«LE MONDE »/ECONOMIE/INSEE

# La santé économique des régions

nées seulement, même significatives, est forcément simplificateur. On en a la retenu quatre (cf. graphi-

sempenamen. Un en a la retenu quatre (cf. graphi-ques ci-dessous), suivies depuis 1986 :

- la valeur sjoutée par habitant, qui traduit le potentiel productif régional des secteurs agricols, industriel et tertiaire ;

- le salaire moyen par tête :

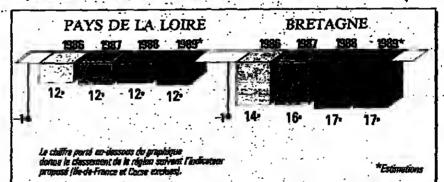
 la taux de chânage ;
 le taux de création d'entreprises ; c'est-à-dire le repport du nombre de créations d'une sunée au stock d'antreprises existantes au 1º janvier de l'an-

Le vision d'ensemble apparaît contrastée. Le Monde a donc demandé à l'INSEE de tenter une représenta-tion synthétique de l'évolutin de ces quatre varisbles. L'exercice est difficile : derrière le simplicité du nombre unique se cachent en effet les conventions

La situation économique des régions françaises dont il résulte et qu'il faut expliciter pour l'Interpré-évalue. En rendre compte à travers quelques don-ter, d'ailleurs avec prudence. ter, d'ailleurs avec prudence. Les conventions reteaues les pour combiner les en composantes principales effectée sur vingt

régions métropolitaines (hors lle-de-France et Corse, que leurs caractéristiques éloignent trop des autres régions). Elles conduisent à retenir les cofficients de + 0,83 pour la valeur ajoutée par habitant, + 0,14 pour le salaire moyen, - 0,19 pour le taux de chômage et + 0,03 pour le taux de création d'entre-

Chacune des variables observées se distribue autour d'une moyenne nationale (toujours lie-de-France et Carse excluss) qui s été ramenée à zéro. La moyenne de l'indicateur synthétique régional est donc nulle per construction.



PAYS-DE-LA-LOIRE: 12-PAYS DE LA'LOIRE BRETAGNE Pour aucuna des varisbles, la région des Pays de la Loire n'est dans une situation mediaure que la moyenne des régione de province. Mais elle ne s'éloigne jamais non plus sensi-blement de cette moyenne : le salaire moyen et le valeur ajou-tée per habitant lui sont ten peu inférieure, le teux de chômage légè-rement supérieur, le teux de création d'entreprises un peu su-dessous. L'Indicateur d'ensemble place donc les Pays de la Loire en tête de la seconde moitié des réginns fran-çaises. Indicateur et reng restent stables depuis 1986, la beisse depuis 1900, la nelas-relative de la perfor-mance de l'économis régionale (mesurée par la veleur ajoutée par habitant étant compen-sée par une décroissance du reux de chêmage un peu plus rapide que dans la reste

BRETAGNE: 17. De faibles niveaux de salaire moyen et de la valeur ajoutée per hebitent eexpliquent la position de la Bratagne. T. .

State .

4Pa4 at a

Seul le taux chômage est proche de la moyenne des régions de province. L'indicateur synthéti que s'est légèrement dégredé depuis 1986, en raison d'une faible progression relative de le valeur ejoutée par habitant. L'industrie bretonne est an effet très spécialisée dans l'egro-alimentaire et, per conséquent, pénali-sée par le baisse de la valour sioutée d'ensem

### BIBLIOGRAPHIE

dépassée. Au grand dam de certains

fonctionnaires cocardiers, nous faisons

de la politique internationale». A ceux

qui reprochent cette alliance avec des

«séparatistes basques», il répond : «Ce sont des fédéralistes européens et

leur projet cadre parfaitement avec le rapport Europe 2000 présenté récem-

ment par la communauté euro-péenne » (le Monde du 23 novembre

Même franchise des représentants

basques, pourtant critiqués par des nationalistes radicaux qui considèrent

que la «nation basque» se rabaisse à

traiter ainsi avec une simple région

administrative française. « Dans le

grand bouleversement dont commen-

cent à faire l'objet les Etats-nations

d'Europe, nous préférons nous définir comme une euro-région », déclare

### « Bretagne : A l'ouest, du nouveau ! »

DU saint pape Cornély à Alexis jets utopiques (Brest, fintur port euro-Gourvennec en passant par péen d'éclatement pour les conte-Ernest Renan, Bertrand Cousin brosse un tableau érudit et captivant de l'histoire de la Bretagne. A une époque où la seule évocation de «peuple» corse fait des vagues dans les partis politiques, l'ancien député RPR des Côtes-d'Armor et actuelle-ment conseiller municipal (d'opposition) de Brest ne craint pas de parler du peuple breton en écrivant : « Les peuples qui n'ont pas de mémoire n'ont pas d'avenir. »

Au fil de pages passionnées au point de verser parfois dans des pro-

neurs I), le directeur général adjoint da groupe Hersant étudie tour à tour, exemples et tableaux à l'appui (et malgré des charges inutiles et gratuites contre les responsables nationaux on locaux socialistes), les périodes de gloire (maritime) et de déclin, l'économie, la culture, l'édncation, les chances de la Bretagne dans l'Europe, si elle sait se montrer créative. Et en hommage à René Pléven, il rappelle cette phrase de l'ancien président du Conseil : «L'Europe commence à l'océan.»

Mais Bertrand Cousin est d'abord un homme politique. Du début à la fin Bretagne : à l'ouest, du nouveau apparaît comme un exposé des motifs d'un véritable programme électoral. Il ne serait pas étonnant que l'anteur brigue la direction de la liste de droite en 1992 aux élections régionales.

FRANÇOIS GROSRICHARD

➤ Bretagne : à l'ouest, du nou veau!, par Bertrand Cousin. Editions Jean Picollec, 205 p.,

du peys.

### HEURES LOCALES

# La Guadeloupe retrouve ses couleurs

Un an après le passage du cyclone « Hugo », les élus de l'archipel croient plus que jamais à l'avenir d'un tourisme maîtrisé

POINTE-A-PITRE

de notre envoyé spécial

E cyclone Hugo e dévasté la Guadeloupe le 16 septem-bre 1989. Aujourd'bui, quelques cocotiers accusent encore le ciel de leurs moignons déchiquetés, mais la végétation tropicale e recouvert la plupart des traces de son passage.

Water Ed. of all Parties in

n darie in

William Con.

11 4/2 74

and the man

Truppe El

T : 12 2- ...

Postar program

4-1 6 ... 7 ... 2...

A COUNTY OF

and the same

The state of the state of

Figure 1 to Birth

The A SALES

CONTRACTOR

Commence of the

toral series

Francis,

3000 200

er ar arm

13 21.6.

and the endings

A Company

e in Language

M. Company

La nature e pansé les plaies, les hommes tentent maintenant de reprendre confiance. Le conseil régional, qui s'est pour la première fois impliqué dans l'organisation de la Route du Rhum, a pu peser les bénéfices de son investiss de 5 millions de francs. Par la grâce de Florence Arthaud, le 18 novembre 1990 est devenn une date bistorique de la conquête des mers à laquelle le nom de la Gua-deloupe restera associé.

La campagne publicitaire enga-gée en métropole à cette occasion e également sans doute participé au rétablissement d'une image que chacun voyait très compromise un an enparavant, Dès décembre, un mois evant l'ouverture traditionnelle de la saison touristique, les 4 700 chambres d'bôtels de l'île étaient pratiquement toutes occu-

Les Guadeloupéens semblent avoir pris conscience pendant la loogue saison sèche et blanche de 1989 du rôle du tourisme dans leur économie. Certains avancent même que la réputation d'inhospitalité qui dessert souvent l'image de l'île pourrait beureusement en faire les frais.

#### Relancer la Côte sous-le-vent

C'est sinsi que trois ans après une troisième édition de la Route du Rhum vilipendée à travers tout l'archipel, le conseil régional peut maintenant faire du tourisme une de ses priorités : « Nous avons demande à l'agence de l'environnement, du tourisme et des loisirs de explique Félix Proto, president (PS) de l'assemblée régionale. Les élus sont maintenant convainous de l'ovenir touristique de la Guade-

OUDE > La relance du domaine hôtelier de Fort-Royal est l'action la plus ctaculaire et la plus significative du conseil régional. Cet hôtei lui a été cédé par le tribunal de grande instance de Bordeaux à la suite de la faillite frauduleuse de son

rente de celle qui occupe la clientèle de le zone littorale de Grande-Terre, entre Gosier et Saint-François. Aux activités nautiques d'une plage adossée aux contreforts boisés de la Soufrière, les aménageurs ont bien entenda ajouté tennis et golf, mais surtont la possibilité d'excursions vers la forêt du parc national on la mangrove du Grandcul-do-sac marin.



lions de francs de travaux ont été engages pendant un an pour faire de cet ancien chaînoo du Club Méditerranée - fermé pendant quatre ans à la suite des attentats indépendantistes de 1984, qui avaient fait fuir la clientèle nordaméricaine -, le pôle d'attraction du tourisme de la Côte sous-levent. à Basse-Terre.

Cette côte est la partie déshéritée de l'archipel : la dernière à avoir été desservic eo cau et en électricité. Elle e toujours souffert d'uo manque de confiance des investisde Fort-Royal le point d'ancrage d'uoe activité touristique diffé-

Les communes de Sainte-Rose et de Deshaies sont les premières à profiter de la réquyerture de Fort-Royal. Les commerces, les restaurants, les taxis voient leur activité augmeoter. Le Crédit agricole eovisage aujourd'hui d'agrandir son agence de Deshaies.

C'est un pari que tente le conseil gional en portant ses efforts sur la Basse-Terre, alors que la presque totalité de l'activité touristique est pour l'instant concentrée dans une seule zone de l'Ile. Cette démarche justifie de lourds investissements : pression des ponts à voie unique. le rachat et la réfection du domaine de la Grivelière, une ancienne plantation de café sur les pentes de la Soufrière, au-dessus de commune de Vienx-Habitants.

Des priorités que ne conteste pas Ernest Montoussamy, maire (apparenté communiste) de Saint-François. Son arrivée à la mairie a précédé de pen Hugo. Le cyclone a fait 35 millions de francs de dégâts sur cette commune de 8 000 habi-tants, véritable Riviera guadeloupéenne avec son golf, sa marina et des hôtels de luxe. M. Moutoussamy sonhaite profiter de la reconstruction pour rééquilibrer le développement de Saint-François, entièrement voué depuis plusieurs années en tourisme : « Nous ovons des propositions d'aménagement qui nous permettraient largement de doubler nos capacités d'accuetl. Mais nous ne voulons pas le faire dans n'importe quelles conditions. Les capacités de la commune en équipement arrivent à saturation. Il nous faudrait une autre stotion d'épuration. Nous voulons program-mer, moîtriser notre développement. Il devrait s'appuyer autant sur lo pêche, l'artisanat, l'agriculture que le tourisme. Il n'est pas possible qu'à cause d'une activité dominante à caractère saisonnier, deux populations cohabitent sans jamais se fréquenter. »

#### 300 000 touristes per an

Le tourisme, que les Guadelou-éens ont souvent ressenti comme « imposé », devient anjourd'bui une ressource essentielle de l'île. Avec environ 300 000 visiteurs par an (ponr uoe populatioo de 340 000 personnes), son chiffre d'affaires est déjà équivalent à celui de l'egriculture. Elus et conseil régional oe veuleut pas qu'il es cultifie aux extinités traqu'il se substitue aux activités tra-ditioonelles, même si le marché potentiel de l'Europe et de l'Amérique permet d'envisager un double-ment, voire un triplement, de la fréquentation dans les prochaices

**CHRISTOPHE DE CHENAY** 

# Technopoles: des oasis dans le désert de la recherche

de notre correspondant

UELLES retombées une région peut-elle espérer de sa technopole? La question était au centre des débats de le récente essemblée générale de France-Technopoles, une association qui regroupe trente-trois technopoles françaises. Les participants ont été accuellis, les 18 et 19 décembre, par Jean Barcellini, responsable de le technopole de l'agglomération toulougaine, fier à l'évidence de représenter une ville qui, selon ses propres mots, « fait envies. Pour confirmer le propos, le maire, M. Dominique Baudis, n'e pas manqué de souligner le développement de Toulouse et de son egglomération, qui compte aujourd'hul plus de six cent mille habitants : «En 1989, plus d'une entreprise de haute technologie s'est créée par jour à Toulouse, permettant quelque sept mille créations nettee d'emplois sur l'agglomération.»

#### Réseaux nationaux et Internationaux

Satisfecit général donc dhe le lever de rideeu d'une menifesta-tion censée exalter le rôle des tion cersale avaiter le foile des technopoles, qui constituent, à en croire M. Jean-Yves Delaune, délégué général d'Atlanpole à Nantes, cun début de réponse au déficit en recherche dont souffre a France »,

Mais la réalité - et les travaux de l'assemblée l'ont mis en exer-gue - e du mal à se satisfaire de cet enthousiesme de commande. Une enquête commandée à le DATAR (Délégation à l'eménagement du territoira et à l'action régionale) semble d'alleurs montrer que les technopoles ne parvernent pas à diffuser largement leurs activités eu-celà des matrices urbaines ou périurbaines. En clair, la logique des techno-poles s'accommode mai d'une politique d'aménagement du territoire soucieuse de conserver les équilibres économiques de zones

Mrs Jacqueline Poussier, direc-

lante, notait que « le responsable de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) était peut-être le seul intervenant à avoir cité des collaborations avec des petites villes ou des villes moyennes ». Ainsi a-t-on découvert que la zone d'influence de ces pôles technologiques reste étroitement limitée, obéissant plus à une logique de réseaux qu'à celle des solidarités territoriales. Toulouse, Rennes, Nica et lee autres - qui ne contestent pes la place à part de Paris en tant que centre de décision - jouent à l'évi-dence la carte des échanges hexagoneux, voire internationaux, plutôt que celle des difficiles relations de voisinage avec des villes, des bassins d'emplois qui ne sont

pas toujours au diapason. Certains des participants de l'essemblée générale ont voulu y voir un problàme de communica tion. Ainsi, en Midi-Pyrénées, des villes movennes comme Castres, Albi ou encore Rodez serajent victimes de la faiblesse des réseaux routiers, d'un enclavement séculaire que de tout récents efforts dans le domaine des Infrastructures tentent de corriger. Mais à y regerder de plus près, il semble bien que les technopoles toument le dos, par nécessité interne, au tissu régionel qui les entoure. Elles se vivent comme des têtes de réseaux de recherche, les nœuds d'un filet dont les mailles sont bien trop grosses, à quelques exceptions près, pour enserrer les

partitoires régionaux. L'Etat et les collectivités territoriales pourraient favoriser l'irrigation du tissu économique régional. Mais, en dépit de la décentralisation de quelques CRITT (centres régionaux d'innovation et de transferts de technologie) - environ cent cinquante en France, ies transterts c demeurent souvent à sens unique.

GÉRARD VALLES

### REPÈRES

dn fonds départemental de la taxe

professionnelle eu profit des dis-

tricts à fort potentiel. Un exem-

ple : le nouveao district d'Elbeuf

percevra 16.6 millions de france de

l'usine Renault de Cléon an lien de

7.4 millions lorsqu'il n'était qu'un

La ville du Havre, comme tous les

grands ports, n'écheppe pas an

péril que représente le fuite vers

l'extérieur de ses activités mari-

times traditionnelles. Le temps des

docks-fourmilières humaines, pris

dans le tissu urbain, est révolu. Les

quais à contenenrs sont rejetés à

des kilomètres du centre-ville Lais-

sant des bassins vides et une image

Le cas du bassin Veuban, eu

Havre, est caractéristique puisqu'il est sitné à l'entrée de la ville, au

débouché de la seule voie autorou-

Aucun voyageur ne peut donc échapper à le vision de ce plan

d'eau rectangulaire de 10 hectares, sans vie, bordé de docks à l'aban-

Un projet défeodu par Patrick Fouilland, adjoint PS au meire

communiste de la ville, chargé de l'urbanisme, veut justement trans-

former cette plaie dans le paysage nrbain. L'objectif : profiter d'un site de 60 hectares eu point de

convergence des pénétrantes rails-

routes, pour « mettre en scène une

Le projet est séduisant : une

arche «signal» dominant le plan

d'eau, la création d'on centre

d'échanges et d'un pôle d'activités technologiques dans les bâtiments

Ce supplément a été réalisé

avec la collaboration de

respondants : Robert Belleret

(Lyon), Etienne Banzet (Rouen), Jean-Jacques Lero-

tière, à proximité de le gare SNCF.

Le Havre "-

veut ranimer

ses docks

#### BASSE-NORMANDIE Caen enterre son stade

Le chaudron de Venoix n'en peut plus. Les installations sportives du stade Malberbe caenoais sont usées, fetiguées, ne correspondent plus aux exigences du club qui fait bonne sigure pour sa troisième saison en première division. Vieux projet, la construction d'un stede régional de 20 000 places minimum sera ensin réalisée pour l'été 1993. Le conseil municipal de Caeo vient de désigner un cabinet d'erchitectes caenneis pour cet investissement de l'ordre de 150 millions de francs. Particularité et première architecturale en France : le futur stade, construit en site urbain à proximité de l'ancien, sera encaissé, evec une pelouse à 6 metres sous le niveau du sol.

### HAUTE-NORMANDIE

Oui au district d'Elbeuf, non à Rouen

Les projets de transformation de deux importants SIVOM (Syndicat intercommunal à vocation multiple) de Seine-Maritime viennent de connaître des sorts opposés. Celui d'Elbeuf (54 600 habitants pour dix communes), dirigé par le maire socialiste de cette ville, René Youinou, a été transformé eo district, ce que n'e pas rénssi Laurent Febius, président du syodicat de l'agglomération de Rouen (394 000 habitants pour 33 communes).

A Elbeuf, oo attend beaucoup du futur district dans une agglomération qui ne s'est toujonrs pas remise de le disparition dans les années 60 de la mono-industrie textile, remplacée par uoe aotre mono-industrie, aotomobile cette fois, avec l'usine Renault de Cléon. Le taux de chômage s'élève à 13,5 % daos le bassin d'emploi, dont 58 % de femmes.

Le président du SIVOM de l'agglomération de Rouen s'est heurté au tir de barrage organisé par Jean Lecanuet. L'avantage de la dotstion globale de fonctionoement perçue par un district est l'arguneot principal de M. Fahius au

restaurés des anciens docks. La moment où l'agglomération va se. Compagnie générale maritime e ouvert la voie eo y construisant son centre de direction. S'y ajoutelancer, dès 1991, dans la construction d'un réseau de métro-bus estimé à 2 milliards de francs. raient des activités nantiques de M. Lecanuet a mobilisé les élus ruraux qui craignent la redistribution à leurs dépens des ressources

## RHONE-ALPES

Un nouveau palais de justice à Lyon en 1994

Après quelque quinze années d'attente, les magistrats et les fouc-tionnaires de justice de Lyon – qui travaillent dans des conditions souvent épouvantables - evaient fini par considèrer le projet de nouvelle cité indiciaire comme un « palais des chimères». L'approba-tion récente par le préfet du Rhône d'un evant-projet détaillé, qui doit précéder de peu le délivrance du permis de construire, a ravivé leurs

Le nouveau palais de justice, qui existe déjà sous la forme d'une mequette, devrait être livré eu début de 1994. Son coût, avoisi-nant 500 millions de francs, devrait en faire « le chantier du siècle» de la chancellerie.

Lorsque Pierre Arpaillange, alors garde des sceaux, donna, en juillet 1989, un virtnel feu vert bndgé-taire, Yves Lion, l'architecte pres-senti an milieu des années 70, dut largement remanier son projet pont l'edepter eux besoins nou-

Le bâtiment qu'il e conçu « s'organise en équerre» et conserve grosso modo la forme d'un peigne, cotre les depts duquel des jardins en gradins viendront coilfer les différentes salles d'audience.

D'une surface utile de 22 500 mètres carrés (pour 52 000 mètres carrés bors tout), le futur palais dont les matériaux de base devraient être le granit, le verre et le cuivre (pour les toits) - sers la plus importante enceinte judiciaire de France, après Paris, puisqu'elle regroupera l'ensemble des juridiotions et des services - tribunal de grande instance, cour d'appel, cour d'assises et même tribunal de commerce -, employaot eoviron six

cents personnes. Le début des travaux est prévu au printemps prochain. Pour l'heure, eucun choix n'a été opéré quant à la destination du vétuste mais historique «palais aux vingtquatre colonoes» qui borde la Saone et le Vieux Lyon.

# Fonctionnaires tchèques à l'école communale française

Paris et Prague coopèrent pour former des cadres territoriaux

INQ jeunes fonctionnaires la ville d'Ostrava viennent de passer trois mois en France dans le cadre d'un accord de coopération entre cette ville tchécoslovaque et l'Insti-tut de la décentralisation. «Nous rivions dans un système hypercentralisé depuis quarante ans, explique Jiri Smejkal, le maire d'Ostrava. Il nous fout changer non seulement le système politique mais aussi le mode de gouvernement municipal. Les anciens schémas de pouvoir ne sont plus odoptés. Il existe même une déformation des esprits. Qui pouvait réforme constitutionnelle. nous communiquer son expérience de la décentralisation? La France.» Rica de prédisposait Jiri Smejkal

Voilà pourquoi Jana Lindovska une jeume femme de vingt-sept ans, est arrivée à Lorient à l'eutomne dernier pour s'informer de la façon dont une ville française aborde développement économique local. Ses collègues, selon leur spécialité, se sont retrouvés en stage de forma-tion à Grenoble (sécurité publique), Saint-Denis (aide sociale), Boulogne-Billancourt (traitement de l'eau) et

Toulon (culture et éducation).
Ancien professeur d'économie à l'Ecole supérieure des mines d'Ostrava, Jana Lindovska est allée de découverte en découverte pendant son séjour breton. Elle a étudié en détail les zones de création d'entreprises de l'agglomération lorientaise persuadée qu'il y e là un outil utili-sable dans sa ville natale, gros centre industriel et minier guetté par la crise. a Qui peut gérer le développe ment économique local, sinon la ville elle-même?», s'exclame cette ancienne spécialiste de la planifica-

Mais la jeune fonctionnaire tchèque s'est surtout intéressée à la coopération intercommunale, Même si elle ne comprend pas bien pourquoi «on passe au district avant d'avoir épuisé toutes les possibilités du SIVOM», elle estime que l'inter-communalité à la française est une répose possible aux difficultés d'une ville-centre comme Ostrava en matière de sécurité, d'ordures ménagères et de transports en com-

Comment utiliser et transmettre l'expérience acquise en trois mois d'immersion dans les collectivités locales françaises? Ivao Smolik,

trente-cinq ans, ancien professeur de reux. » Pour les trois cent cinquante philosophie, en stage eu service scolaire de la ville de Toulon, se le demande : «Les choses ont dû beaucoup changer depuis notre départ. » Une nouvelle organisation vient en effet d'être adoptée pour les services municipaux d'Ostrava. Mais Jiri Smejkal et son équipe tâtonnent encore. L'association des villes tehèques s'est réunie la première fois le 11 janvier dans le but de peaufiner le statut de ville prévu dans la

la fonction municipale. Récin le 24 novembre dernier, cet architecte doit se consacrer à plein temps à sa mairie, tant les problèmes se bousculent au quotidien : « Nous sommes passés d'un seul coup du centralisme totalitaire à l'autre extrême : l'anarchie, explique-t-il. Tous les quartiers de lo ville, dont certoins n'excèdent pas six cents habitants, réclament nomie. C'est un peu dange-

mille habitants de sa ville, Jiri Smejkal ne dispose que de deux cent cinquante fonctionneires. Dont cinq senjement ont désormais une idée de ce que peut être la gestion locale. Il sourit : « Nous monquons tellement de tout que, parfois, nous n'avons même pas conscience de ce qui nous manque. » Pour tenter de recenser les besoins de cette grande ville dn nord de la Moravie, les experts de l'Institut de la décentralisation vont y réaliser un audit. Paul Grazieni, président de l'institut, sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine, espère que cette opération-pilote evec Ostrave débouchera rapidement sur une coopération plus globale pour la formation des cadres territoriaux tchécoslovaques. Un colloque international devrait être organisé à Prague à l'eutomne pro-

JEAN-JACQUES BOZONNET

### LES COLLECTIVITÉS LOCALES SONT PARTOUT À LA UNE

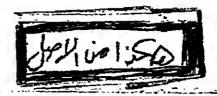
Mais qui peut mieux faire comprendre leur rôle dans l'économie et la société d'aujourd'hui que les élus eux-mêmes à travers leurs activités, leurs témoignages et leurs démarches COmmines ?

Pour bien saisir ces réalités, rejoignez les lecteurs de

# DEPARTEMENTS COMMUNES

la revue de l'Association des maires de France et de l'Assemblée des présidents des conseils généraux et déconvrez, avec le numéro de janvier, sa formule rénovée.

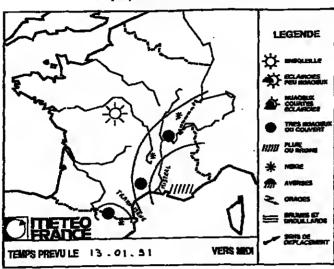
41, quai d'Orsay, 75007 Paris, Tél, 11) 45.51.66.46



16 Le Monde • Dimanche 13 - Lundi 14 janvier 1991 • • •

# MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 13 janvier Temps perturbé sur le Sud-Est



SITUATION LE 12 JANVIER 1991 A Q HEURE TU



sera froid et les gelées toucheront toutee les régions. C'est sur le Sud et l'Est que les nuages seront les plus abondants. Du sud des Alpes à la Corse, ils donneront même des pluies et des ondées et de la neige en mon-

Lundi 14 janvier : nuages et pluies sur le Sud, nuages, éclaircles ailleurs. - Sur le pourtour méditerranéen. le sud des Alpes et le sud du Massi Centrel, le ciel sera bien nuageux et il y sura des pluies ou des averses. L'aprèssud des Alpes, à la Provence, à la Côte d'Azur et à la Coree, tendis que des éclaircies apparatiront près du golfe du Lion. La neige se montrera au-dessus de 1 100 mètres le metin, 600 mètres l'eprès-midi. Le vent soufflera fort d'est entre Côte d'Azur et Corse, de nord à

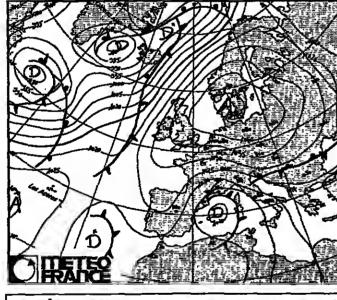
Du Nord-Est à la Franche-Comté au nord des Alpes, à la Bourgogne ainsi que du Massif Central aux Pyrénées, nuages et éclaircies alterneront. On pourra voir quelques flocons de neige en montagne à besse abitude. Sur la reste de la France, du Nord au

basein parisien, su centre au Bordelals ainsi que sur la Normandie, la Bretsgne, lee pays de Loire, spràs de raree brumes matinales, le temps sera ensoleillé malgré quelques nuages passa-

de 4 à 6 degrés près de le Méditarra-née. Ailleurs, elles seront comprises entre O et - 5 degrés.

L'après-midit il fera de 9 à 12 degrés près de la Méditerranée, de 4 à 7 degrés de le Bretagne et du Cotentin au Sud-Ouest, de 2 à 4 degrée sur les





TEMPÉRATURES mexima - minima et tempe observé le 12-01-91 Valouss extrêmes relevées entre le 11-01-91 à 6 houses TU et le 12-01-91 à 6 houses TU

FRANCE  AJACCIO	TOURS	FR 44 AND CHODE	MOSCOU_ NABOBI_ NEW-YORK OSLO_ PALMA-DE PÉKIN_ RIO-DE-JAV ROME STOCKHOR SYDNEY_	TRG 8 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12	2 ND P D D C P D D C P D D C P D D C P D D C P D C P D C P D C P D C P D C P D C P D C P D D D D
NANCY	N DELHI 29 C DJERBA 18	10 D	SENGAPOU	N - 2 - 3 - 11 - 19 - 9	23 C · D P C · P
A B C ciel	D N ciel ciel quageux	Orage	Polytic	T tempète	# seige

# TÉLÉVISION

Les programmes complets de redio et de télévision sont publiés chaque semaine dens notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans e le Monde radio-télévision e ; n Film à éviter ; s On peut voir ; s s Ne pas manquer ; a sa Chaf-d'œuvre ou classique.

# Samedi 12 janvier

TF 1 20.50 Variétés : Sébastien, c'est fou l 22.40 Magazine : Ushuaia. 23.40 Magazine : Formula sport. 0.35 Au trot. 0.40 Journal et Météo. A2

20.45 Téléfilm : Duplex 22.20 Magazine : Bouillon de culture. 23.45 Journal et Météo. 0.05 Divertissement: Les drôles de têtes

- De 20.00 à 0.00 la SEPT-0.00 Série rose : Almanach des ad des demoiselles

FR 3

0.30 Magazine : L'heura du golf. **CANAL PLUS** 

20.30 Téléfilm : 21.50 Les belles Américaines.
21.50 Les Nuis... l'émission.
22.40 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : 0.30 Cinéma : Vanille fraise. ##

20.45 Téléfilm : Les sept cascadeurs. 22.20 Raliye : Paris-Dakar. 22.52 Téléfilm : Mission suns retour. 0.05 Journal de minuit.

0.10 Mission sans retour. 0.35 Série : Salut chempion M 6 Téléffim : Pour la vie d'un enfant.

22.15 Téléfilm : Adieu Alcatraz 0.00 Six minutes d'inform 0.05 Musique: Rapline.

1.00 Musique: Boulevard des clims. 2.00 Rediffusions. LA SEPT

21.00 Téléfilm : Blanche est la nuit 22.30 Soir 3.

22.45 Documentaire Famine fatigue ou le pouvoir de l'image 23.40 Court métrage : Fary l'ânesse.

Magazine : L'équipe du dimanche. Cinéma :

19.00 Série : L'enfer du devoir.

Tendres passions, a

23.10 Rellya: Paris-Dakar.

0.00 Le journal de minuft.

19.25 Magazine : Culture pub.

Madame est servie.

Le détoumement

Emmanuelle 4.

d'informations.

LA SEPT

17.45 Théátre : Le baladin

Musique : Boulevard des clips

du monde occidental.

Magazine : Le Monde-Le SEPT.

le don de Dieu.

Du kındî au vendredî, à S houres, sur FRANCE-INTER

«ZAPPINGE» Une émission de GLESTT DENOYAN avec ANNICK COJEAN

collaboration du cMonda s.

d'informations.

20.30 Magazina : Sport 6.

du vol 847.

Cinéma:

LA 5

20.00 Journal. 20.30 Drôles d'hist

20.45 Cinéma :

23.45 Ciné Cinq.

19.54 Six minutes

20.00 Série :

20.35 Téléfilm :

22.20 M6 express.

0.00 Six minutes

20.30 Ciněme : Wend Kuuni.

21.40 Courts métrages. 22.30 Cinéma : Chocolat. B #

22.25 Capital.

22,35

0.05

# Dimanche 13 janvier

TF 1 19.00 Loto sportif. 19.05 Magazine : 7 sur 7. Invité : Roland Durnes.

Loto sportif. 20.00 Journel, Météo et Tapis vert. 20.45 Cinéma :

Souvenirs souvenirs. # Magazine : Ciné dimanche. 23.00 Cinéma : Le grand bezer. 0 0.30 Au trot.

0.35 Journal et Météo.

Poison d'amour.

18.25 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo. 20.45 > Téléfilm :

22.20 Megazine : Plastic 23.20 Journal et Météo. FR 3

19.00 La 19-20

de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de le région 20.10 Série : Benny Hill. 20.40 Spectacle: Le cirque du soleil

ou le cirque réinventé. 22.00 Magazine : Le diver. 22.20 Journal et Météo. 22.40 Cinéma:

The romance of Rosy Hidge. BB Magazine : Belies et bielles. 0.20 0.50 Musique : Camet de notes.

**CANAL PLUS** 

- En clair jusqu'à 20.33 -19.30 Flash d'informations. Dessins animés :

Ca cartson. 20.30 Magazine : L'équipe du dima 20.33 Cinéma :

L'adieu au roi. #3 22.25 Flash d'informations.

### JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel do jeudi 10 janvier : UN ARRETE

- du 23 novembre 1990 fixant le classement des cours d'eau, cansux et plans d'eau en deux catégories. Sont publiés au Journal officiel du vendredi 11 janvier 1991 : DES DECRETS

- re 91-27 du 4 janvier 1991 portant publication du protocole portant modification de la conven-tion du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, amendée par le protocole additionnel da 28 jan-vier 1964, fait à Paris le 16 novem-bre 1982.

 nº 91-28 du 4 janvier 1991 portant publication de la conven-tion sur la protection des res-sources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud (ensemble une annexe), d'un

protocole de coopération dans les intervections d'argence contre les incidents générateurs de pollutios dans la région du Pacifique sud et d'un protocole sur la prévention de la pollution de la région du Pacifique sud résultant de l'immersion de décheta (cosemble quarre anoexes), faits à Noumez (Nouveile-Caledonie) le 25 novembre

~ nº 91-29 du 9 janvier 1991 relatif sux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural et modifiant les décrets nº 61-610 du 14 juis 1961 et nº 62-1235 du 20 octobre 1962. UN ARRETE

- do 10 décembre 1990 modifiant l'arrêté du 7 mars 1985 relatif eux teocurs maximales en résidus de pesticides admissibles dans et sur les froits et légumes.

# CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

- M= Bismuth - M= Bismuth,
nét Louise Hayat,
M. et M= Chade Bosan,
M. et M= Incouet Sumana,
Leurs enfants, petits-enfants et
arrière-petits-enfants,
out la douleur d'annoncer le décès de

M. Victor BISMUTH. L'Inhumation a en lieu le vendredi 11 janvier 1991.

Leurs-remerciaments vont à tous ceux qui ont bien voulu manifester leur sympathie, et leur reconnaissance à tout le personnel de la Fondation Rothschild pour se compétence et ses soies attentifs.

- Orléans, Garons, Fouras, Paris,

M. et M= B. Cantan et leur fils.
M. et M. Y. Occel

M. et M. J. Uton M. et M. J. M. Meunier, M. et M. A. Moulin, ont la douleur de faire part du dés

M= Marthe CANTAU,

survenu à l'âge de soixante-seize ans. Les obsenues auront lieu ce samed

- M= Claire Chazo, sa file, Mª Nathalie Cheze,

sa petito-fille,
M. et M- Maurice Fonks, son frère et sa belle-sœur; ont la tristesse de faire part de la mo de

M Rachel CHRAMOV,

L'enterrement aura lieu à Bagneux le lundi 14 janvier 1991, à 11 heures

Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes.

**CARNET DU MONDE** ignements: 40-66-29-94 Tarif : la ligne H.T. Toutes rubriques \_\_\_\_\_\_ 92 F Aboutes et actionnaires ... 80 F

Nas abonnés et nos actionnaires, bénéficient d'une réduction sur les lexertions du « Carnet de Monde », sont prés de béeu vouloir nous com-muniques leus numéro de référence.

- Tours, Azay-le-Rideau, Paris,

M. et M= Marcel Jacquet, Ses frères et seturs, Ses nevenx et mèces Et leurs enfants, Ainsi que toute la famille, ont la tristesse d'annoncer q

GUY JACQUET.

**85. honleyard Heurtel** 

Les Armis du monde du théâtre la tristesse de faire part du décès de

Guy JACQUET

[Dhylind d'études bispanieuse, d'anglais et d'arabe litigaire, (key Jacquet, qui a assisté Jean Yibre au Fastieré d'évignon, a travaillé avec les grands, nouse de thélètre populaire, comme avec lifecoies litualite ou Bob Wilson. Il a teau son dernier rôle evec blarcet blantichel deux Cripure, à la Crife Thélètre actional de Marvellle, où il devaille

son épouse, Monique Lathelier-Maréel Et Outherine Lathelier,

es filles, Adrien Maréchal

Marie et Sophie Lombard ont la grande tristesse d'annoncer

Bereard LATHELIER, président de chambre à la cour d'appel de Paris, chevalier de la Légina d'honne

survenu le 11 janvier 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 15 janvier, à 13 h 45, en Péglise Sainte-An bisc, Paris-13 to-Anne, 186, rue de Tol-

L'inhumation auca lien à Gergy (Saone-et-Loire), le mercredi 16 jan-vier, à 14 h 30.

22, boulevard Kellermann, 75013 Parist.

# **MOTS CROISES**

PROBLÈME Nº 5433 · HORIZONTALEMENT

L. Ne fait jamais l'original. Peuvent e pousser » dans un jardin. — II. Qui nous est très chère. Coule chez des voisins. Ezu. — III. Note, La rage. Au saut du lit. — IV. Point du jour. Un bon plan en cas de catastrophe. Dans la C ō t a - d \* O r . —

V. Grand, pour les bonnes œuvres. Fait un traveil qui demande du disceme ment. Pour les mil !.. hommes qui ne portent pas la culotta. VI. Sur la Loire. On y produit beaucoup de ientilles. Mot pour AII. encoucet dr,ou As VIII feire une passe. -VII. Instrument à vent. Prendre les restes. -VIII. Touchées par un

rol. - IX. Pronom. XH -Valeur du silence. Qui XXI ont profité du soleil. - XXII X. Crée des obligs-tions. Cri de celui qui a été transporté. — XV XV XI. Remercia. Passe

pour ons poirs. — XII. Out peuvent faire rough. Très dur. Bout de bois. — XIII. Circule à l'étranger. Son ramage est en rap-port evec son plumags: Qui oc semble pas du tout rongés. — XIV. Etre très regardant. N'est pas grand quand il est gros. — XV. Fut cordiale avec les Angleis. Domine SON BRIDGISTE.

VERTICALEMENT

1. Ses traits sont vraiment très beaux. Un grand mouvement en perient. – 2. Nappe. Cherchée per ceux qui elment les affeires. – 3. Saint, Monument au mort, S'op-pose à la minute. - 4. Fleur. Un pose à la minute. - 4. Pieur. On saint dont on e besucoup chanté in légende. Partie de Pékin. - 5. Quend elle est noire, il y a besucoup d'os. Va et vient. Coule en France. - 6. Refroidis. Désse. Se met à courir quand il a transpiré. - 7. Prépagation. Pas équisses. Pas 7. Préposition. Pas épaisses. Pas ordinairs. — 8. Qu'on a commencé à manger, Porteit les armes. - 9. Un vieil erau. Dorné par le chef. Ne fait pas toujours l'objet d'une demande. - 10. Panier de pêche. Qui comprend tout. - 11. Perdue

quend ca tombe pile. Parfois cou-pées pour faire des bottes. A deux . - 12. «Esprit» de l'étranger. Peut être accusée quand on est mai assuré. — 13. N'a pas son compte d'électrons. Qui feit attention à ne pas se moulier. — 14. Fournit un très bon jus. Almeit jouar aux demes. En Serbie. - 15. Participe. Parties de ebilles». Orifice dans un

Solution du problème nº 5432 · Horizontalement

Harassant. - II. Ecollèree. -M. Recettes. - IV. Br. Et. Su. -V. Ibis. Eros. - VI. Cernerae. -VII. Mou. - VIII. Dishlesse. - IX. En. Séples. - X. Nu. Renne. - XI. Sets. Esse.

Verticalement

1. Herbicide. - 2. Acerbe. Inné. 3. Roc. Inna. Ut. - 4. Ale. Snobs. -5. Stra. Euler. - 6. Setter, Epée. -7. Are. Raisins. - 8. Nessos. Sans. 9. Ts. Us. Lésée.

**GUY BROUTY** 

Mer national contre

ः अप्रतान

P. Grat.

TAME:

CE 48 W

Peter and

August,

War #

Service .

•

## Le gouvernement prévoit 750 millions de francs d'économies sur la radiologie en 1991

La commission de nomenclature de la Caissa nationale d'assurance-maladie e été saisie pour avis vendredi 11 janvier d'une série de mesures qui doivent per-mettre de réduire de quelque 750 millions de francs en 1991 les remboursements d'examens de

Ces dispositions, qui émanent du ministère de la santé, s'inscrivent dans le cadre du plan de maîtrise des dépenses d'assurance-maladie qui, comme l'a récemment rappelé M. Brunn Durieux, ministre da la santé (le Monde du 18 décembre), doit peser non pas sur les malades mais sur les professions de santé.

L'activité des radinlngistes, qui s'est accrue de 24,2 % ces deux der-nières années, devrait être amputée de quelque 11 % en 1991. La première mesure consiste à réformer le mode de tarification des actes de radiologie conventionnelle, aboutissant à une économie de l'ordre de 600 millions de francs.

Une cotation de base sera introduite (cile sera remboursée sur la base de 215 francs), et les actes techniques seront en partie forfaitisés afin d'éviter la multiplication des clichés superflus. En revanche, les radiographies permettant de contrôler le transit de l'intestin grèle et certaines radiographies du colon seront mieux rémunérées.

En second lien, les examens réalisés à l'aide d'un scanner feront

l'objet d'une cotatinn unuvelle, pas avoir à procéder à des avances L'acte intellectuel du praticien sera de fonds, hormis la consultation. L'acte intellectuel du praticien sera «facturé» à hanteur de 125 francs mais l'acte technique sera lui aussi forfaitisé (de 554 à 626 francs) selon la catégorie de l'appareil, le nombre d'examens annuels et la localisation géographique (Paris, banlieue, province) du laboratoire. Ces dispositions, auxquelles seront soumis les cent quarante scanners installés dans le secteur libéral, doivent dégager 150 millions de francs d'écono-

mies en 1991. An passage, elles per-

L'ensemble de ces mesures ainsi que celles qui nnt déjà été prévues par le gouvernement (forfaitisation des actes de biologie pour les cliniques privées, accord préalable pour la prise en charge de certains médicaments et baisses de prix de spécialités dont l'efficacité thérapentique n'est res avérée réduction de que n'est pas avérée, réduction de certaines prestations des pharmaciens), doivent permettre de réduire de 10 milliards de francs en 1991 les

#### Après accord avec les syndicats

#### Les entreprises de travail temporaire vont adhérer à une caisse unique de retraite complémentaire

Désormais, les salariés perma-nents du travail temporaire et les intérimaires seront affiliés à une CFE-CGC et FO). La CGT a réserve seule caisse da retraite complémensa réponse. taire, l'IREPS (Institution de retraite et de prévoyance des salariés) pour les salaires inférieurs au plafond de

Jusqu'à présent, les intérimaires cotisaient à plusieurs caisses en raison de la multiplicité de leurs employeurs successifs. Ils risquaient de perdre des points de retraite et la reconstitution des carrières était souvent délicate. Avec une caisse unique, ils pourront bénéficier des mêmes avantages que les autres sala-

BANQUES

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

### Accessible aux commercants

la sécurité sociale et la CIRCA (Caisse interprofessionnelle de

retraite des cadres et assimilés) pour

la partie supérieure au plafund. Un

accord en ce sens a été signé le

10 janvier entre les deux syndicats professionnels de l'intérim, le PRO-

## Le fichier national contre les chèques volés entrera en service le 18 janvier

M. François Doubin, ministre délégué au commerce et à l'artisanat, M. Jacques de Larosière, gouverneur : de la Banque de France, et M. Jacques Dermagne, président du Conseil national du commerce, viennent d'ennoncer le lancement, pour le 18 janvier prochain, du premier service national de détection des chèques volés ou perdus.

Le fiehier netinnal des chèques vnlés nu perdus (FNCV) pourra être consulté par les commerçants

□ Mª Monique Bourven rejoint le Crédit national. – Mª Monique Bourven, qui evait démissionné en décembre dernier de ses fonctions de directeur général adjnint du Crédit agricole, vient d'être recrutée comme conseiller anprès du président du Crédit national, M. Yves Lyon-Caen. Elle prendra ses nouvelles fonctions des londi 14 janvier. Le conflit entre Mª Bourven et son directeur général, M. Philippe Jaffré, était né d'un désaccord stratégique sur les mnyens da redresser les activités internationales. Elle refusait alors d'être dessaisie de ses fonctions opérationnelles (marchés des capi-taux et international). M. Jaffré syant décidé de nommer M. Elie Vannier, ancien chef de l'informa-tion à Antenne 2, à la direction des marchés de capitaux. Mª Bourven décidait alors de partir (le Monde du 1= décembre).

 Le produit intérieur brut mar-chand a progressé de 1,3 % au France au troisième trimestre 1990. France an troi Le produit intérieur brut (PIB) marchand a progressé de 1,3 % au troisième trimestre 1990, après une hausse de 0,1 % au denxième trimestre et de 0,8 % au premier, selnn les comptes nationaux tri-mestriels détaillés publiés le 11 juillet par l'INSEE. L'Institut prévnit pour 1990 una croissance de 2,8 % du PIB marchand (après 4 % en 1989 et 4,3 % en 1988) et de 2,6 % du le PIB total.

L'INSEE confirme le rebond de la production de biens mannfacturés au troisième trimestre (2 % après une baisse de l % an deuxième tri-mestre). Les importations ont augmenté de 2,9 % (après - 0,8 % en second trimestre), et les exporta-tions de 1,4 % après un repli de 3 % le trimestre précédent. La consommation des ménages e encore ralenti (0,2 % après 0,5 %), ce freinage étant dil à la baisse de la demende en produits manufac-

victimes de l'escroquerie eux chèques vnlés qui porte, estime-t-on, sur 1,5 milliard de francs annuels. Le FNCV sera accessible par Minitel ou par lecteur autnmetique branché sur Minitel. L'abonnement sera gratuit mais chaque consultatinn contera 1,85 franc dont 0,50 franc iront à France-Té-

Le fichier sera alimenté par les

services de police et de gendarme-rie et par les banques qui, dans leur majnrité, snutiennent le pro-jet. La Banque de France et le Conseil national du commerce s'aitendent, pour la première année, à 55 millions d'appels, anit des sultations sur moins de 2 % des chèques échangés. On devrait atteindre 120 millions d'appels la deuxième année et 200 millions en régime de croisière, soit on chèque sur quinze environ. La mise en place du fichier a coûté 89 millions de francs, supportés pour un tiers par la Banque de France, et les frais de finetinnnement annuels; seront de 91 millinns de francs. L'amnetissement des investissements devrait se faire sur trois ans. La Banque de France et le Conseil national du commerce estiment que taus les chèques ne méritent pas vérification. L'analyse du comportement des fraudeurs aurait permis de déceler que les cnmmerces les plus exposés smit ceux qui nui un fort volume de transac-tions et dont l'achat mnyen est élevé (les grands spécialistes du hricolage par exemple), les com-merces à faible volume de transac-tions et dont la valeur moyenne de l'achat est élevée (bijnuterie) et ensuite les sapermarchés et les commerces alimentaires de proxi-

mité. Seinn le CNC (Conseil national du commerce), vérifier tous les ebèques supérieurs à 1 000 francs ou ceux supérieurs de 10 % à la valeur movenne des dépenses permettra d'obtenir une sécurité

Le FNCV sera-t-il pour autant efficace contre la fraude presnisée? Rien n'est moins sûr. Les réseaux de vol et d'écoulement des ehèques sont parfaitement organisés puur étaler la fraude sur un laps de temps très court compris entre vingt-quatre et quarante-huit beures, soit bien trop rapidement pour permettre souvent la découverte du val et l'inscription des numéros de chèques sur le FNCV. Le fichier devrait en taut cas être dissuasif contre de la fraude occasionnelle. Des études de faisabilité ont été lancées pour permettre l'interconnexion du FNCV avec le fichier des interdits de chéquiers et des chèques sans provision.

U L'AFB propose d'assimiler les chèques saus prevision à une contravention. - M. Dominique Chatillon, président de l'Association française des banques (AFB), a proposé, le 10 janvier, de considérer les chèques saas provisinn nna enmme des délits, mais comme des coatraventinns. Selon M. Chatilloa, les petits chèques sans provision pourraient être assimilés à une contravention de classe 4 et donner lieu à une amende de 1 300 à 2 500 francs.

### AGRICULTURE

Dénonçant une « politique trop libérale »

# La Confédération paysanne occupe plusieurs sièges de fédérations du PS

tion paysanne ont occupé vendredi Il janvier dans une quarantaine de départements les sièges des fédératinns du Parti socialiste pour a dénoncer l'orientation de plus en plus libérale de la politique agricole et amener les responsables au pouvoir à prendre position pour un changement radical ».

La Confédération souligne que a jamais la détresse et le désespoir des paysans n'ont été aussi proencore temps d'éviter le pire en

Des militants de la Confédéra- changeant l'orientation de la politique agricole». Elle demande que « des mesures financières d'urgence soient prises pour sauver les éleveurs d'orins et de bovins ».

La Confédération paysanne, née en 1987, est considérée plutôt comme de « sensibilité de gauche ». Elle revendique 20 % des voix aux élections des chambres d'agriculture. M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, recevra les resfonds », tout en estimant ou' « il est ponsables de cette negatisation dans un dizaine de jours.

#### INDUSTRIE

Acquérant les parts de la GMF

#### La Redoute devient le seul propriétaire de La Maison de Valérie

La Rednute, numéro an en France de la vente par correspon-dance (VPC) et filiale intégrée du gronpe Printemps, qui evait acquis la mnitié du capital de la huitième société du secteur, La Maison de Valérie, en mars 1989, vient d'acquérir de le Garantie mntuelle des fonctinnnaires (GMF) les 50 % qui lni man-quaient. La GMF, que préside M. Jean-Louis Petriat, avait récupéré La Maison de Valérie en même temps que le FNAC, lars de l'effnndrement des Coopératives de consommateurs, en 1985.

La Rednute (12,9 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989) explnite également en France daux antres maisons de VPC, Movitex, spécialisée dans la vente aux pins de cinquante ans, et Vert Baudet, destinée eux enfants. Le chiffre d'affaires de La Maison de Valérie a dépassé en 1990 le milliard de francs.

La GMF entre dans le capital de La Redoute de manière symbolique (moins de 2 %), et M. Pétriat occupera un siège an conseil d'administration. Un projet de catalogue en commun des-tiné aux 2,7 millions da fonctionnaires sociétaires de la GMF va être mis à l'étude.

#### Déjà numéro un français

#### Besnier achète les Fromageries Girod

Les deux sociétés ont annoncé jeudi 10 janvier dans un communiqué commun que le groupe Besnier va prendre le contrôle des Fromageries Girod. Le célèbre reblochon Beulet, In tomme de Savoie, la raciette et le gruyère produits par l'entreprise familiale Girod (243,5 millions de francs de chiffre d'affaires) vont danc rejnindre le camembert Président et Pierre Lanquetnt et les autres fromages da groupe Besnier.

Numéro un français du fromage Besuier qui avait déjà doublé sa taille en juillet dernier avec l'acquisitinn de Bridel (le Mande da 11 juillet 1990) et représenta un chiffre d'affaires tatal de 17 milliards de francs dont 25 % à l'exportation conforte ainsi sa position sur le marché européen des fro-

L'opération devrait être réalisée d'ici à la fin du mois de janvier. Le prix de cession devrait être fixé entre 190 et 210 F par action.

### TRANSPORTS

Sur la Manche-Ouest **Brittany Ferries** a transporté 24 % de passagers de plus en 1990 qu'en 1989

Pnur la troisième année consécutive, le gronpe maritime Brittany Ferries, dont le siège est à Roscoff aura dégagé des résultats financiers positifs. Le chiffre d'affaires a atteint 1,7 milliard de francs.

Le nombre de passagers transpor tés sur les lignes de la Manche-Oues et sur la ligne Plymouth-Santander a atteint 2,6 millinns, soit 24 % de plus qu'en 1989. Le programme d'investissement en nouveaux navires (deux ferries à construire en Finlande) décidé en 1990 a été par-ticultérement important (1,3 mil-

«L'ouverture prochaine du lien fixe entre la France et la Grande Bretagne ne nous falt pas peur à condition que la modernisation des ports de l'Ouest ne soit pas stoppée et que les infrastructures routières soient renforcées, par exemple l'axe Saint-Maio-Nantes », e déclaré le président du groupe, M. Alexis Gourvennec.

A propos de la politique relative à la marine marchande, M. Gourvennec a renvoyé dos à dos le gouvernement Chirac et celui de M. Rocard : «Les moyens pour développer une ambition maritime sont insuffisants. A un malade, il ne suffit pas de donner de l'aspirine. Et puis, quand il s'agit d'aides, l'Etat commence par se subventionner lui-même... », a-t-il

### Embargo et chute du cours du dollar

## Aérospatiale pourrait être en déficit en 1990

M. Henri Martre, président du groupe Aérospatiale, n'a pas insisté nutre mesure dans le bilan qu'il a présenté à la presse le 10 janvier, sur les pertes que sa société pourrait connaître au cours de l'exercice clos.

L'emhargo décidé à l'encontre de l'Irak nhligera à inscrire an chapitre des profits et pertes des paiement. Plusieurs centaines de missiles et one dizaine d'hélicontères commandés ne seront pas livrés à Bagdad. C'est dire que les pertes dnes à la conjoncture inter-nationale se chiffrerant en centaines de millinns de francs. L'événement qui a schevé de met-tre Aérospatiale en déficit est la chate du dullar qui a fluctué autnur d'un cours de cinq francs que M. Martre estime de 32 % inférieur à la valeur réelle de la monnaie américaine.

#### « Mauvaise, mais honorable»

C'est pourquoi en attendant que les comptables précisent l'étendue des dégâts financiers, le président d'Aérospatiala e préféré souligner les résultats les plus favorables de l'année passée. Au premier rang de ceux-ci, les prises de commandes qui nnt atteint 55,3 mllliards de francs, alors qu'il n'était attendn que 50 milliards. Les arti-sans de cette réussite sont Airbus (404 appareils vendns au lieu des

270 prévus), l'avinn de transport réginnal ATR (80 appareils), les hélicoptères (289 appareils dant 92 % à l'exportation) et les satel-lites (10 milliards de francs de commande). Aérospatiale possède, à ee jnur, un partefeuille de 120 milliards de commandes con-

tre 90 milliards, il y a un an. La divisinn des missiles tactiques est celle qui semble la plus déficitaire, mais M. Martre ne veut pas désespérer. « La situation est mauvaise, a-t-il déclaré, mais honorable. Il a fait état d'un catalogue complet da missiles allant de l'anti-char ERYX au RM5, en passant par le missile sol-air-surface ASTER, le missile anti-navire ANS.

M. Martre, qui est un chend partisan des associations multiples permettant d'éviter des concurrences inntiles et du mieux repartir les dépenses de recherche et da développement entre industriels, travaille à la naissance d'un nnuveau consortium.

Après Eurocopter dans les héli-coptères, Euro-Hermespace pour la navette spatiale, Airbus pour les grands avions civils et ATR pour les avions régionaux, il discute avec les Allemands, les Italians et les Espagnols sur une structure destinée à fabriquer et à commercialiser un avinn commercial de 80-130 places et dant la naissance semble dépendre, désormais, des approbations gouvernementales.

### Armistice dans le bâtiment

### Le groupe Pelège renforce son poids dans l'organisation et la stratégie de la SAE

Dens la déjà longue et com-exe histoire de la lutte pour le sident sera... M. Michel Pelège. pouvoir eu sein de le SAE (l'un des premiers groupes français du secteur du bâtiment), un armistice fragile a été conclu le 10 jenvier à l'issue d'une réunion tendue du conseil d'administration. Il conforte la position de M. Michel Pelège, notamment au sein de cet organisme, slargi pour tenir compte du poids respectif des nouveaux

Une assemblée générale du gronpe va être réunie prochaine-ment pour approuver la nnuvelle composition du conseil d'administration, qui passera de neuf à quinze membres. Le groupe immobilier Pelège y disposera de quatre sièges auxquels il faut en ajouter un cinquième détenu par le Crédit lynnnais ,son allié. La société de travaux publics espagnnle Ocisa occupera trois sièges et il ne restera à la « coalition » des actionnaires prnehes de l'actuel président, M. Jean-Claude Jammes, que sept

Autant dire qu'à l'issue de cette manche, la relative liberté d'action de ce dernier se voit encore un peu plus réduite qu'il y a un an Inraque le groupe Pelège annancait qu'il prenait pied dans le graupe de BTP. Dans la configuration future du groupe, M. Pelège et M. Jesus Roa, président d'Ocisa, sernnt

Enfin, comme cela avait déjà été décidé en juin dernier, une nou-velle société de diversification sera créée, Pelège- SAE, chargée de développer le secteur des services et de lancer des activités nouvelles

L'effectif des « beiligérants » car l'armistice ne met pas un terme aux rivalités de finnd - est le sui-vant. D'un côté, le pacte d'actionnaires amis, autour de Paribas notamment, contrôle 27,1 % du capital et 28 % des droits de vote. En face, le priminteur Micbel Pelège, qui bénéficie d'un appui, semble-t-il constant du Crédit lynnnais détient 33.08 % des actions. Entre les deux, le groupe espagnal de BTP Ocisa, avec 15,22 % des parts, se trouve en position d'arbitre et peut faire penher la balance d'un côté comme

Pnur la société espagnnle, trois scénarins se présentent à court et moyen termes : on bien céder une partie des actinns qu'il détient à Micbel Pelège, et alors le promo-teur, dépassant le seuil fatidique de 33,3 % des parts, serait contraint de déclencher une OPA sur la SAE, l'atnuie actuelle de la Buurse constituant une occasinn favorable pour ce genre d'apératinn; ou bien affirmer haut et elair son soutier au pacte des actionnaires amis, et danc renfarcer durablement la place du président actuel, M. Jean-Clande Jammes; nn encore « faire durer le plaisir » et confirter le rôle spécifique et pivot de son groupe au sein du conseil d'admi-

Seinn certains observateurs, l'enjeu de la lutte actuelle au sein de la SAE est aussi bancaire : elle oppose en effet, mais dans l'ombre, trais puissantes banques rivales, Parihas (l'un des prineipaux aetinnuaires de Fnugerolles, concurrent de la SAE), le Crédit lynauais, et la Société générale.

FRANÇOIS GROSRICHARD

### **EN BREF**

□ Construction navale militaire : Matra achète des participations ca Allemagne. - Le groupe français Maira a signé nne déclaratinn d'intention pour racheter 10 % du capital de denx suciétés allemandes de construction navale à Deutsche Aerospace, a indiqué le 11 janvier an porte-parola de Sys-temteehnik Nard GmbH (STN), actinnuaire principal des deux sociétés. Les deux firmes (DMT Marinetechnik GmbH de Hambourg et MSG Marine-and Sondertechnik GmbH de Brême) sont spécialisées dans la construction navele militaire et l'électronique

Arjumari-Wiggins Teape cède ses intérêts dens Sopercel. - Le groupe papetier Arjomari- Wig-

gius Teape Appletnn, issu de la fusinn du français Arjamari-Prioux et du britanniqua WTA en unvembre dernier, a annuncé vendredi 11 janvier la venta au groupe suédnis Stara de la partici-pation de 42,86 % détenue par WTA dans le producteur portugais de pâte à papier Sopurcel. Cette transaction - qui reste sonmise à l'agrément du gouvernement portugais, co- actionnaire de Soporcel devrait rapporter 126 millions de livres sterling (1,2 milliard de francs) à la nouvelle entité francobritannique. Selon les dirigeants de WTA, la réduction des intérêts de Wiggins dans la pâte à papier permettra au gronpe de s'nrienter « sur des secteurs à plus hante valeur ajoutée » de l'industrie

#### **PARIS**

# Veillée d'armes

Incertitude, per-INDICE CAC 40

plaxité, inquiétude. A masure qu'approcha la date fatidique du 15 janviar, las merchéu finunclers se montrent da plus an plus

désorientés. Les tenalona dans les paye baltes avec l'intarvention de l'ermés soviétique, Vandredi, an Lituanie n'ont fait qu'ajoutar à la confusion. Cua événements internationaux majeurs dens l'actuelité ont masqué las sutres soucis des Intervenants, parmi lesquals la réceusion economique aux Etats-Unis et le défaillence da cartainas grandes banques américaines.

Au total, sur la semaina, l'indice CAC 40 a perdu 3,4 %, balayent la modasta raprisa (2 %) anregistréa lors das premiera jours da janviar. Les séances ont été extrêmemant contrastées mels encore une fois avec das échanges pau fournis. Quatre journées da baisaa plua ou moins importantes ont ancadré la séance mémorabla de mereradi, où las intervanants ont cédé hâtivement à l'auphoria, provoquant una hausse da 3,29 % des valeurs françaises.

Ce jour-là, les investiaseurs ont vécu suspendu au fil des négociations manéea à Ganèva antra M. Jemes Bakar et M. Tarek Aziz. Cellas-cl ont provoqué

Banques, assurances,

sociétés d'investissement

Alimentation

Casino G., Perra ....

LVMH ..... Occid. |Gle) ...

d'importantes fluctuations sur les marchés mondiaux. L'Indice CAC 40, en hausse de 1,5 % en fin da matinée, progressait de 2,2 % an début d'après-midi unite aux premières décisrations rasaurantea eméricainas. La duréa de le rencontre leissait espérer un accord et contribuait ainsi à l'amballement du marché. La journée s'echavait eur un gain avoisinant lea 3,3 % au moment où leu négociateure reprenaient laurs discussions eprès une deuxièma

Mals à 19 h 20, après plus de six haurea ds trevaux, e'an était fini. L'échec fut alors annoncé per M. Jemea Baker. Seula le Goursa da Naw-York, ouverte à catte heure-là, réagissait sur-lechamp. En perdant sea illusions, Wall Straet finissait sur una beisse da 1,6 %. Les coura du baril de pétrola, tombés durant la séanca à 23,35 dollars s'amballaient. Après avoir atteint brièvemant las 31 dollare, ila revanaiemt à 27,35 dollars.

suspension de aéanca.

Les places européennes, quant à elles, na purent s'ajuster que le lendemain. Paria aa dépréciait elora da 2,91 %, Daa inveatisaaurs britanniquaa earelent à l'origina da la vagua d'achat obaarvée mercredi, les gestionnaires français étant dapuis plusieurs mois très réservés. «Il est difficile de leur faire echater des titres », affirmait un trader.

Ne sachant comment évoluara

la situation internationale, nombre de gérants français et étrangers protègent leurs portefeuilles par des opérations de couverture sur laa murchée dérivés. Ainsi, l'setivité sur la MONEP (marché das options négocisbiaa da Paris) continue d'être élevée. Au moia de décembre, la société Finacor Actions et Dérivés a renforcé sa premièra place an faisent progressar sa part hors teneurs de marchés de 24,5 % à 29,20 %, avec 408,2 millions de france traités sur un total de 1,4

#### Une reprise en fin d'année ?

Si parsonne ne se risque à des pronostica dans l'Immédiat, paradoxalement, certaina pariant sur des places attractives vers la fin de l'annéa. Dans se revue Perspectives de janvier, la banqua Indosuez affirma ; « A court terme, le climat international et la poursuite das révisions à la baissa das résultats pour 1991 justifient una prudenca persistanta à l'égard des investissements en actions. Cependant, à l'horizon de la seconde partie de l'année, la modération attendue das coûts selariaux, des frais financiers ( ... ) et des charges fiscalas pourral enreyer le mouvament de dégradation des profits anticipés. Ceci favorisera alors una reprisa du marché pari-

aien... » En attendant, les valeurs vadettes ont été celle du secteur de l'armement, et principalement Thomson CSF, sculon ayant la plus monté depuis le début da l'année (+ 8,7 %).

Psr ailfaurs, deux accordu industriala ont plus ou moina enimé la cote. Ls premier, ratifient le rachat de l'allemand Krups par Moulinax, a entraîné une flambée des cours du fabricant d'électroménsgar français. De plus, cette firme va reprendre sa politique de dividendes, dont laa varsaments ont été suspendus an 1986. Le dauxième accord scelle l'alliance de Sanofi (filiala d'Elf Aquiteina) evac l'eméricain Sterling Drug.du groupe Kodek. Après una suspension passagère des cotations du groupe pharmaceutique marcredi, laur reprise na provoqua pas de mouvements significatifs.

Enfin, au moment où la firme suédoise Proventus, en franchissant le seuil de 20 % dans le capital des Nouvelles Galeries, a effirmé son intention de ne pas vouloir prendra le contrôla da ces grande magasins, un armis-tice est signé entre les différents actionnaire da le SAE. Le temps des OPA sarait-il vraimant révolu? Ou s'agit-il plus simplement, dans la cas du groupe de BTP, d'une trêva avant da nouveaux affrontements? Là aussi, une simple veillée d'armes an qualqua sorte.

**DOMINIQUE GALLOIS** 

# Métallurgie, construction mécanique

		COMPA ACTION	meen
11-1-91	Diff.		
561	- 15		11-1-91
2305 724 3261 129 3098 1030 3366 616 238 945 1890	+ 25 10 - 80 1,50 62 29 140 19 + 6 3	Alspi	341 423 1 370 184 485 473,70 1 365 901 335,10 212
1 158 1 102 28 950	- 22 - 46 - 400	Pétroles	

			ELF-A
	11-1-91	Diff	Esso Primas
AGFBail Equipment	425 106,30 439 462	- 26 - 1,70 - 10 - 5	Sogera Total Exxon Petrofi
CCF	143,50 820 341	- 8,40 - 5	Royal
Chargeors	685 208 1 310	+ 14 - 2,70 inch.	Min
GAN	1 633 470 413,50	- 8 - 20 + 0,50	Géophy Imétal
Locindus	649 941 84	+ 16 - 45 - 7	Métale Micheli RTZ
OFP Paribas Prétabail Schneider	1 371 414 974 649	- 29 - 14 - 6 - 16	ZC1
Société générale	354	- 10 - 22 - 10	

### [1] Coupon de 21 F.

### Matériel électrique

### Produits chimiques

	11-1-91	Diff.
inst. Mérieux Labo Roger Bellan Roussel-Uciaí Synthélabo BASF Bayer Hoechst Imp. Chemical Norsk Hydro	3 015 2 350 1 750 584 696 761 725 85,50 142,50	inch 11 - 40 - 21 - 13 + 25 + 24 + 0,80 - 8,50
	, .	

#### Valeurs à revenu fixe ou indexé

16.10 19.80 % 1978 99.60 - 0.3 25 9 % 1979 97.80 - 0.2	Diff.		11-1-91	Diff.
3 CNE 3 % 3741 59 41 CNB bq. 5 000 F 99,76 inch. 12,50 CNB Paribas 5 000 F 100,30 - 1,79 3,50 CNB Suez 5 000 F 100,30 - 0,9	4 57 16,10 25 31,30 3 41 12,50	8.80 % 1977 10 % 1978 9.80 % 1978 9 % 1979 10.80 % 1979 CNE 3 % CNB bq. 5 000 F CNB Paribas 5 000 F CNB Sacz 5 000 F	121,50 99,60 99,60 97,80 100,95 3741 99,70 100,30	- 59

	11-1-91	Diff	VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT
oče	90	- 2	TRAITÉES AU RM (*)
uitaine	268,70 650	- 11,70	Nore de Val. en

BP-France	90	- 2	IKALI	ES AU HA	u (.)
ELF-Aquitaine	268,70 650 657	11,78 inch. 14		Nore de titres	Val. ea cap. (F)
SogetapTotal	375 590 260,50	- t0 - 15	Eaux (G. des) ELF-Aquitaine	378996 1845575	842 081 766 508 960 679 433 308 905
Petrolina	1 557 385	+ 2,60 - 59 - 6	Alcatel Alst Canal + Saint-Gobain	814409 371540 632262	325 373 012 245 446 655
Mines, caout	chouc		Peugeot SA BSN	456 763 263 892 344 387 4 609 520	221 619 690 191 863 213 177 057 514 167 457 317
Géophysique	11-1-91 735 204	Diff. - 59 - 5	Sucz (C* de) LVMH MH Laf. Coppée Air Liquide	596 142 45 150 367 692 183 391	162 671 907 154 490 589 115 269 312 112 603 214
Métaleurop Michelin RTZ ZCI	66,50 64,70 41,75 1,78	- 2 - 2,80 + 0,5	Oréal (L')	221 751 li 4 janvier l	108310034

# MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 11 janvier 1991 iombre de contrats : 80 775.

COURS		ÉCHÉ	ANCES	
	Mars 91	Juin 91	Sept. 91	
Premier	100,66	100,88	100,78	
+ haut	100,86	100,92	100,82	
+ bas	100,50	100,80	100,78	
Dernier	100,62	100,80	100,82	
Compensation	100,62	100,84	t00,78	

#### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) 7-1-91 8-1-9 I 9-1-91 10-1-91 11-1-91 981 281 1 554 485 1 770 325 1 781 737 R. et obl. Actions ... 4 985 749 78 544 4 707 007 3 754 155 6 838 689

Total	6 845 574	6 350 063	5 830 782	8 718 919	<del>-</del>				
INDICE	S QUOTID	IENS (INS	EE base 10	0, 29 décen	ibre 1989)				
Françaises . Etrangères .	99,8 100,7	99,3 100,5	101,8 1 <b>00</b> ,5	99,3 100,3	=				
(base 100, 31 décembre 1981)									
1	410.5	1 400 4	407/	ميمير ا					

(page 100, 51 occumpte 1501)									
Indice gén.	412,7	1	402,4	1	407,6	I	406,6	Ì	407
(base 1 000, 31 décembre 1987)									
Indice CAC 40 _ 1	1 597,87	ſ	I 502 <u>,</u> 77	1	1 552,19		1 507,09	1	] 49
								r.	

### Mines d'or, diamants

				11-1-91	٠Œ
	11-1-91	Diff.	Anglo-Americaa	145 389	÷.,
16 % 1976 1977 1978 1978 1979 5 000 F	100 121,50 99,60 99,60 97,80 100,95 3741 99,70	inch, + 2 - 0,10 - 0,36 - 0,20 - 0,30 - 59 inch,	Amgold Buf, Gold M. De Beers Drief, Cons. Gencor Harmony Randfontein Saint-Helena Western Deen.	74,60 98 62,50 14,45 44,05 24,75 46,20	****
fibas 5 000 F ez 5 000 F_	100,30 100,30	- 1,70 - 0,90	Western Company		7.

### Valeurs diverses

	11-1-91	Diff.
.Accor	655	- 15
Air liquide	610 1 485	- 13 - 10
Bic	500	+ 3
Bis	276	- 2
CG1P	784	- 22
Club Méditer,	431,50	- 21,50 - 11,90
EssilorEaro-Disacy	288, t0 94,30	inch.
Europe 1	1 045	- 29
Eurotunnel	36,30	— 0,30
Groupe Cité	640	- 9
Hacherre	150,60 409	- 7,40 - 37
Marine Wendel	242.40	- 11.60
Navigation mixte	1 250	+ -10
Nord-Est.	t02,60	- 8,40
L'Ortal	473,80 354	- 21,20 - 14,70
Sanofi	751	+ 6
Saulnes Chârillon	223	- 1Ž
Skis Rossignol	715	- 15

#### LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HERDOMADAIRES

Valence	Hausse %	Valeurs	Britse
Thouson-CSF G.T.M. Eatrep Redoute (La) S.E.R. Min. Pro. Salsigne B.I.P. Ecco Nonv. Galeries ULLE Synthelabo Nordon et Cie Codete! Costorana-Dubos Locindes.	+ + 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4	Avenir H.M. Fives Lile Majorette Labona Hotchisson Cros. CDM F Middand B. S.A. SP. E.P. Middand B. S.A. SP. E.P. Middand B. S.A. AGF Rochette (Ln)	- 133 - 123 - 113 - 92 - 92 - 73 - 74 - 74 - 75 - 75

### MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 4-1-91	Cours 11-1-91
Or fin (kilo en trarre)	83 600 83 700 473	65 100 68 800 478
e Pièce kançaise (10 fr.) Pièce saisse (20 fr.) Pièce istère (20 fr.)	420 453 362	.420 .486 .391
Pièce traisieure (20 fr.) . Souverain Elizabeth II	386 - 486 513	372 485 520
e Dessi-sorregals Files de 20 defes - 10 deles	365 2 420 1 260	385 2 600 1 292 50
- 5 dellars - 50 peecs e - 20 quarks	760 2.520 488	700 2 620 462
- 10 ficies		396 275

#### **NEW-YORK**

### L'obsession du Golfe

Pas plus que la baisse, mardi, des taux des fonds fédéraux sous l'effet de l'action engagée par la Fed, l'annonce, en fin de semaine, d'une baisse de 0,6 % de l'indice

des prix de gros en décembre n'a suffi à faire remouter énergiquement le thermomètre boursier. Certes, Wall Street a clos la

séance de vendredi sur un gain modeste de 2,73 points, à 2 501,49 points, alors qu'une violente tempête de neige sur New-York obligeait à écourter la séance, mais l'iudice Dow Jones des valeurs industrielles accuse un repli de 2,5 % pour l'ensemble de la semaine dans une ambiance très lourde.

A quatre jours de la date fatidique du 15 janvier fixée par l'ONU pour l'évacuation du Koweit par les troupes irakiennes, chacun se demande, à Wall Street, si le pire peut eucore être évité. En fait, depuis la mi-août, c'est-à-dire depuis que l'armée américaine a commence à déployer ses forces en Arabie saoudite, les boursiers, partisans d'une attaque éclair qui aurait évité au conflit de s'enliser, ont intégré dans leurs calculs une logique de guerre. Sans poovoir écarter quelque réaction psycholo-gique, telle la chute de 50 points en

9 janvier dernier à l'annonce de l'échec des discussions Baker-Aziz à Genève.

L'antre fait marquant da cette semaine boursière aura été la mise sous chapitre 11 de la loi américame sur les faillites de Panam. La grande question au Big Board est de savoir qui va maintenant se partager les dépouilles de ce transporteur qui e longtemps été le plus beau fleurou des compagnies

Iodice Dow Joues du 11 janvier: 25O1,49 (contre 2566,09). SERGE MARTI

	Cours 4 janv.	Cours 11 janv.
Alcos AFF Boeing Cinsse Man. Bank Du Post de Nemours Enstrina Kodak Exxon Ford General Electric General Motors Goddyear IBM ATT Mobil Oil Prizer Schlumberger Texuco UAL Corp. (ex-Allegis) Union Carbide USX Westinghouse Xerox Corp.	56 3/8 56 3/8 10 7/8 40 5/8 51 1/7 51 1/2 53 17 54 1/2 33 54 1/2 33 56 7/8 56 7/8 51 1/3 56 7/8 51 1/3 56 7/8 51 1/3 56 7/8 57 8 58 1/4 57 8 58 1/4 59 7/8 59 7/8 59 7/8	55 5/8 29 3/4 45 1/4 10 7/8 33 7/8 50 25 1/2 51 1/2 56 1/8 56 1/8 57 5/1 115 1/2 16 1/8 28 1/4 23 39 3/4

#### TOKYO

# Sur le qui-vive une note faible, le Nikkei reculant de 332,61 yens alors qu'il aveit gagné 220,47 yens le vendredi pré-cédent. Mardi, le marché perdalt 838,73 yens, le Nikkei étant parti-culièrement vulnérable dans ce

Bourse de Tokyo terminé la

SHORE MAKE semaine en baisse, dans un contexte marqoe par l'inquiétude quant à l'évolution de le crise du Golfe. Les

investisseurs res-taient alors sur le qui-vive et préféraient l'attentisme à quelques jours de l'ultimatum du 15 jauvier fixé par les Nations unies à l'Irak pour qu'il se retire du Koweit. Le bilan de le semaine se solde par une chute de 3,4 % du cours des actions. Le volume de échanges est resté oéanmoins parti-eulièrement faible evec un chiffre moyen de 266,6 millions d'actions par jour. Le 4 janvier, alors que les transactions n'avaient duré qu'une demi-journée, 153,9 millions d'ac-tions avaient été échangées. Au cours do la dernière semaine de 1990, lo volume d'affaires avair été de 227,7 millions d'actions.

En valeur, les échanges ont représenté en moyenne quoti-dienue 261,2 milliards de yens cette semaine, contre 166 milliards de yens vendredi 4 et 270,6 mil-liards de yens par jour la semaine

Le marché a ouvert lundi sur

#### FRANCFORT Tétanisé :

# -1%

Comme toutes les places interna-tionales, le marché francfortois u'a tionales, le marché francfortois u'a pas échappé en cette deuxième semaîne de l'année, aux tensions croissantes dans la crise du Golfe. Devant les difficultés des négociations, sprès l'échec des enfretiens Baker-Aziz à Genève, les transactions ont été très réduites, et seuls quelques investisseurs institutionneis allemands sont apparus jeudi sur le marché. Le bilan de la semaine se solde par une baisse de semaine se solde par une baisse de 1 % des indices.

Dans ce contexte pen engageant un uonveau facteur négatif est venu perturber le marché, à savoir l'intervention des parachutistes soviétiques en Lituanie. Le volume des transactions sur les buit places boursières de la RFA u atteint 20,40 milliards de DM, contre 8,40 milliards la semaine précédente (ramenée à seulement trois séauces en raison des fêtes).

Indices du 11 janvier : Com-merzbank 1681,1 (contre 1702,40),

DAX 1382,26 (contre 1396,07).				
	Cours 4 janv.	Cours 11 janv.		
AEG	211 292 213,50 225,50 595,50 204,50 580 259,50 587,90 339	206,39 207 224,20 232,50 504,50 214 504 266 580 326,50		

l'indice, « Tout le monde est resté les mains dans les polches, et per-sonne ne veut traiter », se lamentait un courtier. Le marche enregistrait les jours

contexte aux ventes de titres liés à

1

.

10.20

E THE STATE OF

San Artist

Carried Sal

sulvants quelques gains moderés. Vendredi, il progressait toujours sous l'effet de rameurs (démenties selon lesquelles l'Irak pourrait accepter de se retirer do Koweit après le 15 janvier.

lodices dn 11 janvier : Nikkei 23 241,02 yens (contre 24 069,18), TOPIX 1 693,68 (contre 1740,92).

· .	4 janv.	11 janv.
lei ridgestone anon uji Bank onda Motors istsushita Electric fitsubishi Heavy nay Corp. oyota Motors.	575 989 1 270 2 440 1 250 1 560 685 5 990 1 750	560 967 1 230 2 340 1 230 1 590 683 6 060 1 770

### LONDRES Hésitant

## - 0,9 %

Le Stock Exchange a bougé en léclarations au anjet de la crise uu Moyen-Orient : l'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé en repli de 20 points par rapport au vendredi précédent, soit une baisse de 0,9 %. La tendance générale a été prudente, et le volume des échanges est resté faible sur un marché très nerveux. La publication de plusieurs statistiques déce-vantes, indiquant une baisse les ventes de détail, de voitures et du crédit à la consommation a de surcroit assombri le marché.

Le secteur le plus touché e été le secteur bancaire dans le sillage de la faillite de la Bank of New England aux Etats-Unis.

Indices du 11 janvier : valeurs 2 106,1 (contre 2 126,1); 30 valeurs 1 646,0 (contre 1 659,5); Fonds d'Etat 83,29 (contre 82,96); Mines d'or 172,0 (contre 157,8).

	Cours 4 jany.	Cour il jan
Bowater BP Charter Courtenids	465 324 408 320	440 322 414 318
Olatio	9,76 810 14,00	10,47 838 14,0
ICI Reserver Shell Unileyer	862 686 445 683	878 697 443 664
Vickers	198	190 ·

MATERIAL STATE OF THE PARTY AND ADMINISTRATION OF THE PARTY ADMINISTRATION OF THE PARTY AND AD Wir europeenne d'in

en vedette

tare au plus bas

On ne compte plus les candidats à l'emprunt qui nut décidé de dif-férer leur projet en raisnn de la gravité de la situation actuelle. Seuls quelques emprunteurs de premier plan, an mépris des menaces de guerre au Moyen-Orient et de la situation en Union soviétique, se sont présentés sur le marché international des capitaux la semaine passée. Certains ont été récompensés de leur audace, leur transaction ayant été bien accueillie par les investisseurs. Une curo-émissinn a tout particulièrement retenu l'attentinn : celle de 500 millions d'écus que la Banque européenne d'investissement a lancé lundi dernier.

L'obsession du 60

On lui accorde beaucoup d'importance car elle confirme le déve-Inprement du compartiment de la munnaie européenne qu'une faule de débiteurs souverains ou quasi-souverains devraient solliciter ces prochains mnis. Quelques-uns n'y vnient qu'une source de finance-ment nu puiser les finads dant lls nnt besoin, mais d'autres y cherchent de surcroît un moyen d'affir-mer le rôle qu'ils entendent jnuer dans la construction de l'Europe. Ainsi, ponr ce qui est de la Belgi-que dant on attend pour bientôt un grand euro-emprunt, nombreux sont ceux qui n'hésitent pas à met-tre en relation la question du siège du Parlement européen et des pré-tentions de Bruxelles face à Strasbourg avec un éventuel recours de ce pays au marché de l'écu.

#### Renforcement · de l'euromark

La transactinn de la Banque européenne, dont la direction était confiée à Paribas, est d'une durée de dix ans. Son taux d'intérêt de dux ans. Son taux d'interet facial se monte à 10 %. Ses condi-tions out été fixées de façon à rap-porter 10, 19 % aux investisseurs qui se seraient procuré les titres à leur lancement, les banques qui se chargeaient de l'appration étant assurées d'une commission de 32,5 centimes.

Une loi vient d'entrer en vigueur en Allemagne qui répond à nn sonei de protection des investisseurs. Elle risque d'avoir des répercussinns que ses promntents n'avaient vraisemblablement pas prévues. Depuis le début de l'année, les émetteurs allemands qui cherchent à offrir en souscription publique des titres libellés en deutschemarks sont tenus, avant la date de sartie de leur opération, de publier un prospectus. Pnur les débiteurs, la contrainte est pénible. Tout un pan dn marché y échappe cependant : celni des euro-obligatinns pour lesquelles le prospectus peut attendre l'introduction en Bourse. On le vnit aisément, il y a là an élément de nature à renforcer l'activité du compartiment de l'euromark au détriment du marché national des obligations.

La situatinn tient dn paradoxe car, parallèlement, nutre-Rhin, les autorités ne ménagent pas leurs efforts pour parvenir à un résultat contraire. Elles viennent nntamment de supprimer une fastidieuse procédure d'autotisatinn à laquelle les débiteurs locaux étaient depuis des années soumis s'ils vaulaient directement sons leur propor num directement, sous leur propre num, lever des finnds en marks. Ce sont des obstacles de ce genre ainsi que des mesures fiscales, telles que l'introduction soudaine d'un système de retenue à la source an début de 1988, qui les avaient attirés vers l'enromarché. L'aecès n'en a jamais été très difficile. Il suffisait iusqu'à la fin de l'an passé d'apparaître sous un num étranger. Cela a enndnit bien des grandes entre-prises à funder, au Luxembonrg ou aux Pays-Bas, une société dont un des buts principaux est d'emprunter à sa place.

Depuis quelques jnurs, pour qu'une transactinn soit reconnne comme faisant partie de l'eurnmarché, il fant en outre que son groupe de direction soit composé de banques domiciliées dans différents pays. Cette conditinn, estiment certains, est un gage de distribution internationale des titres. En réalité, elle ne l'est pas vraiment. Les banques qui dirigent des euroémissions en marks n'nnt aucune peine à la remplir, quitte à faire figurer à leur côté na établissement etranger qui lenr est proche. De toute façon, en regard de la liberté et des privilèges dont bénéficie un emprunteur sur l'euromarché, les restrictions supplémentaires apportées par la nonvelle loi apparais-sent bien légères.

Les spécialistes du marché internutinnal des capitaux attnebent nne grande importance à de telles considérations. Ils en tiennent compte dans leur appréciation du rôle international joué par les dif-férentes places financières en Europe. La semaine passée a, par exemple, vu un très important emprunt de l'milliard de marks, à taux variable, pour le compte de la enmpagnie aérienne allemande Lusthansa, mais émis par une société dumiciliée aux Pays-Bas, Infthansa International Finance (Netherlands) NV. Son apparence est celle d'une véritable enro-transaction. En fait, elle s'adresse pour pnur l'essentiel a des investisseurs allemands. L'émission Lufthansa, placée sous la directinn de la Deutsche Bank, est divisée en deux tranebos égales, l'une de sept ans, l'autre de dix ans de durée, qui tantes les deux rapporteront tous les six mois 0,125 %, de plus que le l'ibre de la constant de l Libor, le tanx interbancaire affert sur le marché international. Cela correspond à une rémunération élevée qui, si elle était calculée sur la base du niveau actuel du Libor, serait de 9,75 %.

Il y a eu la semaine passée une autre euro-transaction en marks linns et la durée de dix ans. Bon débiteur est la Banque européenne d'investissement. Elle procurera aux prêteurs de 0,15 % inférieur au Libor à trois mois. Ce faux est très bas, beancoup trop bas pour auto-riser l'espoir d'un placement des titres en Allemagne, L'npération est néanmoins une réussite incontestable. La Dresdner Bank qui en était chargée a tenu compte des privilèges fiscanx attachés aux obligations de l'emprunteur en Ita-lie. C'est dans ce pays que les titres nnt été distribués.

D'une façon générale, les npéra-tions à taux variables, dans un cli-mat de grande incercitude, unt de que celles à taux fixe. La perspective d'une adaptatinn des rendements à intervalles réguliers rassure cenx qui rednutent de brusques hausses de taux d'intérêt.

CHRISTOPHE VETTER

#### **DEVISES ET OR**

# Le dollar-refuge

Que la récessinn soit devenue nfficielle aux Etats-Unis, que les taux d'intérêt à cont terme américains continuent de baisser, rien n'y fait : le dollar reste ferme sur le marché des changes. Au mnment nù les risques d'embrasement du Moyen-Orient augmentent de jnnr en jour, le billet vert redevient une valeur-refuge, sans excès certes, mais bien plus que l'nr dnnt les cours refusent obstinément de s'enflammer, à 390 dullars l'once de

Sans dnnte le deutsebemark est-il déprimé par les bruits de bottes daus les pays baltes, à proximité des frontières de l'Allemagne. et le yen n'est-il pas encore engagé dans sa probable remnutée dans le courant de l'année. Mais, pour l'instant, le dullar bénéficie de l'inquiétude générale. On l'a bien vu

dans la journée du mercredi 9 janvier, lorsque la prnlongation des entretiens entre MM. James Baker et Tarek Aziz à Genève éveilla pendant quelques heures l'espoir d'une solutinn négociée à la crise du Gnife. Les conrs de la devise américaine perdirent en quelques iustants plus de 2 %, revenant de 1,54 DM à 1,51 DM et de 5,24 F à 5,13 F. pour remonter immédiatement et terminer la semaine audessons de 1,53 DM et de 5,20 F.

Les autres facteurs essentiellement techniques nnt peu jnué. Certes, in Réserve fédérale a ramené de 7 % à 6 3/4 % le taux de ses interventinns sur le marché intermédiaire ce qui, théoriquement, devrait affaiblir le dullar. Mais les risques de guerre nnt pnussé jnsqu'à 8,36 %, et même

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 7 JANVIER AU 11 JANVIER 1991

PLACE	Livre	SEU.	Franc français	Franc	D.mark	Franc belge	Florin	Lire italianne
New-York	1,9040	-	19,2012	77,94	65,1890	3,1595	57,8034	0.0866
140-1- 1CIA.	1,9370	-	19,5886	78,43	66,4231	3,2310	58,9622	0,0884
Paris	9,9160	5,2080		405,92	339,50	16,4549	381,84	4,5129
P#15	9,8883	5,1050	-	400,39	339,10	16,4943	301,00	4,51,37
Zurich	2,4428	1,2830	24,6351		83,6375	4,0537	74,1616	1,1117
ZWICH	2,4696	1,2750	24,9755	-	84,6895	4,1195	75,1769	1,1273
Francfort	2,5287	1,5340	29,4546	119,56	-	4,8467	88,6705	1,3293
	2,9162	1,5055	29,4907	118,07		4,8643	88,7676	1,3311
Benedies	60,2616	3L65	6,0772	24,6687	20,6323	~	18,2949	2,7426
	59,9501	30,95	6,9627	24,2745	20,5579	~	18,2488	2,7365
Amsterdam	3,2939	1,7300	33,2181	1,3484	112,77	5,4660	-	1,4991
	3,2851	1,6960	33,2223	1,3302	112,59	5A798	-	1,4995
Milan	2197,261	1154	271,58	899,45	752,28	36,4613	667,05	-
	2190,747	1131	221,55	887,06	721,25	36,5428	666,86	-
Tokyo	255,797	134,30	25,7872	104,67	87,5498	4,2432	77,63	0.1163
	261,107	134.80	26,4055	105,73	89,5383	43554	79,4811	0,1192

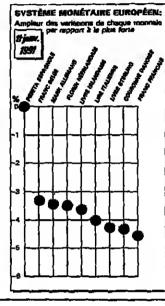
(La ligne insérieure donne ceux de la semaine précédente.)

A Paris, 100 yens étaient cotés le vendredi 11 janvier : 3,8778 F, contre

l'emprunt à 30 ans du Trésor, ceci enmpensant cela. Quant au recul de 0,6 % des prix de gros aux Etnts-Unis en décembre, contre une hausse de 0,5 % en novembre. il n'a guère influé sur la tenue du biliet vert. Les questinns manétaires seront abnrdées par les grands argentiers à l'occasinn de la réunion du G 7 (les sept grands pays industrialisés) prévue pour les 20 et 21 janvier aux Etats-Unis.

An sein du système monétaire européen, l'affaiblissement relatif de la devise allemande et la prise en enmpte de la sagesse des prix français unt maintenu aux environs de 3,3930 F le cours du deutschemark à Paris.

FRANÇOIS RENARD



### MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

# Un potentiel de baisse des taux

brutaux (voir in rubrique devises et or), le MATIF et les obligations se sont, finalement, assez bien cnmportées, mieux, en tout cas, que le marché des actinns, très déprimé par les risques de guerre.

Tout se passe comme si les npérateurs et gérants de partefeuilles préféraient se tourner vers les produits financiers, anticipant une baisse des taux en 1991 sur le mar-ché français, quni qu'il arrive, Cette baisse, en tout cas, leur apparaît beauconp plus probable qu'un rétablissement des marges bénéficiaires des entreprises, affectées par le ralentissement en cours.

De fait les taux français, de même que ceux de nos partenaires de la CEE, devraient logiquement se détendre cette année, surtout si les taux allemands à lnng terme plafonnent aux environs de 9 %, ce qui ne peut pas être totalement exclu, en dépit des avertissements lancés par la Bundesbank au futur gouvernement de M. Helmut Kohl. Ces derniers sont destinés essentiellement à nbtenir de substantielles économies budgétaires de manière à réduire le financement du déficit par des moyens monétaires (emprunts).

désormais plausible, et elle trouve un écho ehez beaucoup d'analystes actuellement, nntamment M. Erie Tazé-Bernard, économiste à la diffus explique qu'en dépit des inquiérudes, les cours du MATIF se soient correctement tenus cette semaine, celui de l'échéance mai oseillant entre 100 et 101 pour finir à 101,70 malgré l'approche d'une conflagratinn au Moyen-Orient. Le rendement de l'OAT dix ans s'établissait, à la veille dn week-end, aux environs de 9,88 %-9,90 % après une pointe à 10 %, ce qui fait descendre en dessous d'un point l'écart nvec le

La thèse d'une détente apparaît Banque Indnsuez. Le sentiment

penser que cet écart, tombé de 3 points fin 1989 à 0,7 point pendant quelque temps l'an dernier, continue de se réduire. Sur le marché nbligataire, la

semaine a été agitée en raison des mouvements chaotiques précédemment évaqués et des santes d'bumeur du MATIF, qui ant renda sportives les apérations de placement par les banques et conrtiers. Ce nnnobstant, l'emprunt de 1 milliard de francs émis par la Caisse de refinancement bypothécaire (CRH) sous l'égide de la BNP et de la Société générale à 10,31 % du rendement actuariel brut s'est assez bien casé, eelui de la Caisse centrale de coopérative éconnmique, qui a remplacé, in extremis, la Caisse nationale de télécommunicarinns, lancé sous le patronage d'Indosuez, de Paribas et de la Caisse des dépôts, a reçu un accueil plutôt satisfaisant, en dépit de son rendement actuariel jugé faible (10,07 %), mais grace à la garantie inconditionnelle de l'Etat, devenne très rare. On y ainntera deux emprunts de banques, prépla-cés nu destinés à leurs princres réseaux, 1,3 milliard de francs en deux tranches à 10.30 % numinal et 10,37 % actuariels pour le Crédit lyonnais, et 1 milliard de francs à 10,20 % et 10,36 % pour la BNP, tous deux sous forme de titres

#### Plus de 10 milliards de francs d'échanges quotidiens en OAT

subordonnés remboursables (TSR).

En novembre 1990, les transactinus effectuées quotidiennement sur les cinq obligations assimilables du Trésor (OAT) les plus activement traitées dans les nrganismes de compensation nut atteint 11,33 milliards de franes en moyenne, dont 2,945 milliards de francs à la Société des Bourses francaises (SBF), 3,975 milliards de francs chez Cedel, et 4,41 milliards de francs chez Euroclear, tous deux situés à Luxembourg. La première ligne traitée à la SBF est l'OAT 8,50 % 2 000, tandis que l'OAT 10 % 2 001 en écus occupe la pre-mière place de l'ensemble des titres traités ebez Cedel et la seconde chez Euroclear.

Par ailleurs, le volume quotidien des mouvements effectués sur les quatre échéances de bons du Trésor (BTAN) les plus traités au sein du système Saturne, tenn par la Banque de France, a atteint 10,392 milliards en moyenne par séance, en novembre 1990, regroupant les opérations d'achat-vente, les virements franco, les prêts et emprunts de titres et les pensions.

gression de 5,81 % (105,81 sur une base 100 au 31 décembre 1989). Cette progressian s'applique aux cours de ces emprunts, coupon compris. Ce qui, en raison d'une augmentation du rendement des emprunts d'Etat de sept à dix ans, passé en un an de 9,33 % à 9,98 %, a déprécié ces cours de 3,7 % environ. En 1990, les nbligations du Trésor (et les autres) n'nnt pas constitué un très bon placement à cnurt terme évidemment, puisqu'à l'échéance le souscripteur retrouve le cours d'origine, ayant au passage actuelle, procurent un rendement net, hors inflation, d'environ 6 %. Sur vingt-quatre mois, du 31 décembre 1988 au 3 décembre 1990, la performance est encore moins bonne, 10,24 %, alors qu'elle aurait dû atteindre un peu mnins de 18 %, toujnurs pour la même raison : la hausse des rendements a

#### Progression de 48,3 % des sicav monétaires en 1990

déprécié les cours.

L'échantillon retenu par le Crédit Lynnais comprend les OAT suivantes: 9,70 % décembre 1997, 9,50 % juin 1998, 8,125 % mai 1999, 8,50 % mars 2000 et 10 % mai 2000. Ce portefeuille est liquidé et recomposé à chaque événement, des envoyes nement (paiement de enupons, introduction d'une ligne nouvelle, etc.) proportionnellement à la structure du segment de marché consi-

L'encours des sicay court terme. dites de trésorerie, a légèrement reculé en décembre 1990, selon Europerformance, revenant à 977,7 milliards de francs (- 3,5 milliards de francs), ceci paur la première fnis depuis le débat de l'année. Mais ce phénomène est habituel au mnis de décembre, certains souscripteurs de sicav court terme, essentiellement les entreprises, qui détiendraient 50 % de cet encours, procédant à des retraits pour leurs bilans au 31 décembre pour rache-ter en janvier. En décembre 1990, le recul avait été d'environ 8 milliards de francs. Le mnis dernier, les sicav dites régulières unt perdu 5,9 milliards de francs à 150,4 milds de francs et celles dites sensibles sont restées stables à 26,9 mil-liards de francs, tandis que les mnnétaires ne gagnaient que 2,7 milliards de francs à 800,7 milliards contre 15 milliards de francs en novembre 1990.

Snr un an, l'encours des sicav court terme a progressé de 34,74 %, celui des sicav monétaires bondissant de 48,3 % tandis que les régu-lières restaient pratiquement stables et que les sensibles perdaient 20 %.

### **MATIÈRES PREMIÈRES**

# Le sucre au plus bas depuis 1988

Le sucre prend un gnût amer. Installés sur une courbe ascendante depuis in mi-1987, les cours nnt connu une inflexion des la fin 1989 et ont finalement baissé de 28,5 % en 1990. Pis, le sucre est retnmbé, cette semaine, à son plus bas niveau depuis mai 1988. Le prix quotidien du roux fixé à Londres est ainsi descendu à 222 dollars la tnnne. Cnmme beaucoup de pro-dnits agricole ou de denrées tropicales, le sucre souffre à son tonr des perspectives d'un excédent

Les négociants londoniens E. D. and F. Man viennent de réviser à la hausse leur estimation du surplus de la campagne 1990-1991. Cet excédent devrait représenter 1,89 million de tonnes alors qu'en septembre dernier la maison britannique ne tablait que sur un sur-plus de 1,4 million de tonne. Il est vrai que la productinn mondiale sur cette période, devrait atteindre le niveau record de 110,38 millions de tonnes.

La crise du Gulfe ne fait rien

ponr arranger les	enoses, puisqu
PRODUITS	COURS DU 11-1
Cuivre h. g. (Londes) Trois mois	t 335 (- t7) Livres/tonne
Ahminiam (Louis)	1 565 (- 29)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (Laure)	8 710 (+ 35)
Trois mois	Dollars/tonne
Socre (Fais)	292 (- 3,5)
Mass	Francs/tonne
Casé (Lendres)	583 (- 26)
Mars	Livres/tonne
Cacso (Nes-York)	1 186 (+ 36)
Mars	Dollars/tonne
Blé (Chicago)	252 (~ 5,5)
Mars	Cents/boissean
Mais (Chicago)	238 (- 3,75)
Mars	Cents/boisseau
Soje (Chicato)	168,60 (- 3,8)
Mars	Dollars/t. courte
I a shiffen entre Di	renthèses indique l e sur l'antre.

ment destinées à l'Irak et an Kowelt n'ont pas pn être vendnes an cours des six derniers mnis. La remontée des cours du pétrole a également entamé le pouvnir d'achat de nombreux importateurs Les difficultés financières de

l'URSS inquiètent aussi le négoce, qui vnit là na de ses gros débouchés risquer de se refermer. En manque de devises, la Chine popu-laire est enfin absente du marché depuis environ buit mois. De fait, le marché du physique est totale-ment inanimé. « Il n'y n quasiment plus d'appels d'offres »; se lamente un négociant français. Et, du côté de l'offre, e'est la pléthore qui s'an-nonce. Le Brésil devrait vendre an mnins 790 000 tonnes cette année alors que les experts anticipaient nn valume de ventes brésiliennes de l'ardre de 550 000 tonnes. Les négociants brésiliens, quant à eux, pensent ponvoir exporter 1,3 mil-lion de tonnes en 1991. Tradition-nellement acbeteur sur le marché mondial, l'Inde se met désormais exporter. Le sous-continent devrait produire 11,5 millions de tonnes en 1990-1991 et compte exporter 200 000 tonnes avant le mnis de mars prochain. Les professinnnels ne sant dane guère optimistes. « Les cours du sucre pourraient être soumis, en 1991, à des pressions plus fortes que lors des deux années précédentes et tester de nouveaux seulls à la baisse », écrivent ainsi les analyses d'ED and F. Man dans

lenr dernier rapport. Ce n'est sans daute pas un basard si le London Financial Futures and Optinn Exchange (FOX), le marché à terme de marchandises de Londres, a choisi cette période platôt morose pour lancer une nouvelle affensive sur le sucre. Le marché britannique avait délà sérieusement concurrencé le contrat sur le sucre blane de la Bnurse de commerce de Paris en lancant des cotations électroniques sur un contrat smilaire à Londres. Et la décision du MATIF, qui coiffe désormais les marchés commerciaux français, de rapprocher

la corbeille du sucre de celle de son produit-pbare, l'emprunt nntinnnel, n'a pas empêché Londres d'ac-quérir la suprématie sar ce prodmt. En 1990, 347 303 contrats de sucre blane unt changé de mains sur le FOX alors que le MATIF en traitait 302 908.

Aujnurd'hui, e'est la suprématic américaine sur le marché du sucre roux que cherche à entamer le marché londonien. Le FOX a en effet lancé, le vendredi 11 janvier, des cotations électroniques sur le snere brut. Ce projet n'a pas fait l'unanimité, notamment chez les petits courtiers et les opérateurs qui travaillent pour leur propre compte. Mais il était appuyé par de gros négociants comme le fran-çais Sucres et Denrées on le britannique Czarnikow. Les ambitions du marché londonien ne s'arrêtent d'ailleurs pas là. Le FOX, qui cote déjà un contrat sur le café robusta, envisage de lancer, le 1º mars pro-chain, un nouveau « future » sur l'arabica qui viendrait directer concurrencer le contrat arabica coté à New-York.

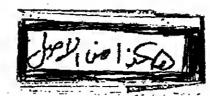
Légère croissance du marché du

ROBERT RÉGUER

diamant en 1990. - Les ventes de diamant de la Central Selling Organisation (CSO), le bras armé de la société sud-africaine De Beers, qui contrôle plus de 80 % du marché contrôle plus de 80 % du marc mondial des pierres brutes, ont progressé de 2 % en 1990 pour représenter 4,167 milliards de dollars. Mais, sur les six derniers mois de l'année, ces ventes affichent un repli de 32 %. Alars qu'elles avaient atteint 2,48 milliards de dollars au premier semestre 1990, elles ne intalisaient plns que 1,69 milliard au second. Ce retrait est attribué au recul de la demande américaine. Premier pays à entrer dans la récession économique, les Etats-Unis sont le premier acheteur mundial de pierres taillées, avec environ un tiers du marché. La fiscalité est également un facteur défavorable outre-Atlantique puisqu'une taxe de 10 % a été instituée sur les diamants de plus de 10 000 dollars.

Les mutations de 'économie mondiale 1975-1991 par le Service économique du *Monde* et Alain Gélédan

> Par ailleurs, l'indicateur de performance établi par le Crédit lyon-



20 • Dimanche 13 - Lundi 14 janvier 1991 •••

# Le Monde

### La crise du Golfe

### Le débat sur le recours à la force contre l'Irak s'intensifie au Congrès

voter, samedi 12 janvier, sur uo texte qui donnerait au président George Bush l'autorisation d'enga-ger one guerre dans le Golfe, mais la Maison Blanche a déclare vendredi que l'issue du débat éteit

Dans uo dernier effort de « lobbying», le chef du groupe républi-cain eu Sénet, Robert Dole, aveit convoqué ses collègues vendredi pour leur communiquer les estima-tions pessimistes de la CIA sur l'impact des sanctions économiques ioternationales sur l'Irak. Il a également laissé cotcodre que si M. Bush n'abteneit pas le soutien des sénateurs, il pourrait se livrer à de l'abstructionnisme au Sécat pour empêcher le vote d'une réso-lutinn présentée par le chef du groupe démnerate, George Mitchell. Ce dernier prone la poursuite des sanctinns économiques pour tenter de résoudre la questine du

L'ESSENTIEL

#### ÉTRANGER

La crise du Goife...... 2 à 5 La guerre civile en Somelie 

L'affaire du Silco» 

#### POLITIQUE

La gestion de Nica Un rapport accablant de la unant bre régionale des comptes..... 7

### COMMUNICATION

Le mariage de la 5 et de M 6 Prudent rapprochement

Livres politiques La chronique d'André Laurens. 7

### SOCIÉTÉ

Trafic de la drogue Les nauveaux circuits selon

Autoroutes contestées L'A 8 sur la Côte d'Azur, l'A 85 en Maine-et-Loir......9

### CULTURE

Festival d'Avoriaz Treize films en compétition dont l'Echelle de Jacob, d'Adrien

Salon du meuble Réenneilletinn des créeteurs et des commerciaux ....

### HEURES LOCALES

. La dilemme du ministre de la ville, M. Michel Delebarre · Names en quête d'identité . La Guadeloupe retrouve ass cnuleura • Coopération entro l'Aquitaine et l'Euskadi.. 13 à 15

ÉCONOMIE Economies sur la radiologie Dee examene plus chichement

Pelège renforcé dans la SAE Le contrôle d'un des premiers

groupes français du bâtiment 17 Contre les chèques volés Un fichier national le 18 jenvier 17 L'Aérospatiale

dans le rouge ? Un déficit probable en 1990.. 17 Revues des valeurs.

Changes, Crédits Grands Marchés...

### Services

Camet .. Mots croisés... Radio-Télévisk La télémetique du Monde :

3615 LEMONDE 3615 LM Le numéro du « Monde » daté 12 décembre 1991 été tiré à 523 407 exempla

Koweit sans recourir à la guerre. Les deux Chambres devaient égale-ment voter une résolution réaffir-mant le rôle constitutionne du

Les débats se sont poursuivis dans un climat de plus en plus pas-sionné, et durent même être inter-rompu, un minmeot à la suite de l'irruption d'une dizaine de mani-festants pacifistes au Sénat, dont les slogans « Pas de sang pour du pétrole l'» et « Pas de sang pour Bush l'» convraient la voix des interveoants. Le spectre du Vietnam planait également au-dessus des débets. Vingt-sept des cioq cent trente-cioq parlementaires actuels avaient en effet outorisé les bombardements sur le Vietnam du Nord après un prétendo incideot naval entre Américains et Vietnamieos du Nard dans le golfe du Tankin en 1964.

De snn côté, l'ancieo présideo Runald Reagan e dit s'attendre à une guerre avec l'Irak et e exhorté le Congrès à soutenir George Bush si le recnurs à le farce deveoait nécessaire. A l'opposé, son prédé-cesseur à la Meison Blenche, Jimmy Carter, a lancé un appel, vendredi, en feveur de la tenne d'une ennférence internetionale consacrée à la crise du Golfe et aux drnits des Palestiniens, - (AFP,

#### EN BREF

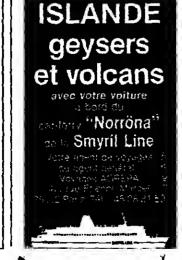
a Décès de Carl Anderson, Prix Nobel de physique. - Le Prix Nobel de physique Carl Anderson, qui a fait toute sa carrière au Californie ian toute sa carriere su Californie Institute of Technology, est décèdé, vendredi 11 janvier, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Né à New-York en 1905, Carl Anderson, qui était diplômé du Caltech (1927), evait reçu le prix Nnbel de physique en 1936 pour avoir découvert le soit-1936 pour avoir découvert le positron. C'est en étudiant les flux de particules venus du cosmos qu'il evait mis en évidence ce positron, plus counu sous le nom d'électron positif. En 1936, Carl Anderson evait partagé son prix Nobel avec le professeur V. G. Hess de l'université d'Innsbruck (Autriche).

u L'expalsico de Palestinicas des territoires occupés : le Conseil de sécurité ajourne l'examen d'un pro-jet de résolution condamaant Israël. - A quatre jours de la date-butoir dn 15 jaovier, le Conseil de sécurité des Notions unies a suspendu ses travaux – vraisemblablement jusqn'au lundi 14 janvier – sur un projet de résolutino condamnent les autorités israéliennes pour l'expulsino de quatre Palestinicas, le jonvier dernier. Ce texte demande notamment «le resour immédiat de toutes les personnes expulsées ». (Corresp.)

URSS : les dépenses militaires représenteront plus du tiers du badget. - Le budget militaire soviétique s'élève, pour 1991, à 96,5 millierds de roubles, soit 34,8 % du budget de l'URSS, a décidé vendredi 11 janvier le Soviet suprême (Parlement) soviétique. Le vicepremier ministre Igor Belooussoy. chargé de l'armement, est interveou à la tribune pont expliquer que si le budget militaire evait apparemment augmenté, puisqu'il s'élevait à 77 milliards de roubles l'anoée dernière, il a en fait baissé en « roubles constants » en raisoe des augmentetinus de prix de gros appliquées depois le l' janvier. - (AFP.)

de l'actualité, la parution de la page Dates est reportée.

En reison de l'ebondance



# La grande fièvre des télévisions françaises

caise n'avait connu pareilla fièvre ni parailla ébuilitinn. Jamais ells n'avait déployé tant da moyens, « plenifié » una couverture journalistique d'une tella ampieur. Habitués à travailler dans l'urgenne et l'Improvisation, le voici qui, depuis plusieurs semaines, fourbit sea armas : celles destinées à partir pour le Goffe - caméras, microphones, magnétos, etc. - et celles chargées d'alimanter à Paris une antenne dont le pouls ne battra bientôt plus que pour le Moyen-Orient : images d'archives, cartes, dispositives, abonnements aux agences et accords avec la chaîne amé-ricaine CNN.

Malade d'ordinaire du secret, souciause de concurrence, jalouse d'exclusivités, la télévision françalse joue l'entraide, la confraternité, et brandit un mot d'ardre : e Pas de guarra sur « la » guarra l » La hacha est enterrée qui avait provoqué, l'an passé, aux temps forts de la révolution roumaine, une polémique navrante.

#### Les mêmes images du front

Cette fais, danc, le décloiement des équipes de reportage dans le Golfe sere coordonné. C'est Claude Carré, le directeur de l'information d'Antenne 2, qui, dès le mois de novembre, a suggéré à ses homologues des autres chaines la constitution d'un pool d'information sur la case; sur la guerre, si d'aventure le mot devait être employé. Es ont tous accepté. Conscients que, sur ce terrain miné, leur unité serait la mellieure garante de leur efficacité. C'est que les chaînes françaises ne transmettre leurs images du Golfe... Toutes les télévisions du monde se som donné randez-vous dans le désert. A commencer per CNN, la chaîne américaine de référence en matière d'information

continus. CNN dispose sur le terrain de quarants personnes, de ses propres antennes d'émission et de son canal de satellita. Elle consecre déjà plus de la moitié de son programme eux événement du Gotte et organise deux rendezvous quotidiens au cours descuels les téléspectateurs américains Douvent interroger les correspon-

Formidable dispositif qui va obligar toutes les autres télévisions américaines à emboîter le pas maigrá le coût de telles opérations et les sombres perspectives de le

450 kilomètres de Ryad, à 120 km du Kowen et à près de 70 km de la frontièra iraklanne, la base de King Khaled City abriters le premier «pool» des chaînes françaises. C'est là que sont regroupées la plupart des forces militaires francalses. C'est ià que travailleront donc en alternance deux équipes françaises de tournage, chacune constituée d'un caméremen, d'un preneur de son et d'un journaliste de cheque rédaction du « pool ». Un hélicoptère Puma de l'armée devreit leur permettre de rapporter

jour là, et quoi qu'il arrive, une édition spéciale de teur journal. A la rescousse de leurs rédections pansiennes fortement dépouitées - la Caravelle partie du Bourget le 10 janvier à destination du Golfe contenait une trentaine de personnes de TF 1, vingt-deux d'Antenne 2, neuf de FR3, cuinze de la Cinq, trois de M6 - les directeurs de l'information ont fait appel à des commentateurs professionnels, le plus souvent lasus de l'armée. Antenne 2 accueillers les généraux Forget et Passidou; la

maintenant.

des images aussitôt mises à la disposition de toutes les chaînes du epools (TF1, Antenne 2, FR3, ta Cinq et M6). Pendant les combats, seuls les services du SIRPA auront cependant accès à la figne de front, quitte à distribuer ensuite aux chaînes, graciausement... mais Aux équipes de personnaliser alors ce matériau commun en le montant et en le commentant. Soit sur place, soit à Ryad, où se trouvera deuxième « pool » d'informa-

La capitale saoudianne accueillers en effet toutes les équipes soucieuses de suivre l'ectivité diplomatique, de couvrir les conférences de presse des différentes emnées et de faire divers reportages. Enfin, des journalistes (au titre de leur seule rédection) séjourneront aussi à Dharan pour suivre de plus près les activités de l'armée américaine. Sans compter bien sûr le déploiement d'envoyés spécieux dans les capitales

Tout sera en place pour le 15 au

concernées per le conflit.

Cing recevra le général Capillon lancien chef d'état-major de l'armée de l'air); et TF 1, outre le général Coppel, présent sur l'antenne depuis l'été, eccueillera, depuis Londres, Pierre Salinger, pour commenter l'attitude du gouvernement américain.

Le coût de tout ce dispositif? e Faraminaux I », s'écrient en chosur les patrons de l'information sans vauloir avancer de chiffres prácis. « Plus de 1 million de francs par semaine » se risque toutefois Claude Carré, «L'équivalent d'un mois habituel de reportages é l'érranger, » Plus du double, assurent ses confrères.

#### Règie du jeu on censure?

Mais comment prévoir la tournurs que prendront les événsments? Comment imaginer un calendrier, esquisser un schéma de conflit? «Rien. Nous ne savons rien du type de guerre vers lequel nous alions, affirme Claude Carré. Car c'est sans précédent. Sera-ce

l'histoire ou celle de la plus grande manipulation? > Question fréquenta dans les états-majors des chaînes, où l'on ignore encore le degré de dépendance des envoy spéciaux à l'égard du SIRPA. Et le niveau de la censure.

Un protocole d'accord e certes été signé entre les rédisctions et le ministère de la détense précisant le statut et les contraintes des correspondants de guerre, lesquels devront signer chacun une charte précise : interdiction de divulguer des informations permettent de localiser les lieux d'implantation et de déploiement des troupes, de prendre des images permettant d'identifier des blesses ou des morts, de prendre le moindre risque de remettre en question la sécurité des opérations ou de porter attainte à la dignité humaine... «Comment nier la nécessité d'un gentleman's agreement, estime Robert Namias, chargé de coordonner l'information ede guerres à TF1. Je préfère des règles du jeu nettes, bien définies, à des appels discrets à l'autocensure comme nous l'avons récemment senti. Nous saurons très vite à quoi nous en tenir de la part des militaires.» Les règles du jeu définies par le SIRPA pessent pour être plus sou-ples que le code de bonne conduite décidé à Washington et contre lequel les journalistes américains multiplient les protestations Ue Monde du 12 janvier).

ici et là, et malgré le bouillonnement que commissent les salles de rédaction, des journalistes, pourtent, e'interrogent. «La télévision, une fois encore, risque d'outrepasser son rôle de térmoin, observe un reporter d'Antenne 2. Les gouvernents, les militaires tenteront de l'utiliser comme messager et point de pression à la fois sur l'Irak et sur l'opinion publique occidentale. obus des temps de paix. Que serons-aous en période de guerre? Jernals les médias n'ont été aussi importants. Jamais feur contrôle

n'a eu un tel enjeu. Jouant la souplesse et la rapioné, toutes les chaînes, y compris MR annoncent de probebles bouleversements de leur antenne dès le 15 isnvier. Tout en promettant distance, sérénité et sang-froid... Un Impératif qui a peut-être ocussé France-Musique à annuier l'émission « Aux armes musiciens » qu'un producteur soucieux de coller à l'actualité avait concue pour le lundi 14 janvier: Au programme initialement prévu : le Ta Deum de Marc-Antoine Chamentier, le Chanson du soldat mort de Weill, et Mon beau légionnaire...

ANNICK COJEAN

# Un entretien avec le recteur de la Mosquée de Paris

« Je n'entre pas dans la logique de la guerre sainte » nous déclare M. Tedjini Haddam à son retour de Bagdad

Recteur de la Grande Mosquée de Paris, membre du Comité de réflexion pour l'islam de France (CORIF), M. Tedini Haddam, qui est de nationalité algérienne, a assisté, du 9 au 11 janvier, à la conférence populaire islamique qui a réuni à Bagdad anviron 350 délègues musulmans d'une cinquantaine de pays. Ceux-ci ont entandu, vendradi 11, un nouvel appel à la guerre sainte de M. Saddam Hussein (lire page 2).

« Pourguoi avez-vous participé, en cette période de crise, à la conférence islamique de Bagdad?

- Il était mai venu de ma part de refuser l'invitation qui m'avait été adressée, personnellement, par l'Irak. Il s'agissait d'en congrès islamique et l'assiste régulièrement à des assemblées de ce genre, à Bagdad et dans d'autres capitales. Je suis su service de tous les musulmans, mais j'aliais là-bas à titre strictement personnel, Je me suis tenu à un rôle d'observatour. Je n'ai fait aucune déclaration publique. Ma présence à Bagdad ne doit pes être interprétée comme une prise

tensit à La Mecque une autre conférence religieuse, organisée par l'Arabie sacudite...

- C'est vrai, mais si j'avais été invité à cette conférence de La Meoque, j'y serais allé. Avec d'antant plus de plaisir que j'ai été, dans le passé, ambassadeur d'Algérie en Arabie saoudite. Je tiens à vous préciser cependant que, du 26 au 31 décembre depruier, je faisais partie d'une délégation du Conseil de référien nour l'istion du Conseil de réflexion pour l'is-lam en France en visite à Djeddah, La Mecque, Médine et Ryad.

- Cependant, votre présence à Bagdad ne va-t-elle pas cautionner, aux yeux de la communauté musulmane en France, l'appel è la guerre sainte lancé par M. Sad-

Je considère cet appel comme une réaction à un danger imminent. Rien de plus. Mais je vous rappelle que, de l'autre côté aussi, on peut considérer la présence occidentale comme une croisade. Quoi qu'il en soit, je n'entre pas dans cette logique de aguerre sainte» ou de acroisade». Ce qu'il faut, c'est se mobiliser pour lutter, de toutes ses forces et à tous les - Comment mesurez-vous le ris

que de guerre aujourd'hui?

- Le crise a atteint un degré de passion tel que la situation me semble devenue dramatique. J'ai entendu parier à Bagdad de guerre dévasta-trice, de cataciyame de fin de siècle. Je lance un appel, désespéré, sincère, un eppel de croyant pour que soit compré ce danger qui menace l'huma-nité. Cer appel s'adresse aux responsables politiques, aux présidents Rush et Hussein, pour qu'ils dépassent les intérêts immédiats de leurs pays. Aux autorités chrétiennes, sux ou d'Arabie saoudite, d'Egypte, d'Irak, pour qu'ils interviennent également, au nom de l'intérêt de la comme

De quoi s'agit-il? De paix et de justice. Tous les délégués musulmans qui participalem au congrès islamique de Bagdad, venus de plusieurs dizaines de pays, du Sri-Lanka au Canada, out dit qu'ils se sensient bafoués, humi-liés, qu'ils confiraient de ne pas être pris au sérieux et étaient victimes d'une sorte de paternalisme. C'est comme si, pour eux, il y avait, dans le monde, une justice à deux paliers. Il

de position en faveur de M. Saddam aiveaux, contre la guerre, pour la faut absolument dépassionner la paix la justice et la sécurité de tous situation et sécuriser la région.

- Mais en même temps se les peuples de cette région.

- La France a-t-elle un rôle moi-- La France a-t-elle un rôle api-

cifique à jouer? - La médiation ne peut se faire que

par des tiers. Dans les formes, des maladresses ont été commises dans la période récente, comme celle qui consiste à engager des négociations directes entre les parties prenantes d'un tel conflit. Tout est possible dans cette région - par exemple on peut tout dire à un chef d'Ent, quel qu'il soit, à condition que l'on respecte les formes. Yous ne pouvez pes imaginer le crédit dont dispose la France dans cette région, notamment le président Mitterrand. Il est urgent que le France, qui en septembre e entamé aux Nations unies un processus de paix, continue sa mission. Il faudrait que rapidement M. Mitterrand, en accord avec le secrétaire général des Nations unies, après consultation des nersonnalités religieuses, envoie une délégation aussi bien à Bagdad qu'aux Etats-Unis. La date du 15 janvier ne doit pas être considérée comme une familié.»

Propos recueitis par JEAN-MICHEL DUMAY es HENRI TINCO

instination te Paris

1840 A. Milligenti" 1 . 1

Mari Rett . terreite

100 m 1 100 m 100 m 100 m

網票請求 医皮肤 电电压

Well tiere have beite

Sitt a milenmatiefe. if if

American Property

Take parent to the second

301 figne bart te biene

MH 11: 1-17-17-1

S. S. State of St. St.

Page & Francisc w. S. a.

State with at a

STREET LAG 14 "

The later of

SA WILL TO IT

Sign Carl Ball and Art and A

tring out a ve

lang a not then.

Strate to the fire

A 18, 50 100

Company States of French

the bearing a second

BIDDER & WILL I'V.

Mary 1111 ...

CHARLES THEFT IS

Tree . 211 14 1

TREET BOOK STORES

and leng.

the party of the

M. William of Street

A STORES

The Tax of the little of the l

Miles Miles III

A STATE OF THE STA

The Marian

2. 4

171 ...

'n

the part of the sec 2

son a suppose of the Planter a fr 20 20 7 7 7 8 8 8 8 1 FRESH PROBLE property of the same of St to the p. Ant. Las. MA ( NAT THE VALLE OF graf I fluffer 199 . 18 % E. T. Chart of Jan 5 RES ANT CAP to person ar armin a life a

MEAN LITTLE A SET A Mant fit Biebligen eine bie THE MA HOUSE, " and description of Large Parties mami, fare bire .... 200 202 2 Mill 4 275 timel in securif a. s. 30 400 le/fest it 11.5 ente fine in . A. ... Me Mit all 'Am pl At' & MA GIT BUT IN MITTER

BENEFE W. MARKET S. LAND - 1 m present to 1 .... The Art of the Digna . With the A SA GRANDING TOWNS